

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ
DU FIGARO

LES MIRACULÉS DES CRASHS

KENNY BRÄCK,
ÉPARILLÉ
FAÇON PUZZLE
PAGE 12

LE SUD, GRANDE FRACTURE DE L'AMÉRIQUE

LES DROITS
DES ÉTATS,
ENJEU D'UNE
BATAILLE SANS
FIN CONTRE
WASHINGTON
PAGE 16

LA VIE SANS ÉCRANS

LE FRÈRE
FRANÇOIS
CASSINGENA-
TRÉVEDY
PAGE 17

J. K. ROWLING, LA LUTTE D'UNE IDOLE

UN FÉMINISME
INSPIRÉ
PAR COLETTE
ET SIMONE
DE BEAUVOIR
PAGE 18

JEUX D'ÉTÉ PAGE 13

ÉTATS-UNIS

Kamala Harris
recentre le Parti
démocrate contre
Donald Trump
PAGE 6

NÎMES

Incrédulité et colère
après l'incendie
près du nouveau
commissariat
PAGE 7

RECHERCHE

À 44 et 60 ans,
notre corps subirait
un coup de vieux
accélééré PAGE 9

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de jeudi :
Les Jeux olympiques
vous ont-ils incité à vous
remettre au sport ?

OUI 23% NON 77%

VOTANTS : 74 056

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Emmanuel Macron doit-il
nommer un premier
ministre avant l'ouverture
des Jeux paralympiques
mercredi prochain ?

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO -
SERVICE DE PRESSE

LES FANTÔMES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
JÉRÔME KERVIEL : SÉISME
À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ET ONDE DE CHOC POUR
TOUTE LA FINANCE PAGE 23

AUTOMOBILE
LES MODÈLES DE GRAND
LUXE ONT LA COTE
PAGES 20 ET 21



Macron consulte pour tenter de dénouer l'imbroglio de Matignon

Le chef de l'État reçoit les forces politiques dans l'espoir de dégager un compromis sur un premier ministre. Mais les oppositions, à commencer par le NFP, campent sur leurs positions.

Les jours passent, et la France n'a toujours pas de premier ministre de plein exercice : ce vendredi, Gabriel Attal et ses ministres battent le record du plus long gouvernement démissionnaire. Pour sortir

du casse-tête de Matignon, Emmanuel Macron reçoit les chefs de parti et de groupe parlementaire à l'Élysée jusqu'à lundi. Le chef de l'État s'est fixé pour objectif de nommer un premier ministre

dans la foulée de ces échanges, sans fixer pour autant de calendrier précis. S'il se dit « du côté des Français, garant des institutions et surtout de l'expression de leur vote », il refuse toujours de nommer la

candidate du NFP, Lucie Castets. Le camp présidentiel, la droite comme le Rassemblement national menacent en effet d'une motion de censure tout gouvernement comprenant des ministres issus

de La France insoumise. Dans une lettre adressée aux Français, les partis de l'alliance de gauche dénoncent « l'inaction grave et délétaire » de Macron et se disent à nouveau « prêts » à gouverner.

→ MARTIAL FOUCAULT : « UNE MOTION DE CENSURE AURAIT MOINS DE CHANCES D'ABOUTIR AVEC UN PREMIER MINISTRE DE CENTRE DROIT » → MARINE TONDELIER A RÉUSSI SA REMONTADA GRÂCE AU NFP → AVEC LA CANDIDATURE DE BORNE, LES GRANDES MANŒUVRES COMMENCENT À RENAISSANCE PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL

Soudja, ce bout de Russie occupé par les Ukrainiens



À Soudja, village russe occupé par l'armée ukrainienne, la statue de Lénine devant le Palais de la culture a été détruite et les habitants n'ayant pu fuir vivent dans la peur, espérant qu'un accord politique les sorte de ce piège. PAGES 4 ET 5

Ces villes qui repeignent les toits en blanc pour lutter contre la canicule

Immeubles, gymnases, grandes surfaces... De plus en plus de collectivités et d'entreprises font appel à la technique du « cool roofing » pour faire baisser la température à l'intérieur de leurs bâtiments lors des fortes chaleurs. Cette méthode consistant à appliquer une couche de peinture blanche sur son toit séduit aussi les particuliers en quête d'une alternative bon marché aux systèmes de climatisation, très énergivores. Cette solution a ses limites : les toits en zinc ou en tuiles ne peuvent ainsi pas être blanchis.

PAGE 8

ÉDITORIAL par Jim Jarrassé

À la recherche de l'oiseau rare

« **P**résident recherche premier ministre expérimenté et rassembleur. Absence d'ambition élyséenne encouragée. Candidat pas sérieux s'abstenir... »

Alors qu'explose ce vendredi le record du plus long gouvernement démissionnaire de la République, Emmanuel Macron poursuit sa quête désespérée de l'oiseau rare. Il ne peut pas compter sur les sondages pour le guider dans son choix : selon le dernier en date, le favori des Français pour Matignon est... le premier ministre sortant, Gabriel Attal. Cruelle ironie. La séance de thérapie collective avec les oppositions qui démarre peut-elle faire bouger les lignes ? Il est permis d'en douter, au regard des précédentes tentatives : qui se souvient encore des Rencontres de Saint-Denis, organisées il y a pourtant moins d'un an par l'Élysée ? Les positions des partis sont connues depuis le 7 juillet : le RN et LFI ont les yeux rivés sur la prochaine présidentielle, et le PS et LR rechignent à assumer leur position historique de parti de gouvernement en jouant le jeu de la cohabitation. La solution viendra non pas des mouvements politiques, mais des individualités.

Dans sa recherche du mouton à cinq pattes, Emmanuel Macron doit identifier une personnalité rompue à l'art de la négociation et de la manœuvre, qui aura le cuir suffisamment épais pour affronter un Hémicycle chauffé à blanc et éclaté en onze groupes, du jamais vu. Un profil politique est à ce titre un avantage. Mais Bernard Cazeneuve ou Xavier Bertrand, tous les deux en rupture de ban avec leur famille politique, sont-ils à même d'élargir d'un millimètre le socle d'un bloc central étriqué ? Reste l'hypothèse d'une personnalité dite de la « société civile », un haut fonctionnaire ou un grand patron, par exemple, à la tête d'un gouvernement technique. À supposer qu'il existe un Mario Draghi hexagonal, on doute qu'il puisse répondre aux aspirations des Français, qui se sont massivement mobilisés aux législatives pour adresser des messages politiques à Emmanuel Macron. Ils méritent un gouvernement d'action et pas un cénacle de super-administrateurs. ■

La solution viendra des individualités

DU
L
O
N

ARTS D'AFRIQUE
Estimations par expert assermenté



06 07 69 91 22
01 43 25 25 00
info@dulonbernard.fr
10 Rue Jacques Callot
75006 Paris

Bernard Dulon
Expert près la Cour
d'Appel de Paris
Membre CNE

À la recherche d'un premier ministre, Macron consulte les forces politiques

Claire Conruyt et Tristan Quinault-Maupoli

Le président de la République croit encore possible de dégager une coalition, six semaines après des législatives anticipées perdues par son camp.

Cinq semaines après avoir accepté la démission du gouvernement de Gabriel Attal, le chef de l'État « a maintenant la volonté d'avancer », promet l'Élysée. Emmanuel Macron recevra à compter de ce vendredi les forces politiques représentées au Parlement pour mûrir le choix de la personnalité qu'il nommera à Matignon. Même si ces discussions doivent permettre de sortir de l'expectative sans tarder, son entourage ne s'aventure pas à définir un calendrier précis quant à la formation du prochain gouvernement. Tout en soulignant que les pays européens habitués aux coalitions sont souvent habitués aux négociations qui s'éternisent... Or le brouillard qui enveloppe la vie politique française depuis les législatives anticipées ne s'est pas levé à la faveur de l'été. Malgré la rentrée qui se profile, et avec elle l'élaboration laborieuse et le nécessaire vote du budget 2025, les rendez-vous convoqués par l'Élysée ne devraient pas le dissiper si facilement. Avant de faire un choix, le président de la République veut s'assurer que le prochain gouvernement repose sur « une majorité la plus large et la plus stable possible ». Argument développé par les macronistes depuis leur défaite pour gagner du temps.

Et surtout pour fermer la porte au Nouveau Front populaire, qui ferraille pour imposer Lucie Castets, une fonctionnaire inconnue des Français qui a réussi à réunir sur son nom toutes les composantes de l'alliance de gauche arrivée en tête le 7 juillet dernier. Celle-ci a remis la pression jeudi sur le chef de l'État en dénonçant dans une lettre son « inaction grave et délétaire ». « Il est plus que temps maintenant de passer à l'action : comme dans toutes les démocraties parlementaires, la coalition arrivée en tête doit pouvoir former un gouvernement et se mettre au travail. Nous y avons travaillé tout l'été. Nous sommes prêts », affirment à ses côtés les dirigeants des partis membres du NFP. Quand bien même le président veut se présenter comme « le garant des institutions et du vote des Français », son entourage prévient qu'il ne veut pas d'un gouvernement « qui tombe dès la première motion de censure ».

« Jeu de rôle »

Il aura sûrement l'occasion de le dire directement à Lucie Castets, qui sera présente vendredi dans la délégation que le NFP conduira à l'Élysée. Ce sera sa première rencontre avec Emmanuel Macron, qui « ne s'y est pas opposé », souffle-t-on Rue du Faubourg-Saint-Honoré. Même si ses conseillers ont demandé aux chefs des partis consultés de



n'être accompagnés que de leurs dirigeants au Parlement. Ainsi, le maire socialiste de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, ne rencontrera pas le président alors que son nom alimente la chronique depuis plusieurs jours chez ceux qui imaginent faisable une coalition de gauche sans les Insoumis. Même traitement pour l'ancien premier ministre PS Bernard Cazeneuve, cité sur le même segment par les macronistes.

Les Républicains, avec qui une entente apparaît davantage probable aux yeux des cadres du mouvement prési-

dentiel, rencontreront Emmanuel Macron dans un second temps. La droite ne compte ni aborder le sujet, ni mettre le chef de l'État en garde s'il décidait effectivement de nommer quelqu'un de ses rangs. « Cela est du domaine du président de la République. Notre position ne changera pas en fonction de la personne qui est nommée, quelle qu'elle soit », affirme-t-on dans l'entourage de Laurent Wauquiez. Même si, lors de son dernier échange téléphonique avec Nicolas Sarkozy en juillet, ce dernier l'a encouragé à faire participer la droite à l'exé-

cutif. « Cela devient un jeu de rôle : Nicolas Sarkozy lui dit, comme à chaque fois, qu'il faut participer au pouvoir pour imposer ses idées. Et Laurent Wauquiez répond que ce n'est pas son point de vue. Ce qui ne les empêche pas de rester bons camarades et d'avoir la même conversation la fois suivante », commente un proche.

Une nomination de Xavier Bertrand ou de Valérie Pécresse à Matignon (leurs noms circulent en macronie) mettrait le parti de droite dans l'embarras alors que le rejet du président dans l'opinion est prégnant. « Ce serait

Martial Foucault : « Une motion de censure aurait moins de chances d'aboutir avec un premier ministre de centre droit »

Propos recueillis par Éloïse Cimbidhi

Martial Foucault est professeur à Sciences Po Paris et a été directeur du Cevipof de 2014 à 2023.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron démarre une série de consultations avec les chefs de parti et de groupe parlementaire, qui doivent aboutir à la nomination du premier ministre. Sont-elles utiles alors que les oppositions ont déjà fait part de leurs propositions ?

MARTIAL FOUCAULT. - La forme de ces consultations est intéressante. Emmanuel Macron est obligé d'inventer une nouvelle forme d'échanges, non pas pour découvrir les positions programmatiques de chaque parti, qu'il connaît déjà, mais pour découvrir l'amplitude et la stabilité de la coalition que chaque bloc pourrait obtenir à l'Assemblée nationale. Je serais néanmoins surpris qu'il ait attendu ces rencontres pour se faire une idée du futur premier ministre. Quand le chef de l'État déclare que « personne ne l'a emporté » aux législatives, il refuse d'accorder la victoire au Nouveau Front populaire (NFP). Il fait un calcul différent, se rendant compte qu'avec les élus Les Républicains, et quelques députés du groupe Liot, il existe une brèche pour obtenir une coalition numériquement supérieure à celle du NFP. Les consultations qui démarrent demain devraient conduire le chef de l'État à interroger le NFP et sa première ministre théorique, Lucie Cas-

tets, sur sa capacité à obtenir un rassemblement plus large.

La candidate du Nouveau Front populaire, Lucie Castets, a-t-elle encore une chance d'accéder à Matignon ?

Le NFP répète qu'il a la légitimité du suffrage universel puisqu'il est sorti en tête des élections législatives. Mais cette victoire s'accompagne d'une majorité relative. Au moment d'élire le président de l'Assemblée nationale, cette majorité n'a pas été suffisante pour faire gagner leur candidat, André Chassaigne, battu par la macroniste Yaël Braun-Pivet. La nomination de Lucie Castets à Matignon ne peut donc pas garantir que les oppositions ne

« Dans cette période d'instabilité, il est important d'avoir un premier ministre qui a un vrai capital politique et qui maîtrise parfaitement les rouages du parlementarisme »

s'allieront pas pour renverser son gouvernement. Il serait très difficile pour le NFP de gouverner avec la menace permanente d'une motion de censure. Ce cas de figure n'arrangerait pas non plus le président de la République, qui est dans l'impossibilité de dissoudre l'Assemblée avant un an. Néanmoins, Emmanuel Macron pourrait faire un calcul plus cynique, et donner les clés de Matignon au NFP avant l'échéance du vote du budget de 2025, ce qui l'exposerait à une motion

de censure avec les voix du RN et du camp présidentiel.

Un premier ministre issu de la droite a-t-il plus de chance de réussir ?

Une motion de censure aurait moins de chances d'aboutir si Emmanuel Macron choisissait un premier ministre de centre droit, puisqu'elle impliquerait une alliance entre le RN et le NFP. Il faudrait alors qu'un groupe comme Liot la provoque pour que les deux partis n'aient pas l'impression d'avoir construit une coalition de censure. À droite, plusieurs noms ont circulé, comme celui de Xavier Bertrand. Cette solution présente un grand avantage et un grand inconvénient. Le grand avantage, c'est que dans cette période d'instabilité, il est important d'avoir un premier ministre qui a un vrai capital politique et qui maîtrise parfaitement les rouages du parlementarisme. Le grand inconvénient, c'est qu'Emmanuel Macron accorderait la victoire de cette séquence aux Républicains, qui n'ont obtenu que 47 députés.

Au centre gauche, les noms de l'ancien premier ministre de François Hollande Bernard Cazeneuve et du maire socialiste de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, circulent. Peuvent-ils accéder à Matignon ? Les noms les plus cités sont souvent ceux qui ne sont pas nommés. La proposition de Karim Bouamrane ressemble à l'un de ces coups de billard à trois bandes qui permettent de délégitimer d'autres candidatures. Il présente toutefois l'avantage de faire partie de ce centre gauche qui plaide pour l'ouverture sans totalement affronter La France insoumise. Néan-

moins, LFI n'accepterait jamais qu'un tel premier ministre décide d'aller convaincre l'aile gauche de la macronie. Pour que cela fonctionne numériquement, avec Bernard Cazeneuve ou Karim Bouamrane, il est indispensable de pouvoir compter sur l'ensemble des voix du camp présidentiel, Horizons compris, ce qui n'est si simple, mais aussi sur les 47 députés LR. Je ne suis pas certain que tous les députés socialistes accepteraient cela.

Peut-on imaginer l'hypothèse d'un premier ministre technique ?

J'ai du mal à croire à cette hypothèse. Cela reviendrait à un gouvernement d'union nationale apaisant, formé parce que la menace d'une motion de censure serait trop forte pour donner envie à quiconque de gouverner. Je ne vois pas quelle personnalité pourrait obtenir un tel consensus. En outre, le Nouveau Front populaire n'omettra pas de rappeler que c'est un déni démocratique.

Et un premier ministre

issu de la société civile ? On peut l'imaginer, mais cela présenterait un véritable risque. La critique immédiate qui serait faite serait celle d'une réaffirmation du présidentielisme. C'est à dire un président qui imposerait ses choix et n'accorderait que peu de lumière à son premier ministre. Cela a toutefois l'avantage de ne pas « repolitiser » le Parlement, puisqu'il est de toute façon impossible que les trois bords de l'Assemblée nationale travaillent ensemble sur les priorités du pays jusqu'à la prochaine échéance électorale, en 2027. Nous n'avons pas cette culture politique. ■

Après l'échec des Tondelier a réussi

Pierre Lepelletier

C'est Yannick Jadot qui le dit : « Tout va bien ! » Assez rare pour être souligné dans un parti comme Les Écologistes qui a connu dans son histoire plus de montagnes russes que de calmes plats. Au mois de juillet, le parti au tournesol est même redevenu le parti politique préféré des Français, selon un sondage Odoxa réalisé avec Backbone pour Le Figaro. « Vous vous demandez bien ce que vous allez pouvoir raconter, hein ? », nargue une députée depuis Tours (Indre-et-Loire) où se tiennent les Journées d'été des Écologistes.

Même la météo est avec les Verts : un doux soleil domine la belle île Balzac, où ont poussé un peu partout des yourtes le temps de l'événement. Pour son discours d'introduction sous un grand dôme, jeudi matin, Marine Tondelier avait donc une sourire jusque-là. « C'est notre cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à nous. Nous n'avons pas le même budget, donc il n'y aura ni Aya Nakamura ni garde républicaine », a lancé la secrétaire nationale sous les rires du public.

La patronne des Écologistes sait qu'elle a marqué des points en interne. Après la dissolution, elle a émergé dans l'opinion pour ses mises en garde contre le risque d'un gouvernement RN, inspirée de son expérience d'élue locale d'opposition dans la municipalité marinière d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Sur un banc en bois, verre de rosé à la main, l'ancien chef du parti David Cormand commente : « Son engagement contre le RN ne vient pas de nulle part. Contrairement à

Emmanuel Macron lors du 80^e anniversaire du débarquement allié en Provence, le 15 août, au cimetière national de Boulouris-sur-Mer (Var).

Avec la candidature de Borne, les grandes manœuvres commencent à Renaissance

Martin Lagrave

Serait-ce les prémices d'une nouvelle bataille politique en macronie ? Ce mercredi, Elisabeth Borne a annoncé, dans un entretien au *Parisien*, qu'elle se portait candidate à la tête du parti présidentiel Renaissance. Une déclaration surprise au cœur de l'été alors que l'entourage de Gabriel Attal ne fait pas mystère des ambitions du trentenaire pour le parti et que le flou demeure autour des intentions de Stéphane Séjourné, actuel secrétaire général du mouvement.

En tirant la première, Elisabeth Borne a fait sienne l'obsession macronienne de maîtriser l'agenda politique. Si les statuts du parti indiquent que le congrès doit se tenir avant le 30 novembre, nul ne sait pour l'heure quand l'élection aura lieu ni les modalités précises du scrutin. La députée du Calvados oblige de fait son camp à définir ces dernières. Plutôt discrète depuis son retour au Palais Bourbon, en février dernier, l'ancienne ministre a eu tout le temps nécessaire pour préparer minutieusement son initiative politique. Un coup d'accélérateur malvenu pour Gabriel Attal, toujours contraint d'assurer l'interim à Matignon et de préparer ses débuts à l'Assemblée nationale en tant que président du groupe Ensemble pour la République.

Dans son interview, l'ancienne ministre du Travail prend d'ailleurs soin d'écarter son potentiel rival : « Traditionnellement, il n'est pas d'usage d'être président de groupe en même temps que l'on dirige un parti », cingle-t-elle. Si, jusqu'ici, Gabriel Attal n'a rien dévoilé de ses projets, il glissait récemment en privé que « rien n'empêchait » d'occuper simultanément les deux postes. Il pourra notamment s'appuyer sur la jurisprudence de Sté-

phane Séjourné, qui a longtemps cumulé la fonction de secrétaire général avec son poste de président du groupe Renew (libéraux) au Parlement européen. À cette heure, aucun des deux hommes n'a réagi aux déclarations de l'ancienne première ministre.

Une chose est sûre, en cas de duel Borne-Attal, la confrontation sera musclée. Ces deux poids lourds du camp Macron entretiennent des relations très dégradées depuis que le trentenaire a été propulsé chef du gouvernement, poussant, de fait, son aînée vers la sortie. Redevenue députée, Elisabeth Borne avait notamment dénoncé publiquement le pro-

« Une ancienne première ministre, une femme, élue d'une circonscription rurale, qui a gagné face au Rassemblement national, c'est un atout pour notre famille politique. Et, surtout c'est une bosseuse »

Clément Beaune Ancien ministre des Transports, sur TFI

jet de réforme de l'assurance-chômage de son successeur, suspendu depuis. En juillet dernier, la haute fonctionnaire a ensuite tenté de s'opposer à son rival lors de l'élection à la présidence du groupe macroniste au Palais Bourbon, avant de se raviser face aux soutiens exprimés en faveur du premier ministre.

Pour éviter une nouvelle déconvenue face à Gabriel Attal, très populaire tant auprès des militants que des députés, Elisabeth Borne a amorcé la constitution d'une alliance baroque entre opposants à la ligne Attal. Elle cite notamment Gérard Darmanin, dont elle dit partager la « même vi-

sion » pour une « approche collégiale » du parti. Elle assistera d'ailleurs à la rentrée politique de l'ancien maire de Tourcoing, le 15 septembre prochain. Preuve que tout bouge rapidement en politique, elle s'était rendue au même rendez-vous l'an passé en tant que première ministre pour éteindre les ambitions trop bruyantes de son ministre de l'Intérieur.

En plus du transfuge de la droite, plusieurs figures de la macronie ont d'ores et déjà apporté leur soutien à la députée du Calvados. Ce jeudi, au micro de France Inter, la ministre Aurore Bergé s'est dite « aux côtés d'Elisabeth Borne pour mener cette campagne ». Elle « aura tout mon soutien », a-t-elle appuyé, car « je crois qu'on a besoin de cet esprit collectif, de cet esprit de rassemblement dont elle est capable ». L'ancien ministre des Transports Clément Beaune – qui incarne l'aile gauche du camp Macron – s'est lui aussi rangé derrière sa candidature, mettant en avant son « expérience ». « Une ancienne première ministre, une femme, élue d'une circonscription rurale, qui a gagné face au Rassemblement national, c'est un atout pour notre famille politique. Et, surtout c'est une bosseuse », a poursuivi l'ex-député de Paris sur TFI. Faut-il y voir une « candidature anti-Attal » ? « Je ne crois pas », a-t-il balayé préférant parler de « différents talents complémentaires ».

Dans les faits, de nombreux poids lourds du parti voient d'un très mauvais œil l'ascension éclair de Gabriel Attal. Alors qu'Emmanuel Macron ne peut pas se représenter, le contrôle du parti devient un enjeu crucial dans la perspective de la désignation d'un candidat pour 2027. Bien consciente de l'ambition de son cadet, Elisabeth Borne enfonce le clou : « Le parti n'a pas vocation à être une écurie présidentielle. Il doit d'abord se concentrer sur la réflexion de fond et la mobilisation militante. » ■

Le gouvernement démissionnaire bat le record de longévité de la IV^e République

Éloi Passot

Toujours pas de fumée blanche pour Matignon. Emmanuel Macron prolonge artificiellement le gouvernement de Gabriel Attal, dont il a pourtant accepté la démission. Un procédé souvent employé sous la IV^e République, connue pour sa grande instabilité ministérielle. Ce vendredi 23 août, cela fait 38 jours que le chef de l'État a accepté la démission de Gabriel Attal. Soit désormais autant que le gouvernement chargé des affaires courantes le plus pérenne de la IV^e République, ce « régime des partis » tant décrié par le général de Gaulle. Ce triste record sera sans aucun doute battu si aucun successeur n'est désigné samedi.

Nous sommes en 1953. Le gouvernement Mayer chute le 21 mai. Présents, Guy Mollet et André Diethelm refusent Matignon. Par la suite, Paul Reynaud puis Pierre Mendès France échouent à obtenir l'investiture à l'Assemblée. La nomination du gouvernement Laniel n'intervient qu'au 28 juin, soit 38 jours plus tard. Dès l'absence de majorité absolue à l'Assemblée confirmée au soir du second tour des législatives, le 7 juillet, nombreux furent ceux qui crièrent au retour de la IV^e République. Sans doute est-il encore trop tôt pour juger. Emmanuel Macron a, certes, dit souhaiter l'avènement d'une culture du compromis parlementaire, dont la IV^e République n'était pas parvenue à accoucher. Mais, en attendant, le chef de l'État imite en tous points la méthode des présidents de l'époque.

Vincent Auriol et René Coty, en effet, avaient l'art de rallonger arbitrairement la durée de vie des gouvernements pour compenser leur fragilité. En refusant d'abord la démission du président du Conseil. Puis, après l'avoir finalement acceptée, en faisant traîner la nomination

du prochain chef de gouvernement. De la même manière, Emmanuel Macron a d'abord refusé la démission de Gabriel Attal le 8 juillet, avant de l'accepter le 16. En cumulé, les gouvernements démissionnaires de la IV^e République auront ainsi

« Si l'Assemblée ne parvient pas à composer de coalitions, Emmanuel Macron n'aura plus qu'à attendre le 30 juin 2025, date fixée par la Constitution pour une nouvelle dissolution au Palais Bourbon »

duré 351 jours, selon le décompte du conseiller d'État Jean Massot. Presque un an, sur les douze années de vie de ce régime éphémère.

Pour autant, ces artifices n'avaient pas empêché sa fragilité inhérente. À l'époque, l'Assemblée nationale était

élue à la proportionnelle intégrale et, faute de majorité, les motions de censure s'enchaînaient. Sous la IV^e République, pas moins de 22 gouvernements se sont succédés, pour une durée de vie moyenne de seulement sept mois. À l'inverse, grâce au scrutin majoritaire à deux tours, la V^e République devait assurer la stabilité gouvernementale en dégageant une majorité absolue. Jusqu'alors, le plus long gouvernement démissionnaire – celui de Bernard Cazeneuve, dont le nom circule avec d'autres pour Matignon – n'avait duré que cinq jours.

Si l'Assemblée ne parvient pas à composer de coalitions, Emmanuel Macron n'aura plus qu'à attendre le 30 juin 2025, date fixée par la Constitution pour une nouvelle dissolution au Palais Bourbon. Sans garantie qu'une nouvelle majorité absolue ne se dégage des urnes. Ne restera alors qu'à méditer sur le mot d'Edgar Faure, autre éminent personnage de la IV^e : « Voici que s'avance l'immobilisme et nous ne savons pas comment l'arrêter. » ■

Un record datant de 1953 en passe d'être battu

Nombre de jours entre la démission d'un gouvernement et la nomination d'un nouveau chef du gouvernement dans les IV^e République et V^e République

| Chef de gouvernement | Date de démission | Jours |
|------------------------|-------------------|----------|
| 1. G. Attal* | 16 juillet 2024 | 38 jours |
| R. Mayer | 21 mai 1953 | 38 |
| 3. H. Queuille III | 10 juillet 1951 | 32 |
| 4. Faillard | 15 avril 1958 | 29 |
| 5. H. Queuille I | 6 octobre 1949 | 22 |
| 6. M. Bourgès-Maunoury | 16 octobre 1957 | 21 |
| 7. P. Mendès France | 4 février 1955 | 19 |
| 8. A. Pinay | 22 décembre 1952 | 17 |
| 9. R. Plevin I | 28 février 1951 | 10 |
| 10. E. Faure I | 28 février 1952 | 9 |
| 11. A. Marie | 28 août 1948 | 8 |
| G. Bidault | 24 juin 1950 | 8 |
| H. Queuille II | 4 juillet 1950 | 8 |
| E. Faure II | 24 janvier 1956 | 8 |
| R. Barre III | 13 mai 1981 | 8 |
| 16. R. Schuman I | 19 juillet 1948 | 7 |

Sources : Journal Officiel et Wikipédia.

*À la date du 23 août 2024

européennes, l'écologiste Marine sa remontada grâce au NFP

d'autres, elle ne répète pas des éléments de langage trouvés par une boîte de communication. C'était sincère, elle disait exactement ce que les gens avaient besoin d'entendre à ce moment-là », souligne l'eurodéputé.

Marine Tondelier revient pourtant de loin. Aux européennes, la liste des Écologistes a frôlé le drame en ne recueillant que 5,5 % des voix. Un score au-dessous de la barre des 5 %, et les Verts français auraient disparu du Parlement européen. Une catastrophe pour la formation qui se veut la plus européenne de l'échiquier politique. La dissolution et la campagne express des législatives ont permis de faire oublier ce pire score depuis trente ans. Et à la secrétaire nationale de ne pas voir son mandat de chef de parti remis en cause. « Finalement, si Marine Tondelier a autant le sourire aujourd'hui, c'est grâce à Emmanuel Macron. Elle lui doit tout ! Elle pourra le remercier à l'Élysée vendredi », raille un bon connaisseur de la galaxie verte.

« Aucion plan B »

Lors de son discours d'introduction jeudi matin, Marine Tondelier a d'ailleurs fait le choix d'esquiver cette campagne manquée. Seulement, a-t-elle regretté, « le vent de face » qu'a rencontré l'écologie politique en aurait fait partout en Europe « un bouc émissaire ». Elle a malgré tout remercié son ancienne tête de liste, Marie Toussaint : « Cette campagne a été dure. Merci à toi de ne pas avoir lâché l'affaire. » Un peu court pour certains, qui réclament toujours un vrai bilan.

« La réalité, c'est que personne ne veut repartir de cette campagne... Et

ministre. » Le patron des sénateurs LR prévient : « Nous redirons que la ligne rouge écarlate pour nous, c'est LFI. Il n'est pas question de laisser le pays entre les mains de l'ultra-gauche et de ses comparses. » Un épouvantail suffisant pour finalement pousser la droite à s'entendre avec le chef de l'État ? Le mois et demi écoulé depuis les résultats des législatives a « été utile pour mener un travail de décontamination », veut croire l'Élysée, qui estime que ces dernières consultations seront un moment de « dialogue loyal et sincère ». ■

vu le moment politique, rien ne nous y oblige », balaise un cadre du parti. Un « apéro convivial » est bien organisé par Marie Toussaint vendredi pour « partager des analyses et des retours d'expérience » sur la campagne, mais la plupart des responsables écologistes expliquaient dès jeudi avoir déjà coché autre chose dans leur agenda à ce moment-là...

Marine Tondelier préfère, elle, regarder devant, à commencer par ce vendredi matin, à l'Élysée, où elle sera reçue par Emmanuel Macron avec les représentants du Nouveau Front populaire (NFP). Sur scène, jeudi, elle a répété qu'il n'existerait « aucun plan B » à la désignation à Matignon de leur représentant, Lucie Castets. Selon la porte-drapeau des Verts, aucune autre personnalité politique ne serait aujourd'hui en mesure d'avoir « une majorité plus large, plus solide, plus cohérente ». Et il se serait donc, pour Emmanuel Macron, le moment de reconnaître que la coalition de gauche a gagné les élections législatives. « Nous sommes face à l'incapacité d'un homme et d'un camp à savoir perdre. On dirait mon fils au Monopoly junior », a-t-elle ironisé.

Quid de son avenir à elle ? Renforcée en interne après la campagne législative, la secrétaire nationale ne devrait pas être inquiétée au futur congrès du parti (la date n'est pas encore fixée). Si elle est désignée à Matignon, Lucie Castets assure avoir déjà réfléchi au poste que l'écologiste pourrait occuper dans son gouvernement. Des plans sur la comète ? « Ceux qui pensent que c'est impossible sont priés de ne pas déranger ceux qui essaient », répond Marine Tondelier. ■

À Soudja, bourgade russe abasourdie par l'irrup

Clara Marchaud Envoyée spéciale à Soudja

Dans ce village de Russie tombé aux mains de l'armée ukrainienne, les habitants n'ayant pu fuir vivent dans des conditions pré

Dévastation, silence et désespoir : Soudja ne semble pas si différent des villages ukrainiens meurtris par la guerre de Moscou depuis deux ans. Deux semaines après le début de l'incursion des troupes de Kiev dans la région de Koursk, la première en Russie depuis la Seconde Guerre mondiale, *Le Figaro* a pu se rendre dans la ville tenue par l'armée ukrainienne lors d'une visite organisée par celle-ci.

Sur la place principale, seul le craquement des débris sous nos pas résonne dans les rues désertes. La localité, qui comptait 5000 habitants avant l'invasion, ressemble à n'importe quel village de l'autre côté de la frontière : des magasins, un cinéma, un bureau de poste, un palais de la culture... À la différence près que les références à la Seconde Guerre mondiale et au passé soviétique s'affichent un peu partout. Au centre de la place, la statue de Vladimir Lénine, seulement endommagée par des tirs il y a quelques jours, a été déboulonnée, à l'image de la décommunisation en vigueur en Ukraine depuis 2014. Vadym, un militaire ukrainien, en ramasse un morceau. « Ça ira dans un musée », assure-t-il. Sur le piédestal, le nom du père de l'Union soviétique a été barré, assorti d'une insulte.

Les drapeaux russes ne flottent plus sur les bâtiments administratifs, mais l'étendard bleu et jaune ukrainien ne les a pas remplacés. Dans le centre-ville, certains édifices publics semblent avoir été détruits par des tirs directs. Les maisons et magasins, eux, paraissent intacts, hormis des fenêtres détruites par le souffle des explosions. La boutique d'un opticien est jonchée de morceaux de verre, mais l'ordinateur est encore là. Chez le barbier, il reste même un billet de cent roubles sur le comptoir. Un petit chien errant avec un collier émerge du salon de coiffure et nous suit, affamé, comme de nombreux animaux de compagnie abandonnés par

leurs propriétaires lors de leur fuite. Personne ne sait combien d'habitants sont restés à Soudja, ni combien se sont repliés vers le reste de la Russie. L'administration militaire nouvellement créée par Kiev pour gérer les relations avec les civils dans la région commence tout juste un premier recensement de la population et de ses besoins.

Des drones kamikazes

Soudja semble en tout cas avoir été déserté. Seuls quelques voitures et des véhicules blindés siglés du triangle blanc, symbole de l'opération ukrainienne, passent à toute allure dans les rues. En revanche, presque aucun civil ne s'y aventure. Dans le centre, une voiture civile endommagée par des tirs a arrêté sa course au milieu de la route. « Faites attention aux munitions non explosées, il y en a une là », lance un soldat ukrainien.

Kiev interdit aux journalistes de se rendre sur place sans escorte militaire « pour raisons de sécurité ». Des drones kamikazes et des bombes planantes fendent régulièrement le ciel. Des cartouches vides jonchent le parc adjacent au palais de la culture, au milieu des parterres de fleurs qui semblent fraîchement plantées. Sur le monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale, où les habitants ont laissé des gerbes tricolores, la flamme éternelle s'est éteinte.

Aujourd'hui, bien que les cartes d'experts militaires indépendants montrent la ligne de front à seulement cinq kilomètres, le grondement de l'artillerie semble plus lointain. Soudja évoque une agglomération située plus loin à l'arrière. « Depuis trois jours, c'est beaucoup plus calme, ça ne tire plus. Nous pouvons sortir dans la rue avant le couvre-feu, de 17 heures à 10 heures du matin », explique Oleg, 57 ans, un grand gaillard avec une queue-de-cheval noire, sur son vélo. Comme certains locaux croisés en ville, il parle russe avec un accent ukrainien. « Avant, les relations avec

l'Ukraine étaient très bonnes, ma première femme est ukrainienne, la fille de mes amis vit à Kiev », poursuit-il. L'Ukraine n'est en effet qu'à 10 kilomètres et beaucoup d'habitants de Soudja ont de la famille de l'autre côté. Oleg vit seul dans sa maison avec ses chiens affamés. Sur son vélo, il ramène des vivres distribués par l'armée ukrainienne pour les nourrir. L'administration militaire distribue de l'eau, de la nourriture, des produits d'hygiène et des médicaments. Kiev a annoncé qu'elle laisserait entrer les organisations humanitaires internationales prochainement, « selon la situation sécuritaire ».

Depuis le 6 août, les résidents n'ont plus de gaz, d'électricité, ni d'eau courante. « Au début, les gens allaient glaner de la nourriture dans les magasins en forçant les portes, nous avons pris de l'eau, des conserves, mais après deux semaines sans frigo... », raconte Oleg, qui accepte de nous parler sans réticences. « Que pensez-vous de Poutine ? », lui lance en souriant le journaliste d'une chaîne ukrainienne. « Vous savez, c'est comme si vous me demandiez ce que je pense de Staline. Il était pas mal quand il était jeune, mais il aurait dû démissionner à

temps », répond-il en russe. Et des soldats ukrainiens ? « Pas de problèmes avec eux : pas de junkies ici, pas d'ivrognes. Ils maintiennent plus ou moins l'ordre. »

La demi-douzaine de civils russes interrogés par *Le Figaro* à Soudja déclarent qu'ils sont bien traités par l'armée ukrainienne, mais difficile de savoir ce qu'ils pensent réellement, dans une ville contrôlée par l'armée ennemie. Pour la moitié des interviews, notamment en extérieur, des soldats ukrainiens étaient présents à proximité. « La seule chose dont on a besoin, c'est de la stabilité, car les gens commencent à perdre la tête, ils ont très peur », dit Oleg. Quand on lui demande ce qu'il pense de l'opération militaire spéciale menée par le Kremlin, il répond simplement : « Je ne suis pas politique, les petites gens ne peuvent rien changer. Ce n'est pas nous qui allons arrêter la guerre en un jour. On aimerait bien la paix, comme ils disent, mais je pense que ni notre côté, ni le leur ne veulent la paix. »

Dans un bâtiment du centre-ville, des dizaines de civils s'entassent dans le sous-sol d'une école. Des habitants surtout âgés, parfois malades, dorment sous terre, dans une atmosphère fétide difficilement respirable. Dans l'une des

salles, une femme cuisine à la lumière d'une lampe torche. Elle refuse de nous parler. « J'ai perdu ma maison », s'énerve-t-elle en partant vers les couloirs souterrains. Daniel, un enfant de 13 ans, s'amuse de notre présence mais ne parle presque plus. Il court entre les couloirs, alterne les rires et les larmes. « Nous sommes des gens pacifiques, nous vivions une vie tranquille de village, la maison, le jardin, et hop d'un coup c'était la guerre, raconte Ioulia, qui vit dans la cave avec son père alité et sa mère. Personne ne nous a prévenus qu'il fallait évacuer, rien n'était organisé. » Comme tous les habitants qui se terrent dans la cave, elle n'a pas pu partir par ses propres moyens, faute de voiture.

Une hot-line pour les demandes d'aide humanitaire
Dehors, plusieurs femmes discutent sur un banc. « Pouvez-vous au moins montrer votre reportage sur une chaîne russe ou sur Telegram pour qu'on puisse nous voir ? Pour que notre côté et les Ukrainiens s'entendent afin qu'on puisse au moins sortir de là ? demande Marina. Nous ne savons pas ce qu'il se passe dans le reste du pays, il n'y a pas de réseau, pas d'internet de-



À Koursk, les autorités russes se veulent rassurantes, mais les évacués craignent

Alain Bartuet
Envoyé spécial à Koursk

Les sirènes résonnent sur la grande place Lénine, au centre de Koursk, sans interrompre la circulation des voitures, ni la marche des passants. « C'est comme cela, dix ou même vingt fois par jour. Mais vous voyez que les gens réussissent calmement. Nos défenseurs combattent, les moyens de protection aérienne fonctionnent, nous avons toutes les installations nécessaires », assure Igor Koutsak, 40 ans. Le maire de cette ville de 400 000 habitants est descendu en personne sur la vaste esplanade, accompagné d'une conseillère et d'un garde du corps, pour répondre à nos questions.

Voilà plus de deux semaines que les forces ukrainiennes ont pénétré par surprise dans cette région frontalière où les combats font toujours rage - une incursion étrangère inédite en Russie depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est d'ailleurs aux environs de Koursk que

s'est déroulée la plus grande bataille de chars de l'histoire, qui fut un des tournants du conflit. Dans ses propos, comme il se doit rassurants, le jeune édile ne manque pas d'y faire allusion : « Les habitants de Koursk sont des gens de fer, ils sont habitués à relever de tels défis, il est impossible de nous casser... »

À quelques centaines de mètres de là, pas de discours martiaux mais l'acablement, le désarroi et la sidération de ceux qui ont tout perdu en quelques heures. La guerre faisait rage à leur porte depuis deux ans et demi, mais c'est comme s'ils ne la voyaient pas. Le cirque de Koursk héberge l'un des quinze points d'aide humanitaire mis en place après le 6 août. Selon le gouverneur Alexei Smirnov, quelque 133 000 personnes ont quitté les zones frontalières devant l'avancée des Ukrainiens. La plupart ont été évacués vers Koursk, où ils ont été accueillis dans des centres d'hébergement provisoires, par de la famille ou des amis.

La nuit du 5 au 6 août, Andrei, 34 ans, travaillait dans une entreprise céréalière du district de Soudja. Il raconte : « Le

matin, je suis rentré chez moi. Il y avait des tirs d'obus mais j'espérais que cela s'arrêterait. Comme cela tirait fort, nous avons plié bagage et nous sommes partis dans un autre village. Là, nous avons reçu un coup de téléphone nous informant que les chars arrivaient à Soudja, alors nous avons pris deux voitures et nous sommes partis pour Koursk, avec ma femme, mon fils, ma belle-mère et la famille de mon frère ». Il n'a même pas pris la peine d'emporter son passeport. Son père, âgé, est resté sur place, et il est depuis sans nouvelle de lui.

Chaque jour, des centaines de familles font la queue devant le cirque pour s'enregistrer et obtenir de l'aide. La directrice, Natalia Leonova, est une figure locale, engagée de longue date dans l'action caritative, par ailleurs à la tête de la section régionale du mouvement des femmes de Russie unie, le parti présidentiel. Cette mère énergique de trois enfants nous entraîne dans les locaux du cirque où s'activent chaque jour entre cent cinquante et deux cents volontaires. Sous le chapiteau et dans les couloirs s'entassent des montagnes de denrées et de produits

de première nécessité, sacs de farine, couches pour bébés, lait maternisé et bidons d'eau. La chaleur estivale, 37°C, est accablante.

Un drame géré comme une catastrophe naturelle

Comme l'a expliqué le maire avec fierté, « l'aide vient de toutes les régions de notre grand pays, la Volga, le Caucase, la Transbaïkalie, Moscou, Saint-Petersbourg, Donetsk, Lougansk, Kherson... ». Même les grandes plateformes de ventes en ligne (Ozon, Avito...) ont annoncé jeudi une campagne de soutien en faveur de Koursk. La patronne du cirque, Natalia Leonova, ajoute que « la Crimée a envoyé un wagon entier de pommes, et la région de Pskov (nord-ouest de la Russie, NDLR), dix tonnes d'œufs frais... ». Des familles ont été installées dans une aile du cirque où des chambres accueillent habituellement les artistes de passage.

« Au début, lorsque les gens arrivaient et que les enfants pleuraient, nous les emmenions voir les animaux du cirque et donner à manger à l'éléphant, cela les

aidait à surmonter leur stress. Aujourd'hui, on a retiré les animaux pour faire de la place aux réfugiés », explique Natalia Leonova. « Grâce au gouvernement régional, nous avons organisé des repas chauds. La responsable du théâtre pour jeune public s'occupe des enfants. Il y a également un psychologue, un prêtre, une salle de prière, nous ne manquons de rien... », ajoute-t-elle.

Dans sa bouche, comme dans la plupart des témoignages, pas de « politique », pas de récriminations, pas d'interrogations sur les causes premières de ce drame humain, géré finalement comme une catastrophe naturelle, ainsi que les autorités en ont l'habitude dans ce pays régulièrement en proie aux incendies et aux inondations. « Les meilleurs traits du caractère russe, le soutien, l'assistance mutuelle, la compassion, sont en train de se manifester », veut croire Roman Tcheked, député à la Douma régionale, qui fait les cent pas devant le cirque.

La solidarité est évidente, mais surtout que de détresse, où pointe parfois aussi

tion de la guerre

caires en espérant un accord entre les deux camps.

puis que ça a commencé. Je pense qu'ils ne doivent pas savoir en Russie ce qui se passe ici. » Le ministère ukrainien de la Réintégration des territoires occupés, qui s'occupe désormais de cette région, assure que l'Ukraine se tient prête à organiser des couloirs d'évacuation vers la Russie, mais que Moscou n'a pas répondu à cette proposition.

« En attendant, les forces armées ukrainiennes font de leur mieux pour ne violer aucune règle du droit humanitaire international. Ce sont même les militaires ukrainiens qui sont en train de rétablir les lignes d'approvisionnement en eau », assure Oleksiy, officier de presse ukrainien chargé des civils sur place. Il ajoute que des médecins ont été amenés les civils russes. Kiev a par ailleurs lancé une hotline par téléphone pour les demandes d'aide humanitaire et d'évacuation. Seuls des proches ukrainiens de Russes coincés dans la zone occupée ont appelé pour le moment.

Quand on demande aux habitants s'ils seraient d'accord pour un échange entre les territoires occupés par la Russie et leur région occupée par l'Ukraine, les avis divergent. « C'est vrai que ça a

commencé par notre armée qui a occupé le Donbass, non ? », s'avance Anna, une mamie désorientée qui n'a pas voulu donner son nom. Peut-être qu'il faudrait les rendre. » « Il faut juste que les bombardements s'arrêtent », la coupe Kateryna. Un bourdonnement l'interrompt. Les civils se lèvent précipitamment pour rejoindre le sous-sol. « Ce n'est qu'une voiture, ce n'est pas un drone ! », crie un militaire ukrainien. Chacun rejoint sa place en poussant un soupir de soulagement.

Oleksiy sort un ordinateur : « Je vais vous montrer un film, dit-il aux babouchkas. Je veux vous montrer ce qui s'est passé à Boutcha pour que vous puissiez comparer ce qui se passe chez vous et ce qui s'est passé chez nous », lance-t-il en russe. « Je sais que c'était horrible, il faut que la guerre s'arrête », répond Anna. « Pour que la guerre s'arrête, il faut que les gens sachent la vérité », rétorque le militaire. La vieille dame soupire, prend sa tête entre ses mains et dit : « Venez, on arrête tout ça et on s'unit, on vivra dans l'amitié. » Oleksiy lui répond calmement, presque sur un ton d'excuse : « Après ce qu'il s'est passé, l'amitié ne pourra pas exister. » ■



Un soldat ukrainien patrouille devant une voiture détruite dans les combats, dans le centre de Soudja.

CLARA MARCHAUD POUR LE FIGARO

que les combats s'éternisent

une colère rentrée. La présence des journalistes français attise le ressentiment. « Comment osez-vous venir nous humilier ? », lâche cette femme en tournant les talons. On entend parler de soi-disant « mercenaires français » qui auraient franchi la frontière. Les récriminations fusent aussi contre la France, « qui fournit des armes » à l'ennemi. En ville, aucune présence militaire n'est particulièrement visible, mais il est notoire que la région fortifie ses lignes de défense. Là encore, on ne parle pas de guerre mais de « régime antiterroriste... ».

Une babouchka aux cheveux très blancs fouille dans le tas de vêtements apportés par les habitants de Koursk de vant le cirque. « Nous sommes arrivés les pieds nus », dit-elle. Un homme approche, déballe son dépit, d'une phrase, et disparaît : « Il faudrait quand même savoir comment ils ont pu rentrer si facilement ! »

À la question : « Quand espérez-vous pouvoir rentrer chez vous ? », Andrei répond : « Dieu seul le sait. Tant que les Allemands (c'est le mot qu'il utilise) n'auront pas été chassés et détruits, il ne

sera guère possible de rentrer. Je pense que cela prendra beaucoup de temps. » Une attente que beaucoup évaluent, a priori, en termes de mois. On s'inquiète pour les animaux, laissés sur place et dont personne ne s'occupe plus. « Et puis il est temps de récolter les tomates, les concombres et les pommes de terre dans le potager », se lamente Kolya, un homme âgé dont les yeux se voilent. Lui aussi est du district de Soudja.

Sous un soleil de plomb, on se précipite déjà de récupérer dans les cartons d'aide les habits chauds pour l'hiver. Bientôt la rentrée des classes. Sergueï, directeur de l'école n°1 de Soudja, qu'il a quitté le 6 août en fin de journée, pense sans cesse à ses 500 élèves. « Nous allons organiser le travail en ligne mais l'enseignement va souffrir », déplore-t-il, ajoutant avoir conscience que tout cela risquerait de durer. Selon le maire, Igor Koutsak, « plus vite nous reviendrons à la vie normale, plus facile ce sera pour nous tous ». À l'entendre, la perspective reste toute tracée : « Nous aspirons tous à une seule chose : notre victoire... » ■

Par sa visite à Kiev, Narendra Modi veut consolider ses liens avec l'Occident

Emmanuel Derville

Le programme de la visite a été peaufiné jusqu'à la dernière minute, jeudi. Et il n'a pas été rendu public pour des raisons de sécurité. Seule certitude : le chef du gouvernement indien sera à Kiev vendredi et partira de Pologne à bord de « Rail Force One », le train qui relie les deux pays.

C'est la première fois que Narendra Modi se rend sur place, six semaines après sa visite à Moscou qui avait provoqué la colère de Volodymyr Zelensky. Il avait étreint celui qu'il avait appelé « mon ami Poutine » après un bombardement russe contre un hôpital pour enfants de Kiev. « Voir le chef de la plus grande démocratie du monde embrasser le criminel le plus sanglant de la planète est un coup sévère porté aux efforts de paix », avait protesté Zelensky. Lors d'une audition devant le Congrès américain il y a un mois, le sous-secrétaire du Département d'État pour l'Asie du Sud, Donald Lu, avait exprimé sa « déception à l'égard de la symbolique et du timing du voyage du premier ministre à Moscou ».

Face à ce barrage de critiques, le séjour à Kiev vise à crédibiliser le discours de Modi. Il répète depuis des mois qu'il est en faveur d'une paix qui passe par le dialogue et non par les armes. Cela implique de discuter avec toutes les parties, pas seulement les Russes. Il a réitéré cette ligne mercredi à son arrivée en Pologne : « L'Inde croit en la tradition du Bouddha et donc croit en la paix, pas en la guerre. »

En outre, le pays veut approfondir ses relations avec les États-Unis et l'Europe dans sa quête de débouchés à l'export,

d'investissements, de technologies, de visas pour ses étudiants et ses migrants. Difficile d'ignorer l'Ukraine dans ces conditions.

Aucune médiation ni processus de paix initié par New Delhi n'ont été rendus public depuis l'invasion russe et il est peu probable que cette visite change la donne. Le pays le plus peuplé du monde entretient des partenariats stratégiques avec plusieurs nations occidentales, dont les États-Unis et la France, mais aussi avec la Russie. Il est bien placé pour jouer les médiateurs.

« L'Inde croit en la tradition du Bouddha et donc croit en la paix, pas en la guerre »

Narendra Modi

Premier ministre indien

Malgré cela, interrogé lundi en conférence de presse sur un éventuel plan de paix, le sous-secrétaire du ministère indien des Affaires étrangères chargé de l'Occident n'a pas donné de détail : « On ne peut pas anticiper ou préjuger de ce qui ressortira des discussions. Nous entretenons une relation substantielle et distincte aussi bien avec l'Ukraine qu'avec la Russie. Je n'ai rien à ajouter. »

Ces propos illustrent le principe cardinal de la politique étrangère de Modi : l'Inde d'abord. Le leader nationaliste hindou était allé en Russie pour son premier déplacement officiel après sa réélection en juin. Un choix inédit qui ne devait rien au hasard. New Delhi s'inquiète du rapprochement entre Moscou et son rival chinois depuis 2022. Un tiers des exportations russes partent en Chine et 40 % de ses importations viennent de

là. « Une relation sino-russe toujours plus étroite risque de limiter l'accès de l'Inde à des technologies avancées », pointait Harsh Pant, de l'Observer Research Foundation, un centre de réflexion basé à New Delhi. Les forces indiennes sont presque entièrement équipées de matériels russes. Elles dépendent du complexe militaro-industriel de l'ex-empire soviétique en matière de technologie.

Le géant d'Asie du Sud cherche donc à se rendre incontournable pour une Russie qui est son premier fournisseur de pétrole. Le gouvernement indien veut rééquilibrer une balance commerciale en déficit de 94 milliards d'euros depuis deux ans. Cela pourrait passer par l'armement. Ces deux dernières années, l'industrie militaire indienne a vendu une poignée de matériels à Moscou, à en croire le registre du ministère du Commerce : équipements de brouillage et de navigation aéronautique, pièces détachées pour des avions, des hélicoptères et des missiles...

De leur côté, les Russes augmentent leurs investissements en Inde. Rosobornexport a annoncé le 4 juillet qu'elle lançait la production d'obus antichars. Et une contrepartie fabrique depuis trois ans des fusils d'assaut AK-203 dans l'Uttar Pradesh. Autant d'armes qui pourraient être vendues à l'armée russe. Le communiqué publié après la visite de Modi à Moscou indique que les deux partenaires vont encourager la coproduction en Inde de pièces détachées et de composants pour la maintenance des systèmes russes ainsi que pour « l'exportation vers des pays tiers ». Officiellement, New Delhi dit encourager surtout les ventes pharmaceutiques et alimentaires, qui constituent le gros des marchandises envoyées en Russie. ■

Un an après sa mort, les anciens de Wagner veillent sur la mémoire de Prigojine

Julian Colling
Saint-Petersbourg

« Là d'où je viens, on a tous des copains qui se sont battus avec Wagner », assure Sergueï, la trentaine, un blond habillé tout en noir. Avec son pote de jeunesse Igor, ils sont venus exprès au cimetière Porokhovskoïe, loin, très loin du centre-ville de Saint-Petersbourg, se recueillir sur la tombe d'Evgueni Prigojine. Là d'où viennent Sergueï et Igor, c'est Valouïki, une ville de la région de Belgorod, tout près de la frontière ukrainienne.

Cette zone est confrontée depuis deux ans aux tirs d'obus, aux escarmouches avec l'armée ukrainienne. Sergueï raconte avoir failli y passer lorsqu'un drone kamikaze a perdu son signal juste avant de foncer sur lui. Il observe avec colère ce qui se passe dans la région voisine de Koursk et déclare qu'il prendra les armes si l'Ukraine pénètre dans la région de Belgorod.

« Tout ça se serait sans doute passé différemment si Prigojine était encore là ! », peste le jeune électricien, qui continue à travailler sur les pylônes de Valouïki malgré le danger. « C'était un leader que l'on suit sans hésiter et sans discuter, du genre qui manque cruellement aujourd'hui. » Depuis le début de l'incursion ukrainienne à Koursk, le 6 août, les critiques ont redoublé contre l'établissement militaire russe. En particulier contre le chef d'état-major, Valeri Guerassimov, ancien tête de Turc de feu Prigojine.

Une figure devenue culte dans les cercles nationalistes

Dans le modeste cimetière, des panneaux de direction indiquent désormais la sépulture de l'ancien homme d'affaires reconverti dans le business de la mort. C'est ici qu'il avait été enterré en catimini, entouré de ses proches et de centaines de policiers surveillant le périmètre, après sa mort le 23 août 2023 dans le mystérieux crash de son jet privé.

Au milieu des pierres tombales usées et des tombes grignotées par l'herbe, la sépulture de Prigojine détonne, flamboyante, un brin kitsch. Des dizaines de couronnes de fleurs fraîches partagent l'espace avec une statue grandeur nature de l'ex-trublion du système russe.

Nous sommes un jour de la semaine, mi-août, et pourtant, toutes les dix minutes, des visiteurs arrivent. Ce sont en majorité des hommes. « Nous savions que Prigojine était entré ici, alors nous avons fait un détour depuis la tombe d'un parent », dit dépendant une mère de famille, venue avec son amie. « Lui au moins, c'était un vrai patriote, courageux ! Il ne se cachait pas. »

Louri, 49 ans, un robuste gaillard au regard un brin vitreux, garde la tombe. Sur le bras gauche de son uniforme de sécurité, l'insigne rouge et orange du groupe Wagner. Ancien mercenaire du groupe, il fait partie des hommes qui ont fait tomber Bakhmout. La rotation de la garde n'est assurée que par d'anciens combattants. « Je crois que pas grand monde n'est prêt à tout donner, comme nous l'avons fait à Bakhmout, pour le ministère de la Défense russe officiel, tranche-t-il. Et il s'est avéré que le chef avait raison sur toute la ligne concernant notre commandement militaire. »

Un jeune homme de Nijni Novgorod, venu avec sa copine, nous lance : « Que Guerassimov soit encore en poste après tout ça, après Koursk, c'est insensé ! » Louri affirme que la milice, qui continue à opérer en Afrique sous le nom d'Africa Corps, va redéployer des hommes à Koursk. Il l'assure, « chaque jour, depuis sa mort, les gens défilent sur la tombe de Prigojine. »

« Il faut toutefois faire attention aux effets de loupe », nuance pour Le Figaro le spécialiste du système russe Andreï Pertsev, affilié au Centre Carnegie. « Seuls les anciens de Wagner et les "ultrapatriotes" – un tout petit pan de la société, donc – se souviennent réellement de Prigojine. C'est pour eux qu'il est devenu un héros. »

Un an après sa mort, dans ces cercles nationalistes ou sur les canaux Telegram des « correspondants de guerre » russes, la figure d'Evgueni Prigojine est effectivement devenue culte, comme celle d'un ange noir déchu. Début août, à Samara, étaient dévoilées deux grandes statues du « boss » et de son bras droit, Dmitri Outkine, mort à ses côtés. Récemment, le média Meduza publiait même un article sur un obscur courant de très jeunes fans de Prigojine, qui continuent à s'échanger sur internet des memes (plaisanteries virales) à son sujet, ou à accrocher des posters de lui sur

leurs murs. Un nouveau canal « Prigojine 2023 », à son hommage, rassemble déjà plus de 300 000 abonnés.

Mais, ailleurs dans Saint-Petersbourg, son fief, l'ancien Centre Wagner accorde plutôt la thèse d'un Prigojine largement effacé des mémoires. Ces tours de bureaux inaugurées en 2022 ont été très rapidement renommées centre Capitale maritime, juste après la mort du géant Prigojine. Ses traces ont toutes été effacées. Après son trépas, les médias d'État russes avaient vite reçu pour consigne d'en faire le moins possible et de laisser Prigojine disparaître des consciences. Les caciques du système en faisaient de même. Ses anciens soutiens, comme le général Sourovikine, se voyaient même rétrogradés ou mis au placard.

« On voit que les mémoriaux à Prigojine à travers la Russie se réduisent en taille », commente Pertsev. À deux pas de l'ancien Centre Wagner, Alexandre, étudiant en histoire de 23 ans qui se dit patriote, rend visite au mémorial improvisé. Il ne peut cacher son émotion et détourne le regard rapidement des roses fraîches et des photos.

Un empire à moitié dépecé

« Evgueni Viktorovitch était un grand homme, qui a marqué l'histoire russe, s'enflamme-t-il derrière ses lunettes. Mais, évidemment, dans notre système dysfonctionnel, ils ne lui ont pas laissé la chance de changer les choses. Il savait utiliser les moyens de communication modernes avec le peuple et c'était un manager compétent, chose rare. Désormais, il n'en reste plus rien. »

Comme l'écrivait l'experte Tatiana Stanovaïa, la colère des cercles nationalistes russes ne désenfile pas, bien au contraire, « mais il n'y a plus aucun leader capable de fédérer cette colère ». Dans le hall de l'une des tours grises, personne ne souhaite évoquer le sulfureux personnage. Des jeunes au look qui évoque bien peu Wagner s'affairant dans les couloirs. Savent-ils seulement qui a financé et fait construire leurs bureaux ? Aux dernières nouvelles, les proches de Prigojine se tiennent discrets et à carreau. Son empire à Saint-Petersbourg (sociétés, restaurants, hôtels...) a été moitié dépecé, moitié légué à sa fille Polina et son fils Pavel. ■

* Le prénom a été modifié.

Adrien Jaulmes

La convention démocrate met en scène une candidate qui fait appel à la liberté et au bon sens de la classe moyenne américaine face aux foudres de son adversaire.

Kamala Harris sourit dans un costume de super-héros, une cape rouge sur les épaules et un rond bleu sur la poitrine. On peut enfile le même déguisement pour se faire prendre en photo à côté de la candidate découpée grandeur nature dans du carton. Le rond bleu sur fond rouge est le symbole imaginé il y a vingt ans par Joellyn Beckham et une amie à Birmingham, dans l'Alabama.

« C'est un signe de ralliement pour les démocrates, bleus, isolés dans des États républicains, rouges », explique-t-elle sur son stand, en marge de la convention démocrate. On met un autocollant sur sa voiture et on se sent moins seul quand on en voit un autre. Cette idée nous est venue au moment de la réélection de George Bush en 2004. Depuis quelques semaines, nous avons vu nos ventes s'envoler à travers tous les États-Unis, en particulier dans les États républicains. Kamala Harris a insufflé une énergie incroyable à cette campagne. Nous étions résignés, nous voilà électrisés. Quelque chose est en train de se passer. »

« J'ai rencontré Kamala Harris quand elle était venue faire campagne dans l'Alabama en 2019. C'était une femme incroyable mais qui n'était pas parvenue à l'époque à faire entendre sa voix. Son discours n'était pas le sien. Depuis un mois, elle exprime sa véritable personnalité. En 2020, Kamala Harris avait abandonné sa candidature avant les premiers scrutins des primaires. Quatre ans plus tard, propulsée comme candidate du parti quelques semaines avant la convention démocrate, elle suscite l'excitation de l'espoir retrouvé. »

En marge de la convention démocrate, le DemPalooza est une vaste exposition qui abrite des dizaines de stands destinés aux délégués. Les vendeurs de marchandise électorale ont déjà imprimé les tee-shirts et affiches avec les slogans de la nouvelle candidate : « Viens me le dire en face ! », « On ne fera pas marche arrière !... »

Si les thématiques classiques du Parti démocrate sont présentes, avec des réunions par groupes ethniques ou LGBTQ+, la tonalité semble avoir évolué. Black Lives Matter est absent et l'esprit woke a été mis en sourdine. Signe de cette atmosphère soudain plus inclusive, la journaliste féministe canadienne Liz Plank, qui dénonce la « masculinité toxique », a invité deux hommes sur son stand. Sean Astin et Ross Morales Rocketto ont fondé dans les semaines qui ont suivi l'accession de Kamala Harris un forum en ligne baptisé « White Dudes for Harris » (« Les mecs blancs pour Harris »), qui a levé des millions de dollars et yu participer des célébrités comme l'acteur Jeff Bridges (qui incarnait le personnage du « Duce », sympathique bon à rien, dans le film *The Big Lebowski*).

« C'est d'habitude plutôt inquiétant quand on entend parler de mecs blancs, leur dit Liz Plank. Comment avez-vous eu l'idée d'en faire un mouvement positif ? Réponse de Sean Astin : « De nombreux hommes ont pu se sentir attaqués ou menacés par la culture woke, et Trump en a profité pour se poser comme leur porte-parole : on a voulu leur dire que la masculinité n'était pas forcément toxique. »

En même temps qu'elle a atténué ses discours les plus extrêmes, la campagne



Kamala Harris, lors d'un meeting à Milwaukee, dans le Wisconsin, le 20 août.
MARCO BELLO / REUTERS

Kamala Harris recentre le Parti démocrate contre Donald Trump

démocrate a retourné contre ses adversaires leur propre radicalisme. Karen porte un tee-shirt avec le slogan « Stop Projet 2025 ». « C'est ce que tout le monde devrait lire », dit cette militante démocrate, qui anime le podcast « TruBlu Politics », sous le pseudonyme de « Karen from Chicago ».

Les démocrates ont imprimé et relié dans un gros volume ce programme de gouvernement concocté par la fondation conservatrice Heritage. Intitulé *Projet de transition présidentielle*, il détaille sur plus de 900 pages la prise de contrôle de l'État fédéral après l'élection de Donald Trump pour y installer des loyalistes à tous les postes clés. Présenté par le responsable du projet comme « une seconde révolution américaine... qui ne sera pas sanglante, si la gauche nous laisse faire », ce programme n'a pas été bien reçu dans l'opinion.

« Ce sont les femmes qui vont vaincre Trump et décider de cette élection »

James Hickman Entrepreneur

Alarmé, Trump a pris ses distances avec ce programme. Mais les démocrates l'ont cité tout au long de leur convention, et Kamala Harris l'a mis en ligne sur son site officiel. « J'essaie de convaincre les gens de le lire, et j'ai l'impression qu'il commence à être connu et à faire réfléchir sur ce qui nous attend, dit Karen. Il y a encore beaucoup de travail d'information à faire ; les femmes blanches comme moi ont voté à 57 % pour Trump ! »

« Ce sont les femmes qui vont vaincre Trump et décider de cette élection », assure James Hickman. Cet entrepreneur noir a fondé sa compagnie d'édition après avoir eu affaire à la justice dans sa jeunesse. Il a déjà imprimé un calendrier 2025 en l'honneur de la présidente Kamala Harris. « Je vois plus de difficulté avec les hommes noirs. Je les entends dans les bars et les soirées : beaucoup veulent voter Trump. Mais ce sont les femmes qui vont gagner, c'est un deuxième chapitre que s'ouvre, la suite de celui qu'avait été l'élection d'Obama en 2008. »

« Obama a été élu à une époque différente », dit Karen Brown, qui travaille dans le département de l'éducation de

Chicago, et qui avait connu à l'époque le jeune sénateur de l'Illinois. « Nous étions plus optimistes, et nous avions l'impression que le progrès était naturel. Cette fois, on sait ce qu'on risque si on laisse réélire Trump, dit-elle. J'avais presque perdu tout espoir le soir du débat entre Biden et Trump. Je pensais que l'élection était perdue, et qu'on allait se retrouver avec une pire version de Trump, comme un retour en arrière dans les années 1950 pour les Noirs. J'en étais à réfléchir à m'installer au Canada. Et puis, tout a changé quand Kamala Harris a remplacé Biden. On aime tous Joe Biden, mais il ne pouvait pas gagner. Maintenant, tout est possible, on le sent. »

Dans les couloirs du United Center, le vaste stade couvert où se déroule la convention démocrate, les délégués se pressent vers le parterre. Audrey Blondin a préparé soigneusement sa robe pour la convention. Son chapeau étoilé est surmonté des portraits de Kamala Harris. Ceux de Trump barrés de rouge pendent du bord. Une étoile argentée sur ses épaules fait briller sa robe aux couleurs du drapeau américain. « C'est ma sixième convention, mais celle-ci ne ressemble à aucune autre, dit cette avocate du Connecticut. Je suis à présent certaine à 100 % que Kamala Harris va gagner. Ce qui s'est produit ces derniers mois me fait penser au poème de Robert Frost « La Route non empruntée » (« The Road Not Taken »), qui s'achève par ces vers : « Deux routes divergeaient dans un bois, / Et j'ai pris la moins fréquentée, / Et c'est ce qui a fait toute la différence. » Eh bien, c'est ce qui s'est passé : les républicains avaient le choix de désigner un autre candidat que Trump, mais ils ont quand même misé de nouveau sur lui. Les démocrates ont choisi la route moins fréquentée. C'était le choix le plus difficile, et je suis sûre qu'il sera récompensé par la victoire de Kamala Harris. »

Chris Porter, délégué de l'État de Washington, a brodé sur son costume les noms de Joe Biden, de Tim Walz et de Kamala Harris. Celui de Trump est cousu sur le fond du pantalon. « Je voulais résumer ma position politique, expliquer-t-il sous son chapeau de cow-boy clignotant. Cette élection est devenue tout à coup beaucoup plus enthousiasmante. Et c'est ce qui compte, car le pays est divisé, et tout repose sur les fameux électeurs indécis. Ce terme est trompeur, car ces indécis sont dans leur majorité des gens qui ne sont pas décidés à aller voter, mais qui savent très bien pour qui ils voteront s'ils se rendent aux urnes. La motivation et la mobilisation sont les facteurs qui vont décider de cette élection. Kamala Harris a le potentiel pour susciter cette envie, et le but de la convention est de le faire savoir. »

« J'ai l'impression de vivre quelque chose de spécial, dit Tyrell Little, venue de Caroline du Sud, et qui assiste à sa première convention. Toutes les personnalités sont là pour porter Kamala

Harris, Barack et Michelle Obama, Hillary Clinton et Oprah Winfrey. Kamala incarne un effort collectif. Je suis très heureuse d'assister à tout ceci. »

Cette stratégie de rassemblement est au cœur de la chorégraphie de la convention démocrate. Les quatre jours ont été soigneusement préparés pour introduire Kamala Harris comme la candidate de l'Amérique « normale » : les thématiques identitaires et l'idéologie woke ont été remplacées par un message plus rassembleur. Même la lutte contre le changement climatique est passée au second plan.

Le programme de Kamala Harris se résume finalement à deux concepts : celui de la « normalité » face à des républicains « bizarres ». Et celui de liberté individuelle face à des adversaires qui veulent imposer aux Américains leur idéologie. Le progressisme radical est passé de mode. Sur le contrôle des frontières et l'immigration clandestine, Kamala Harris a été présentée comme une candidate de la fermeté. « Elle a été intransigeante sur la sécurité à la frontière et a poursuivi les trafiquants quand elle était procureur de Californie », a assuré le sénateur du Connecticut Chris Murphy, qui avait rédigé avec les républicains un projet de réforme massif de la sécurité à la frontière, avec des pouvoirs spéciaux au président pour fermer tout passage en cas d'urgence, mais qui avait été rejeté sous la pression de Donald Trump, qui entendait continuer à utiliser l'immigration comme un argument électoral. « Kamala Harris sait qu'on peut être une nation d'immigrants et en même temps être ferme sur les lois migratoires, et c'est pour cela qu'elle fera adopter cette loi. »

« Lorsque nous, démocrates, parlons de liberté, nous entendons la liberté d'améliorer sa vie et celle des gens que nous aimons »

Tim Walz

Colistier de Kamala Harris

Il ne s'agit plus de changer la société ou de guérir ses maux, mais de laisser les gens libres de décider. Le droit à l'avortement est dorénavant présenté sous son angle médical, comme faisant partie des droits reproductifs, associé à la fécondation in vitro. Doug Emoff, le mari de Kamala Harris, a parlé de sa famille recomposée. Tim Walz et son épouse, Gwen, de leurs difficultés à avoir des enfants.

Le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, qui a prononcé mercredi son discours d'investiture comme candidat à la vice-présidence, est presque la personification de cette normalité. Choisi pour représenter la classe moyenne américaine, ce père de famille du Mid-

west, professeur de lycée, entraîneur de l'équipe de football de l'école et sous-officier de réserve dans la Garde nationale, incarne son personnage à la perfection. Avec son accent de fermier de la Prairie, Walz a répété son message plein de bon sens : « Dans le Minnesota, nous respectons nos voisins et leurs choix personnels, et même si nous ne faisons pas les mêmes, nous avons une règle d'or : s'occuper de ses propres affaires », a-t-il dit en reprenant une phrase devenue l'un de ses slogans préférés.

« L'enjeu de cette élection est la liberté », a insisté l'ancien professeur, avant d'en préciser le sens : « Quand les républicains parlent de liberté, c'est celle du gouvernement de s'immiscer dans le cabinet de votre médecin, celle des grandes entreprises de polluer à leur guise et des banques de s'enrichir sur les dos des épargnants... Lorsque nous, démocrates, parlons de liberté, nous entendons la liberté d'améliorer sa vie et celle des gens que nous aimons. »

Le « Projet 2025 » reste le meilleur argument contre les républicains. « En tant qu'entraîneur, je sais que, quand on prend le temps d'écrire un manuel, c'est qu'on a l'intention de l'utiliser. Ce programme que personne n'a demandé ne sert que les extrémistes. Est-il bizarre ? Absolument ! Mais aussi dangereux ! »

Le danger représenté par une réélection de Trump reste l'argument le plus rassembleur. Plusieurs républicains anti-trumpistes se sont succédé au micro pour rappeler la bizarrie du personnage qu'ils ont soutenu et parfois bien connu. Stephanie Grisham, qui fut la porte-parole de Trump avant de rompre avec lui le 6 janvier 2021, a apporté un témoignage de première main sur la personnalité de Trump.

« Je l'ai vu quand les caméras sont éteintes, a dit Grisham. Il n'a aucune empathie, aucune morale et aucune fidélité envers la vérité... Il me disait toujours : « Ce que tu dis n'a aucune importance, Stephanie. Répète-le suffisamment longtemps et les gens te croiront. » Elle a aussi raconté comme elle avait demandé à Melania Trump de lancer un appel au calme sur Twitter le 6 janvier, montrant sur un écran la réponse de l'épouse du président : « Non. »

Le lieutenant-gouverneur républicain de Géorgie, Geoff Duncan, a apporté son soutien à Kamala Harris : « Notre parti n'est pas conservateur, il est chaotique et fou. Je vote pour Kamala Harris, pas parce que je suis d'accord avec elle, mais parce que c'est elle qui se sent patriotique. »

Sans préciser son programme, Kamala Harris se sert de Trump comme liant pour la coalition qu'elle s'efforce de rassembler. Ses slogans de campagne ont l'avantage de la simplicité en même temps qu'ils restent dans les généralités : « Quand nous combattons, nous gagnons ! », « Faisons quelque chose ! » ■

Europe 1

6H-9H
EUROPE 1 MATIN
Lionel Gougelot

Retrouvez l'Édito politique à 7h50 avec Judith Waintraub du Figaro Magazine

À Nîmes, incrédulité et colère après l'incendie près du nouveau commissariat

Guillaume Mollaret correspondant à Nîmes

Le feu a dégradé les bureaux de police qui venaient d'ouvrir dans le quartier de Pissevin, gangrené par le trafic de drogue.

Accident ou geste délibéré ? Une explosion s'est produite, dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 août, dans un commerce abandonné mitoyen du commissariat du quartier de Pissevin à Nîmes. Un poste de police ouvert... depuis la veille. Si les flammes n'ont pas détruit les bureaux où sont supposées se relayer forces de l'ordre nationales et municipales, la façade de cet îlot commercial de plain-pied, abritant notamment un bureau de tabac, un snack, un laboratoire d'analyses médicales, mais aussi un opticien, porte les traces du feu. L'an dernier, ce même ensemble - propriété d'une société publique locale dont la ville de Nîmes est actionnaire majoritaire - avait été la cible d'un incendie criminel, dans ce quartier d'une dizaine de milliers d'habitants gangrené par le trafic de drogue.

Mercredi en début d'après-midi, le préfet du Gard, Jérôme Bonet, a affirmé lors d'un point presse : « Il n'est pas possible à cette heure de savoir si cet incendie est volontaire ou accidentel. » Une enquête est en cours. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que le feu découle d'une explosion qui s'est produite aux alentours de 2h30 du matin. « Vers minuit, minuit et demi, tout était calme », assure une habitante qui affirme être passée sur les lieux à cette heure.

« J'habite le quartier et franchement... je suis fatiguée. Vous croyez que cela donne envie aux gens de venir manger chez nous ? Mais jamais je ne fermerai pour cette racaille. On va nettoyer et surtout ne pas baisser les bras »

Ouafaa Bouslim
Gérante d'un snack voisin du nouveau commissariat

L'analyse des caméras de vidéosurveillance éclairera, peut-être, les enquêtes, puisque c'est grâce à l'une d'elles que l'explosion a été signalée aux pompiers, intervenus avec le renfort de huit véhicules afin d'éviter que le feu ne se propage aux commerces adjacents. Fait troublant, c'est contre le mur mitoyen du commissariat que l'explosion s'est produite...

Aussi, avant même que l'on connaisse les causes réelles de la déflagration, le regard des habitants se porte instinctivement vers les tenants du



Si les flammes n'ont pas détruit les bureaux où sont supposées se relayer les forces de l'ordre, la façade de l'îlot commercial de plain-pied, abritant notamment un bureau de tabac, un snack, un laboratoire d'analyses médicales, mais aussi un opticien, porte les traces du feu. GUILLAUME MOLLARET

trafic de drogue qui pourrit la vie des familles du quartier.

« Une coïncidence ? Je n'y crois pas beaucoup. Ce n'est pas possible. Cela ressemble à un message de bienvenue pour la police », témoigne courageusement Ouafaa Bouslim, gérante d'un snack voisin du nouveau commissariat. « J'habite le quartier et franchement... je suis fatiguée. Vous croyez que cela donne envie aux gens de venir manger chez nous ? Mais jamais je ne fermerai pour cette racaille. On va nettoyer et surtout ne pas baisser les bras », lance-t-elle avant de débiter le nettoyage de son commerce, qui, épargné par les flammes, a néanmoins été envahi d'une odeur âcre et s'est trouvé touché par les cendres et les fumées générées par l'incendie.

Dans le quartier, ce qui est perçu - à tort ou à raison - comme une attaque contre le commissariat est d'autant plus mal vécu que c'est il y a un an jour

pour jour, le 21 août 2023, que Fayed Halifa, un enfant âgé de 10 ans, a, à quelques dizaines de mètres de là, été tué par balle par des petites mains du narcotrafic alors que son oncle, étranger à toute affaire de drogue, le ramenait chez lui après une soirée en famille. Une dizaine de personnes ont été mises en examen dans ce dossier, certaines pour assassinat. L'enquête se poursuit alors que la famille de l'enfant a quitté Nîmes pour rejoindre Mayotte, où Fayed a été inhumé.

« Un an après la mort du petit... C'est déplorables. Ça me dégoûte », lâche une passante sortant d'une pharmacie voisine. Depuis un an et la mort de l'enfant, la transformation urbaine de Pissevin est en marche. Elle a même connu un coup d'accélérateur. Sans la mort de l'enfant, laquelle a précédé le décès par balle d'un autre homme quelques jours plus tard, il est probable que le quartier aurait attendu longtemps l'ouverture de

ce commissariat fermé sitôt ouvert...

D'autres transformations sont en cours à Pissevin. Des immeubles ont été démolis, d'autres sont en passe de l'être et les commerçants de l'îlot concerné par l'incendie sont eux-mêmes dans l'attente d'un relogement dans un nouveau bâtiment construit dans le cadre du nouveau programme national de rénovation urbaine (NPRU) ; une promesse de 472 millions d'euros investis dans les différents quartiers sensibles de la Rome française. Mercredi, alors que la police, sous mandat de la procureur Cécile Gensac, effectuait des prélèvements afin de déterminer les causes de l'explosion, des experts en bâtiment étaient également présents sur le site afin de déterminer si la structure du bâtiment était atteinte et permettait une réouverture rapide du poste de police.

Hasard du calendrier, le matin même de l'incendie, le quotidien régional *Midi Libre* publiait un entretien avec le préfet

Bonet, qui fut directeur central de la police judiciaire et président du conseil d'administration d'Europol avant sa nomination à Nîmes. Alors que l'incendie à proximité du commissariat n'avait pas encore eu lieu, il expliquait : « (L'installation d'un commissariat) n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité du quartier. Cela ne réglera pas tout et ne changera pas énormément de choses dans la lutte contre le narcotrafic, mais cela apporte une présence rassurante et le service qui est rendu à la population est important. »

Mercredi après-midi, à Pissevin, dans le prolongement de l'avenue des arts, des tractopelles en action témoignaient du travail de transformation du quartier alors que des gendarmes, à quelques dizaines de mètres du commerce incendié et du nouveau poste de police, continuaient de travailler au bénéfice du commerce de la drogue. Le quartier Pissevin change mais rien n'y change. ■

L'assaillant d'Angoulême, un solitaire au mobile mystérieux

Rozenn Morgat Envoyée spéciale à Angoulême

Dans le quartier de Ma campagne, cet homme de 46 ans qui a tenté de mettre le feu à la mairie, mercredi, sortait très peu de chez lui.

La chaleur, écrasante, a fait fuir les habitants du quartier de Ma campagne, en périphérie d'Angoulême. Seul le bruit grinçant des volets roulants, depuis les petits ensembles HLM voisins, vient rompre le silence. Sur la dalle de la place Hildesheim, entre le magasin Intermarké et les immeubles, quelques riverains poussent leurs Caddie au loin.

À la même heure, la veille, un habitant du quartier, en treillis militaire, prenait la route du centre-ville à bord de son Renault Scenic vert métallisé. Sur le coffre, il a inscrit à la bombe argent une profession de foi en arabe. Il s'est garé devant le porche de l'hôtel de ville, puis a semé une vague d'effroi dans les locaux en aspergeant d'essence plusieurs bureaux, et deux assistantes, au premier étage du bâtiment logé au fond de l'édifice.

Ce mercredi, les riverains ont assisté, stupéfaits, à l'arrivée des poli-

ciers pour les perquisitions, mais aussi des caméras de télévision pointées sur ce balcon du premier étage, au n° 4 de la place. À l'intérieur, les enquêteurs ont ratissé le studio de l'homme de 46 ans, neutralisé par balle d'une blessure au thorax par un policier municipal à la mairie, quelques minutes après qu'il a tenté d'y mettre le feu. Depuis le pas de leur porte, les voisins qualifiaient tous ce voisin de « discret » et d'« isolé ».

« Discret », le forcené l'était sans aucun doute. Ses voisins ne le voyaient jamais sortir de chez lui, ni pour aller travailler, ni même pour aller faire ses courses au supermarché voisin. Ses volets roulants, miclos, l'étaient déjà avant qu'une enquête judiciaire ne le vise. Lola, une petite trentaine d'années, le ventre rond de plusieurs mois de grossesse, tient la boutique solidaire de la place, un magasin alimenté par les dons, où

les mères peuvent venir habiller leur enfant pour une poignée d'euros. Quand elle a appris pour « l'affaire de la mairie », elle a passé le nom du forcené dans son fichier clients. « Mais rien », lâche-t-elle. Elle qui voit défiler tant de monde, et qui, à force de connaître les habitants, finit par connaître sur le bout des doigts la vie du quartier, n'avait jamais croisé la route de ce voisin solitaire.

Problèmes psychiatriques

Depuis 24 heures, dans son local de plain-pied envahi par les cintres et les caisses de vêtements, chacun y va de son commentaire. « Il se serait installé il y a peu de temps, quelques mois seulement », raconte-t-elle. « Sa voisine de palier avait pris l'habitude de le surnommer Bob Marley, à cause de ses cheveux tressés en dreadlocks. Mais, il y a quelques jours, il les avait coupées. »

Lola se souvient aussi de cette voiture garée sur le parking, derrière les

HLM, pendant deux mois. Un véhicule - autre que le Renault Scenic - abandonné les fenêtres ouvertes, dont la moisissure rongait les fauteuils. Un jour, la fourrière l'a retirée. « Ma mère, qui tient l'épicerie voisine, a appris que c'était la voiture de cet homme. Qu'il se trouvait alors en soins psychiatriques qu'on a son retour, il était furieux de voir qu'à lui avait embarquée », poursuit la jeune femme.

Cet épisode a-t-il un lien avec ce déferlement de haine envers la mairie ? L'édile Xavier Bonnefont (Horizons) s'en étonne. Cette théorie, pour l'heure, n'est pas confirmée. En cherchant trace de l'identité de l'homme dans les différents services de la municipalité, « les agents n'ont rien trouvé ». Et, même si la piste d'un différend personnel n'est pas écartée, aucune des assistantes visées par les jets d'essence ne connaissait le forcené.

En revanche, raconte le maire au Figaro, l'homme n'était pas si seul. « Quand les policiers ont lancé les perquisitions, ils sont d'abord allés à un premier domicile du quartier. Ils sont tombés sur l'ex-femme de l'individu, avec qui il a eu des enfants. Elle leur a indiqué qu'ils vivaient aujourd'hui séparés, et que son ancien conjoint avait pris depuis plusieurs mois un appartement à lui », explique-t-il.

L'enquête se poursuit donc. Avec son lot de questions en suspens, tant que l'individu, transporté mercredi en « urgence absolue » au CHU de Poitiers, n'a pas été entendu par les enquêteurs. Lors d'un point presse en début de soirée mercredi, la procureur de la République, Stéphanie Aouine, avait déjà laissé entendre que l'affaire prendrait du temps : ces jours-ci, l'individu, dont l'état est désormais stabilisé, doit subir plusieurs opérations chirurgicales. ■

Ces villes qui repeignent les toits en blanc pour lutter contre la canicule

Jean Kedroff

De plus en plus de collectivités et de particuliers font appel à cette technique ancestrale pour gagner quelques degrés l'été.

Immeubles, gymnases, grandes surfaces, pavillons... Face à la canicule, la technique du « cool roofing », qui consiste à appliquer une couche de peinture blanche sur le toit, fait de plus en plus d'adeptes. La clé de son succès ? Un coût modique et un principe à la logique implacable : plus une surface est claire, moins elle absorbe la chaleur. Alors que les épisodes de températures extrêmes en milieu urbain se multiplient et s'intensifient, plusieurs entreprises et collectivités ont choisi de voir les choses en blanc.

« Avec le réchauffement climatique, les grandes villes sont confrontées à un défi sanitaire majeur : comment casser l'effet "îlot de chaleur" par lequel l'énergie thermique s'accumule dans les toits, les murs, les routes, et qui rend la vie impossible ? », explique Oscar Brousse, chercheur à l'University College de Londres. Une étude sortie en juillet dernier et qu'il a dirigée a permis de comparer les méthodes de rafraîchissement de l'espace urbain, en s'appuyant sur les données enregistrées à Londres durant l'été 2018. Le verdict est sans appel : « Si elles étaient mises en place à grande échelle un peu partout dans la ville, les toitures blanches pourraient réduire la température extérieure en moyenne de 1,2 °C, soit bien mieux que l'effet d'absorption des panneaux solaires ou de la végétalisation, qui ne fait baisser le thermomètre que de 0,3 °C en moyenne », précise Oscar Brousse.

Un « Albédo minimal de 0,6 pour les toits plats »

Le secret de cette technique repose sur un concept clé : l'albédo. Autrement dit, le pouvoir réfléchissant d'une surface. « Le bitume noir, couramment utilisé sur la plupart des bâtiments en France, a un albédo proche de zéro. Il absorbe donc une grande partie de l'énergie solaire, ce qui peut faire grimper sa température de surface jusqu'à 70 °C en été », explique Maxime Bourassin, président de Covalha, l'un des leaders français du revêtement réfléchissant blanc. À l'inverse, une surface claire, avec un albédo élevé, c'est-à-dire proche de 1, reflète la quasi-totalité de la lumière solaire. « Un principe vieux comme le monde, utilisé sur les pourtours de la Méditerranée depuis l'Antiquité », poursuit Oscar Brousse, mais qui n'a pas perdu avec le tout-béton en vigueur dans la construction d'après-guerre.

Les grandes enseignes et les entrepôts industriels, aux vastes toitures plates et sombres, sont les premiers candidats à ce blanchiment. Pour Stéphane Jeannin, directeur d'Intermarché à L'Aigle, dans l'Orne, « il était hors de question d'installer des climatiseurs, vu le prix du kilowattheure ». En juin dernier, il a décidé de repeindre les 4400 m² de toiture de son magasin. « Nos nouveaux frigors vitrines émettaient tellement de chaleur que cela abimait nos fruits et légumes. J'avais besoin d'une solution rapide et économique. Je suis tombé sur le post LinkedIn d'un Intermarché en Auvergne ravi de cette méthode, se souvient-il. À seulement 20 euros le mètre carré de peinture, c'était imbattable ». Le résultat : « 5 °C à 6 °C de moins dans les rayons par rapport à l'été dernier », assure Stéphane Jeannin.

« Dans les supermarchés climatisés, on parvient à réduire la facture d'électricité de 20 % à 25 % en moyenne », estime Maxime Bourassin, qui compte parmi ses clients des enseignes comme Système U, Carrefour ou encore E.Leclerc, et confie avoir « doublé (son) chiffre d'affaires chaque année depuis six ans ». « Ces gains sont significatifs, sachant que la facture annuelle d'électricité dépasse souvent les 300 000 euros pour la plupart des grandes surfaces », analyse Jonathan Le Borgne, consultant en transformation dans la

grande distribution. Selon lui, l'été 2022, l'un des plus chauds jamais enregistrés en Europe, a marqué un tournant. « En France, les grandes surfaces sont en général vétustes et mal isolées. Face à la canicule, le « cool roofing » s'est imposé comme une méthode simple et efficace. Environ 200 enseignes à travers l'Hexagone ont franchi le pas. »

Les collectivités territoriales sont elles aussi en première ligne. « La loi climat et résilience de 2021, qui a fixé un objectif de zéro artificialisation nette des sols à l'horizon 2050, va inévitablement conduire à une densification du bâti urbain, analyse Oscar Brousse. Or qui dit plus de murs dit plus de rétention de chaleur. » Pour s'adapter, les villes méridionales ne restent pas les bras croisés. Dans le cadre du plan Toulouse plus fraîche, lancé dans la foulée de l'été 2022, la préfecture de Haute-Garonne a ainsi fait de l'albédo une priorité. « Nous imposons désormais un albédo minimal de 0,6 pour les toits plats », explique l'adjoint au maire de Toulouse Clément Riquet. « On va même jusqu'à ajouter du calcaire dans le bitume utilisé sur les voiries pour maximiser la réflexion du soleil. » Parmi les succès les

plus notables de la ville : le Campus Trafic, un vaste bâtiment municipal dont le toit a été entièrement repeint l'été dernier. « On est passé de 65 °C enregistrés au niveau des graviers noirs à 40 °C sur les surfaces blanches », se réjouit-il.

Souvent mal isolées, les installations sportives sont elles aussi sujettes à l'accumulation de chaleur par temps caniculaire. C'était le cas du gymnase Jean-Guimier de Tremblay-en-France, en Seine-Saint-Denis. « Avec un plafond en tôle, la salle de gym grimpait jusqu'à 40 °C l'été dernier. C'était irrespirable pour les sportifs », témoigne le responsable du site, Olivier Grandy. Après un coup de peinture blanche, la salle aurait gagné « entre 6 °C et 8 °C de fraîcheur » par rapport à l'été dernier.

La Ville rose va-t-elle bientôt se métamorphoser en Ville blanche ? « Pas question de repeindre les toiles romanes qui font tout le charme du centre-ville de Toulouse », assure Clément Riquet. « Dans ces zones, nous misons sur la végétalisation et testons des méthodes innovantes, comme le rafraîchissement adiabatique, qui exploite l'évaporation d'eau. » Grenoble, troisième ville la plus dense de France, particu-

lièrement sujette à l'effet d'îlot de chaleur urbain, fait face à un défi similaire avec son centre classé site patrimonial remarquable. « On nous prédit jusqu'à 40 jours de canicule par an à l'horizon 2040, s'alarme Margot Belair, adjointe du maire à l'urbanisme. Autant l'albédo élevé est désormais obligatoire dans le neuf, autant, en centre-ville, c'est impossible. On privilégie donc la plantation d'arbres et la désimperméabilisation des sols. »

Apprécié pour son caractère « low tech » et écologique, le « cool roofing » séduit également un nombre croissant de particuliers. « Sur le conseil d'amis, on a décidé de repeindre en blanc le toit de l'extension de notre maison », témoigne Marie-Clémence, résidente à Dax, dans les Landes. « C'est la chambre des enfants, et, en été, c'était la fournaise. Aujourd'hui, c'est la pièce la plus fraîche de la maison ! » Pour faire couvrir 60 m², le couple aura déboursé 3200 euros. « Ce n'est pas donné, mais on a perdu au moins 4 °C. Comparé à l'investissement dans une climatisation, on rentre dans nos frais, et sans polluer », tranche-t-elle. La quarantenaire, qui partage toutes ses trouvailles sur son compte Instagram, assure que

« beaucoup de (ses) followers s'étaient intéressés au « cool roofing » mais attendaient un retour pour se lancer ».

Gare, toutefois, aux désillusions. L'été dernier avait été « invivable » pour Éric, sa femme et leur fille de 5 ans. « Quand il faisait 35 °C dehors, il en faisait 33 chez nous », se souvient le couple qui habite au sixième et dernier étage d'une résidence dans les Hauts-de-Seine. « Nous avons fait un devis pour améliorer l'albédo du toit, que nous avons validé avec la copropriété. » Au total, 3000 euros de peinture et 6500 euros de main-d'œuvre, pour un résultat « plus que décevant ». « C'est simple, ça n'a rien changé », déplore Éric. Et pour cause : « À cet étage, on s'est rendu compte que c'est surtout par les murs que ça chauffe », analyse le père de famille, qui, faute de pouvoir repeindre la façade, s'est résigné à installer une climatisation. « Le « cool roofing » n'est pas une solution miracle », prévient Oscar Brousse. « De nombreux facteurs doivent être pris en compte, à commencer par la structure du bâtiment. La géographie et l'ensoleillement jouent également un rôle essentiel », conclut le chercheur. ■

Les grandes enseignes et les entrepôts industriels (ici, à Toulouse) sont parmi les premiers candidats au blanchiment. COOL ROOF



Une méthode économique mais qui a ses limites

Marine Richard

« Les habitants ne l'ont visiblement pas ressenti, mais nous avons bien perdu 2 °C. » Au cours de l'été 2022, Benoît Quertier, chef du service patrimoine de Paris Habitat, le bailleur social de la capitale, s'est penché sur l'efficacité du « cool roofing », cette méthode bon marché qui consiste à repeindre les toits en blanc pour faire baisser la température intérieure. Des capteurs ont ainsi été installés sur un immeuble du 20^e arrondissement de Paris, dont la toiture avait été blanchie quelques mois auparavant, et sur un autre bâtiment de la même résidence qui n'avait pas été repeint. Résultat, donc : 2 °C d'écart entre les deux bâtiments.

« Cette action participe à la diminution de la température du bâtiment, mais elle n'est pas suffisante à elle seule pour changer radicalement le confort des habitants », résume Benoît Quertier, qui ajoute qu'en cas de vague de chaleur persistante le bâtiment repeint a accumulé de la chaleur jusqu'à réduire l'écart de température entre les deux édifices à 1,5 °C. « Il ne se refroidissait pas la nuit, même si ce n'était pas lié directement à la peinture blanche, mais plutôt à la structure de l'immeuble en tant que telle », explique-t-il. Autre point noir : ces toitures sont salissantes. « Le blanc est devenu un peu gris à cause de poussières et d'éléments minéraux », note Benoît Quertier. Paris Habitat n'a pas utilisé cette méthode sur ses autres immeubles.

Christophe Millet, président du Conseil national de l'ordre des architec-

tes, pointe un autre risque, plus préoccupant. « Certains fabricants retirent la garantie décennale dès que l'on applique une peinture sur une toiture déjà existante. Selon eux, en peignant directement sur le revêtement d'étanchéité, on déséquilibre la toiture existante, qui répond à des normes strictes. En cas de sinistre, les utilisateurs doivent payer eux-mêmes la refécution de l'étanchéité », met en garde Christophe Millet.

« Si les travaux d'étanchéité ont moins de dix ans, le plus sûr est de confier la pose d'un système réfléchissant au professionnel qui les avait effectués »

La Chambre syndicale française de l'étanchéité

« Si les travaux d'étanchéité ont moins de 10 ans, le plus sûr est de confier la pose d'un système réfléchissant au professionnel qui les avait effectués. En cas de sinistre, l'entreprise sera alors couverte par son assurance décennale », recommande la Chambre syndicale française de l'étanchéité, CSFE. Si la rénovation a plus de 10 ans, la toiture n'est plus sous garantie décennale, donc la question ne se pose plus. À noter enfin que les

toits blancs reflètent la lumière et « peuvent rayonner sur les bâtiments d'à côté et entraîner une surchauffe des bâtiments voisins », ajoute Christophe Millet.

Quoi qu'il arrive, repeindre sa toiture en blanc n'est pas applicable sur tous les bâtiments. « Les toits en zinc, qui font la beauté de Paris, ou les toits en tuiles dans le Sud ne peuvent pas être peints en blanc. Les architectes des Bâtiments de France vont s'y opposer », ajoute le président du Conseil national de l'ordre des architectes. « À Montfort-l'Amaury, dans les Yvelines (78), seules trois couleurs, par exemple, sont autorisées sur les toits : le rouge flamme, l'ocre et le sablé champagne », assurent Philippe Leblond, directeur de Rénofort, une société spécialisée en rénovation de toiture, et Stéphane Weigel, son associé. « On ne peint jamais de toit en blanc sur des tuiles plates, poursuivent les deux professionnels. Les tuiles seraient collées entre elles et elles ne respireraient plus. L'eau ne pourrait pas s'évacuer et provoquerait des cloques. On peut seulement peindre en blanc les toles en bac acier, comme les hangars de ferme et les extensions de maison. »

Si la méthode, écologique et peu coûteuse, a ses adeptes, peindre son toit en blanc n'est donc pas toujours la meilleure idée pour faire baisser de quelques degrés la température en été. ■

LE

GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL PARIS ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR **RTL** **PARIS** **FRANCE 1** **FRANCE 2** **FRANCE 3** **FRANCE 4** **FRANCE 5** **FRANCE 6** **FRANCE 7** **FRANCE 8** **FRANCE 9** **FRANCE 10** **FRANCE 11** **FRANCE 12** **FRANCE 13** **FRANCE 14** **FRANCE 15** **FRANCE 16** **FRANCE 17** **FRANCE 18** **FRANCE 19** **FRANCE 20** **FRANCE 21** **FRANCE 22** **FRANCE 23** **FRANCE 24** **FRANCE 25** **FRANCE 26** **FRANCE 27** **FRANCE 28** **FRANCE 29** **FRANCE 30** **FRANCE 31** **FRANCE 32** **FRANCE 33** **FRANCE 34** **FRANCE 35** **FRANCE 36** **FRANCE 37** **FRANCE 38** **FRANCE 39** **FRANCE 40** **FRANCE 41** **FRANCE 42** **FRANCE 43** **FRANCE 44** **FRANCE 45** **FRANCE 46** **FRANCE 47** **FRANCE 48** **FRANCE 49** **FRANCE 50** **FRANCE 51** **FRANCE 52** **FRANCE 53** **FRANCE 54** **FRANCE 55** **FRANCE 56** **FRANCE 57** **FRANCE 58** **FRANCE 59** **FRANCE 60** **FRANCE 61** **FRANCE 62** **FRANCE 63** **FRANCE 64** **FRANCE 65** **FRANCE 66** **FRANCE 67** **FRANCE 68** **FRANCE 69** **FRANCE 70** **FRANCE 71** **FRANCE 72** **FRANCE 73** **FRANCE 74** **FRANCE 75** **FRANCE 76** **FRANCE 77** **FRANCE 78** **FRANCE 79** **FRANCE 80** **FRANCE 81** **FRANCE 82** **FRANCE 83** **FRANCE 84** **FRANCE 85** **FRANCE 86** **FRANCE 87** **FRANCE 88** **FRANCE 89** **FRANCE 90** **FRANCE 91** **FRANCE 92** **FRANCE 93** **FRANCE 94** **FRANCE 95** **FRANCE 96** **FRANCE 97** **FRANCE 98** **FRANCE 99** **FRANCE 100**

Olivier BOST

Pauline BUISSON

Perrine TARNEAUD

Jim JARRASSÉ

#LeGrandJury

RTL

PUBLIC SENAT

LE FIGARO

Elisa Doré

Une centaine de milliers de marqueurs biologiques ont été étudiés pour arriver à ce résultat qui pourrait expliquer la hausse des maladies cardio-vasculaires ou des cancers autour de ces âges.

Trente, quarante, cinquante, soixante ans... De nombreuses personnes appréhendent le passage de chaque dizaine. À ces périodes de la vie, nous avons parfois le sentiment d'être rattrapés par le temps. Si nous ne vieillissons pas tous de la même façon, ni à la même vitesse, cette sensation diffuse que nous franchissons des seuils n'est peut-être pas uniquement psychologique. En comparant des centaines de milliers de paramètres cellulaires et moléculaires chez une centaine de participants à différents âges, une équipe de chercheurs de l'université de Stanford, aux États-Unis, a mis en évidence deux périodes charnières marquées par des accélérations plus rapides du vieillissement biologique de notre organisme. Leurs analyses sont parues dans la revue *Nature Aging*.

En pratique, les chercheurs ont prélevé des échantillons de sang auprès de 108 individus âgés de 25 à 75 ans, tous les trois mois pendant près de deux ans. Ils ont alors comparé, en fonction de l'âge des volontaires, l'expression de 10 000 gènes, les taux de 800 lipides et de 360 protéines. Ils se sont notamment intéressés aux cytokines, des protéines impliquées dans l'immunité et le métabolisme. D'autres prélèvements ont permis d'étudier les grandes familles de bactéries qui peuplent la peau, la bouche, le nez et les intestins, quatre «microbiomes» susceptibles de fluctuer avec le temps et selon notre état de santé. Au total, ces mesures ont été réalisées sur environ 135 000 molécules et micro-organismes. «Jamais une approche si exhaustive n'avait été réalisée dans le domaine du vieillissement, ce qui est la grande force de cette étude», souligne Étienne Patin, chercheur en épidémiologie génétique à l'Institut Pasteur.

Parmi toutes les variables biologiques étudiées, le taux de 81 % d'entre elles fluctuait de façon non linéaire au cours du temps. Autrement dit, certaines de leurs fonctions semblaient se dégrader



Les modes de vie, à ces deux moments de la vie, tendent vers une plus grande sédentarité, qui influe sur le tonus musculaire.

À 44 et 60 ans, notre corps subirait un coup de vieux accéléré

d'avantage à des tranches d'âges spécifiques. Grâce à des modèles statistiques, les scientifiques ont constaté que notre corps subirait les deux plus grandes vagues de changements à 44 ans, puis à 60 ans.

Baisse de l'efficacité de notre système immunitaire

Vers la quarantaine, les chercheurs ont par exemple noté un plus grand ralentissement de la capacité des cellules des muscles et de la peau à récupérer après un effort ou à se régénérer. Sans pour autant se répercuter de façon majeure du jour au lendemain, ces modifications subtiles pourraient être le signe d'un début de déclin coïncidant avec l'apparition des premières rides, de cheveux grisonnants mais aussi d'une plus grande baisse d'énergie. Les analyses révèlent par ailleurs une augmentation significative de biomarqueurs de maladies cardio-vasculaires, comme l'athérosclérose (apparition de plaques d'athérome dans les artères pouvant conduire à l'AVC) ou encore de la tension artérielle, l'âge étant un facteur de risque connu de ces pathologies.

Chez les sexagénaires, les mêmes fonctions sont altérées. Mais d'autres changements majeurs affectent aussi la fonction immunitaire et le métabolisme des glucides. «C'est intéressant, car ces résultats corroborent ceux d'études épidémiologiques en apportant pour la première fois des mesures biologiques du vieillissement», souligne Éric Gilson, professeur à la faculté de médecine de Nice, fondateur de l'Institut de recherche sur le cancer et le vieillissement de la ville. «C'est bien autour de cet âge qu'apparaissent plus fréquemment certaines maladies résultant d'une plus grande difficulté de nos cellules à utiliser les glucides, comme le diabète de type 2.» C'est aussi à partir de la soixantaine que l'on constate une augmentation de la proportion de cancers, des pathologies dont les causes sont complexes mais dont la survenue est favorisée par une baisse de l'efficacité de notre système immunitaire à nous protéger.

Mais alors, pourquoi ces deux âges constituent-ils de tels seuils ? À ce jour, aucune donnée scientifique ne permet de l'expliquer, mais il existe des hypothèses, notamment si l'on se place dans une

perspective évolutionniste. «Avant le XIX^e siècle et même chez les chasseurs-cueilleurs, l'espérance de vie était en moyenne de 40 à 50 ans, ce qui signifie que, sous l'effet de la sélection naturelle, les gènes favorisant la survie au-delà de cet âge n'auraient pas eu l'occasion d'être sélectionnés, imagine le Pr Éric Gilson. Avec l'augmentation de l'espérance de vie liée aux progrès médicaux, sociaux et technologiques, les humains vivent désormais bien au-delà de ce seuil, sans pour autant que notre biologie ait eu le temps de «rattraper» cette nouvelle réalité», ajoute le chercheur.

Une étape pivot

Au-delà de 40 ans, l'organisme humain entrerait ainsi dans une phase de «susceptibilité» où les mécanismes biologiques qui protègent le corps contre le vieillissement n'ont pas été optimisés au cours de l'évolution. Ce qui pourrait donc se traduire par une soudaine accélération du vieillissement. Mais, en réalité, le vieillissement biologique est un processus bien plus complexe. «Rien ne nous permet d'affirmer que les changements identifiés sont uniquement liés à un

phénomène endogène, c'est-à-dire pré-programmé par nos propres gènes pour nous faire vieillir plus rapidement à ces deux moments précis», insiste le Pr Étienne Patin. Comme le soulignent les auteurs, ces modifications sont probablement aussi le reflet d'un changement de style de vie et d'exposition à des sources de pollution ou certains pathogènes qui ont une grande influence sur notre santé et donc notre vieillissement. Pour beaucoup, la quarantaine représente par exemple une étape pivot où s'accumulent les responsabilités salariales et familiales, une source de stress cellulaire, tandis qu'aux deux âges les modes de vie tendent vers une plus grande sédentarité, qui influe sur le tonus musculaire. «Mais, de fait, cela est très variable selon le mode de vie de chaque population», souligne Étienne Patin. C'est d'ailleurs une autre critique que l'on pourrait faire à cette étude : la centaine de participants vivait à proximité de l'université de Stanford et appartenait donc à une communauté d'individus à revenus moyens à élevés, loin d'être représentative d'autres populations», met en garde le chercheur. ■

Une hausse importante des cancers chez les jeunes Américains

Cécile Thibert

Dix-sept cancers sont en nette progression chez les générations nées depuis 1990. L'obésité est de très loin le suspect numéro un.

Nous connaissons tous de près ou de loin au moins un jeune atteint d'un cancer. Et beaucoup se demandent régulièrement si cette génération ne serait pas plus fréquemment touchée par le cancer que ne l'étaient leurs aînés. Cette question complexe nécessite de disposer de données suffisamment anciennes et fiables, mais aussi de tenir compte des évolutions démographiques et médicales, notamment en matière de diagnostic du cancer. Très récemment, une équipe de chercheurs américains s'est penchée sur le sujet. Leurs résultats, publiés en août dans la revue *Lancet Public Health*, montrent que, aux États-Unis, plusieurs types de cancer n'ont cessé d'augmenter chez les personnes nées à partir de la seconde moitié du XX^e siècle par rapport aux générations précédentes. Une tendance inquiétante que les auteurs de l'étude parviennent en partie à expliquer.

Parmi les 34 cancers les plus fréquents, 17 ont augmenté chez les jeunes générations aux États-Unis par rapport aux générations précédentes. Trois précédentes études avaient déjà relevé un phénomène similaire, mais pour neuf cancers seulement. Soit notamment concernés : le cancer colorectal, de l'in-

testin grêle, de la vésicule biliaire, de l'utérus, du pancréas, des reins, des ovaires et des testicules ou encore le cancer du sein. Les autres cancers ont connu une incidence relativement stable ou en baisse, notamment ceux liés au tabagisme, mais aussi le mélanome et le cancer du col de l'utérus.

Pour mener à bien ce travail, les auteurs de l'étude se sont appuyés sur un registre national du cancer couvrant 94 % du territoire des États-Unis. Les données analysées concernent près de 24 millions de patients âgés de 25 à 84 ans, diagnostiqués d'un cancer entre 2000 et 2019. De cette manière, les chercheurs ont calculé le taux d'incidence (nombre de nouveaux cas par an pour 100 000 habitants) de 34 cancers pour chaque génération née entre 1920 et 1990.

Certains cancers ont connu une augmentation plus forte que d'autres. C'est le cas du cancer de l'intestin grêle, de la thyroïde, du rein et du pancréas, pour lesquels l'incidence a été multipliée par deux, voire trois, chez les personnes nées en 1990 par rapport à celles nées en 1955. À l'inverse, 9 cancers ont vu leur incidence diminuer, avant d'augmenter à nouveau chez les jeunes générations (cancers du sein hormonodépendant,

colorectal, de l'utérus, des testicules, etc.), parfois de façon spectaculaire. Le cancer de l'utérus a, par exemple, augmenté de 169 % chez les personnes nées en 1990 par rapport à celles nées en 1930.

«Recours accru aux tests de diagnostic»

Certaines tendances s'expliquent assez facilement. Par exemple, «le recours accru aux tests de diagnostic et le surdiagnostic ont probablement contribué à l'augmentation du taux d'incidence de certains cancers», relèvent les auteurs. Ce qui pourrait expliquer en partie la forte augmentation de cancers de la thyroïde (+229 %) et du rein (+192 %) entre la génération née en 1955 et celle née en 1990. La baisse du tabagisme sous-tend quant à elle la forte diminution des cancers liés à la cigarette. De même, «le ralentissement accéléré de l'incidence du cancer du col de l'utérus montre l'efficacité de la vaccination contre les virus HPV», soulignent les scientifiques.

Mais que dire des autres cancers ? Les auteurs de l'étude ont leur petite idée. «Dix des 17 cancers dont l'incidence a augmenté chez les jeunes générations sont liés à l'obésité», écrivent-ils. C'est un fait peu connu : le fait d'être obèse augmente

le risque de développer 14 cancers. Pire encore, le surpoids et l'obésité assombrissent le pronostic en cas de cancer, et augmentent le risque de récurrence ou de développer un autre cancer. «C'est un lien absolument avéré, l'obésité est même la troisième principale cause évitable de cancer, après le tabagisme et l'alcool», indique le Pr Catherine Müller-Staumont, directrice d'une équipe de recherche CNRS-université de Toulouse sur les liens entre le tissu graisseux et le cancer.

Or le plus grand bouleversement sanitaire qu'ont connu les États-Unis ces dernières décennies est justement l'augmentation massive du surpoids et de l'obésité. Selon des données officielles, le nombre d'Américains obèses a en effet été multiplié par trois en soixante ans, pour atteindre un peu plus de 40 % aujourd'hui ! Une véritable épidémie qui a particulièrement touché les plus jeunes. Or «de plus en plus de preuves montrent l'impact considérable du poids corporel au début de la vie, comme le souligne une étude récente associant l'excès de poids au début de l'âge adulte (entre 18 et 40 ans) avec 18 cancers», soulignent les auteurs de l'étude.

Révéles pour la première fois dans une étude parue en 2003, les liens entre obésité et cancer sont de mieux en

mieux connus. «Il y a plusieurs hypothèses. On sait par exemple que les personnes obèses présentent fréquemment un diabète de type 2 et sécrètent davantage d'insuline, ou cette hormone est un facteur de croissance pour les cancers», renseigne le Pr Catherine Müller-Staumont. «Mais la piste actuellement privilégiée est celle de l'inflammation chronique associée à l'obésité, qui crée un environnement favorable au développement de cancers.»

En France, environ 19 000 nouveaux cas de cancers sont attribuables chaque année à une surcharge pondérale, soit 5,4 % de l'ensemble des nouveaux cas de cancers. Selon l'OMS, l'obésité pourrait détrôner le tabagisme comme principal facteur de risque de cancer évitable dans certains pays européens dans les décennies à venir. Les auteurs de l'étude citent également la sédentarité, la consommation d'aliments ultra-transformés, de sucre ou encore d'acides gras saturés comme autant de facteurs de risque de développer un cancer, et ce, d'autant plus quand on y est exposé jeune. S'ils ne l'excluent pas, ils ne font en revanche qu'évoquer très brièvement «l'exposition à des produits chimiques environnementaux» comme source possible d'une partie de cette hausse. ■

Le Paris SG peut-il être plus fort sans Mbappé ?

Sébastien Ferreira

Le PSG lance la 2^e journée de championnat ce vendredi soir face à Montpellier. Le club de la capitale va devoir prouver qu'il peut être meilleur sans son ex-attaquant star, désormais au Real Madrid.

La semaine dernière, pour la première fois depuis 2017, le Paris Saint-Germain a joué un match sans Kylian Mbappé dans son effectif. Il lui a fallu des buts tardifs de chacun de ses trois entrants français, Bradley Barcola, Ousmane Dembélé et Randal Kolo Muani, pour venir à bout du Havre (1-4). L'entraîneur Luis Enrique doit prouver que, sans le capitaine des Bleus, le PSG, qui reçoit Montpellier ce vendredi (20h45), peut atteindre un niveau supérieur. Trois anciens joueurs donnent leur avis sur la question. Et il leur est difficile d'être optimiste.

Alain Giresse, 72 ans, champion d'Europe 1984, 47 sélections

« Plus fort ? Ça va être compliqué. Je vais partir à l'envers en disant que, quand on voit ce que Mbappé réalisait à Paris, retrouver individuellement quelqu'un comme lui, c'est impossible. Dans l'effectif actuel, il n'y a pas d'équivalent. On parle d'avoir un PSG plus axé sur le collectif, mais, en même temps, la différence d'un collectif bien huilé, c'est la qualité individuelle de ceux qui sont capables d'apporter un plus par des gestes, des actions. Ça, ça va être un petit peu problématique, qui plus est avec un effectif rajeuni. Je pense qu'ils vont quand même lutter pour le titre de champion, ça peut le faire. La Ligue des champions, c'est un autre sujet. On ne peut pas perdre un joueur comme ça et se dire qu'on est aussi fort ou plus fort.

C'est toujours drôle quand on évoque le jeu d'une équipe à travers un collectif bien huilé. Prenons les champions d'Europe, l'Espagne. On sait que la base de leur jeu est effectivement ce collectif. Pour ça, il faut d'abord être armé techniquement, ce qu'ils sont, mais en même temps, pour transformer ce collectif en performances et en résultats, il faut un Nico Williams ou un Lamine Yamal. C'est-à-dire des joueurs qui sortent du lot, parce que le but que Lamine Yamal met contre la France, vous pensez que c'est issu d'une stratégie, d'une tactique ? C'est issu de quoi ? D'une qualité individuelle. Et qu'on le veuille ou non, en dernier ressort, c'est ce qui fait la différence. C'est pour ça qu'un collectif va pouvoir donner une certaine assise à l'équipe, oui. Mais quand on s'élève par rapport à la haute compétition... Vous prenez toutes les grandes équipes, même le grand Barcelone qui était armé dans la qualité de jeu avec un milieu assez exceptionnel, il y avait un Messi qui vous faisait la « diff », comme le faisait Ronaldo au Real Madrid. Collectif, oui, mais, en dernier ressort, le collectif aura toujours besoin d'un geste individuel pour faire des différences. »

Benoît Cheyrou, 43 ans, champion de France avec l'OM en 2010, consultant DAZN

« Je vais répondre clairement : c'est non. Quand un joueur est capable de mettre plus de 40 buts par saison, c'est compliqué de dire que l'équipe va être meilleure, surtout quand on n'a pas un autre joueur de ce calibre qui l'a remplacé numériquement. Là on va voir qui ils vont recruter, parce qu'avec la blessure de Gonçalo Ramos (*opéré de la cheville gauche et absent pour environ trois mois, DLR*), il y a aura peut-être un recrutement et il faudra peut-être adapter le discours à ce moment-là. Il peut aussi y avoir des joueurs qui trouvent leur place et grandissent. La nature a horreur du vide. On regardera la capacité de joueurs comme Barcola ou Dembélé à prendre ce leadership offensif. Je pense qu'on peut compenser dans le jeu avec des dangers différents.

Maintenant, quand il y a un joueur comme Kylian Mbappé sur le terrain, l'équipe adverse va faire des prises à deux ou à trois sur ce joueur parce qu'on sait qu'il est capable de faire plus de différences que n'importe quel autre joueur, donc ça crée des espaces pour d'autres joueurs, et certains en ont profité la saison dernière. Là, ça va être un peu plus réparti. Je pense que le coach, Luis Enrique, a bien tout maîtrisé, et c'est lui, à mon avis, la vraie star de

cette équipe, désormais. Il fait beaucoup tourner, il essaye de piéger les adversaires. On a vu sur le premier match que le banc était plus fort que les joueurs au départ, donc être plus dans la surprise en termes de composition d'équipe et d'animation, plutôt que se reposer sur un seul joueur. Et je pense que ce n'était même pas le cas. C'est d'ailleurs pour ça que Mbappé n'a pas participé à toutes les rencontres en fin de saison. C'était dans cette optique et peut-être pour déjà anticiper ces premières semaines, pour rassurer l'effectif actuel, les médias et tout le monde. Pour dire qu'on peut jouer sans Kylian, et qu'on peut gagner sans lui. Intouchable en Ligue 1 ? Non. Je trouve que ça équilibre un petit peu le championnat. Il ne faut pas oublier que la saison 2022-2023, ils ont fini avec un seul point d'avance sur le Racing Club de Lens. Il n'y avait pas tant de marge que ça ces dernières années. Je suis excité au départ de ce championnat parce que ça sera plus équilibré. »

Édouard Cissé, 46 ans, 259 matchs avec le PSG

« Ce qui me dérange en disant que le PSG pourrait être plus fort, c'est qu'on remet en question l'apport de Mbappé pendant ces sept saisons. Le haut niveau, tu t'appuies toujours sur une individualité. Les grands titres sont toujours gagnés avec une équipe, mais les grosses équipes ont toujours une individualité. En début de saison, il ne faut pas que le PSG et ses joueurs s'interdisent de se sentir libérés. C'est ce qui s'est passé avec Arsenal quand Tití (Thierry Henry) part à Barcelone. Beaucoup ont dit : « Génial, les joueurs se libèrent, ils sont meilleurs ! » On voyait une équipe d'Arsenal plus sympa, plus sexy. Mais ils n'ont pas plus gagné pour autant. À Paris, n'était-ce que la faute de Kylian ? Tu es toujours meilleur quand tu as tes meilleurs joueurs. Et Kylian reste un super joueur, le meilleur attaquant. Humainement parlant c'est autre chose, mais, sportivement, il reste

super fort. Quand tu fais du foot le week-end, même si ton attaquant est relou, quand il est sur le terrain, c'est quand même mieux. Je comprends que tout le monde essaye de parler d'un collectif, mais citez-moi un grand collectif où il n'y a pas une individualité qui a fait la différence. Surtout, il te faut des attaquants. Il y a beaucoup d'équipes qui jouent bien, même en France. Mais ce qui va faire la différence, c'est le buteur.

Je n'ai pas envie de dire que c'est impossible sans l'individualité, mais, d'après mon expérience et ce que je vois, c'est quand même plus sympa. Même le Barça 2009-2010, il y avait de super joueurs collectivement, mais il y avait Messi. Après, on peut se demander pourquoi tous ces grands joueurs sont extraordinaires. Parce qu'ils ont un gros effectif à côté et un collectif huilé. Et on peut se poser la question : pourquoi Kylian n'a pas été performant l'année dernière ? Peut-être parce que le collectif n'était pas

huilé. Pour autant, je ne pense pas que le PSG puisse être titillé en Ligue 1. Je pense que le niveau des équipes va baisser, mais pas nécessairement celui du PSG. À voir Monaco... J'en fais quand même encore mon favori. Je ne vois pas pourquoi ils ne survoleraient pas le championnat. Quand on fait la revue d'effectif, c'est énorme. En sachant que, pour l'instant, il n'y a pas de départs. Ça tue un peu le suspense. » ■

| 2 ^e JOURNÉE LIGUE 1 | | | |
|--------------------------------|----------|-------------------|--|
| PARIS SG (2) | 20h45 | MONTEPPELLIER (9) | |
| LYON (7) | 19h | MONACO (7) | |
| LILLE (4) | 19h | ANGERS (13) | |
| SAINT-ÉTIENNE (14) | 21h | LE HAVRE (16) | |
| LENS (6) | dim. 15h | BREST (18) | |
| NANTES (11) | 17h | AUXERRE (5) | |
| NICE (12) | - | TOULOUSE (10) | |
| STRASBOURG (8) | - | RENNES (3) | |
| MARSEILLE (1) | 20h45 | REIMS (15) | |

Sauf mention, en direct sur DAZN



Le Madrilène, actionnaire et enchanteur de Caen

Thomas Le Bourdelles

S'il a rangé ses crampons de Ligue 1 après son départ du PSG pour le Real Madrid, cet été, ses costumes-cravates sont de sortie en Ligue 2. Le 30 juillet dernier, Kylian Mbappé est devenu le nouvel actionnaire majoritaire du Stade Malherbe de Caen, déboursant pour cela un peu moins de 20 millions d'euros. Via son fonds d'investissement Coalition Capital, le natif de Bondy possède désormais 80 % des parts du club. Les 20 % restant sont toujours attribués à Pierre-Antoine Capton, fondateur de la société Troisième (Eil Productions).

Un changement majeur préjudiciable pour Olivier Picket. Président du club depuis le mois d'août 2020, il a été démis de ses fonctions et sera, sauf improbable retournement de situation, remplacé par le directeur général de la société de gestion d'image de Kylian Mbappé, Ziad Hammoud. Autre modification notable dans l'organigramme, Gérard Précheur - an-

cien entraîneur de l'équipe féminine du PSG - devrait être nommé directeur technique. Mais, à ce jour, et outre Pierre-Antoine Capton, personne ne s'est encore exprimé. La « faute » à la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), hébergée par la Ligue de football professionnelle.

En effet, Kylian Mbappé et le Stade Malherbe ne vont pas déroger à la règle et devront présenter un dossier comportant un projet détaillé à la DNCG (la date n'a pas encore été communiquée). Un processus habituel auquel doivent se soumettre les clubs en cas de changement d'actionnaires. Une situation jugée « paradoxale » par Patrice Garande, ancien entraîneur de Caen (2012-2018), à un peu moins de dix jours de la fin du mercato.

« Le temps presse. Le mercato finit dans moins de deux semaines et cette équipe, qui tenait la route la saison passée, a besoin d'être renforcée », reprend l'homme aux 252 matchs disputés sur le banc normand, qui félicite Nicolas Seube pour le travail qu'il a réalisé : « L'an passé, Nico a fait du bon boulot. Mais il lui manque encore des

joueurs. » Depuis l'ouverture de la fenêtre des transferts, Caen en a recruté deux : Lorenzo Rajot (Rodez) et Yann M'Vila (libre). Ce dernier, expérimenté milieu de terrain de 34 ans passé notamment par Saint-Étienne, a été contacté en personne par « KMB ». Une initiative également prise par la mère du capitaine de l'équipe de France. « Son appel a fait la différence », a confié le néo-Normand à nos confrères du Parisien.

« J'espère que Mbappé et son clan arriveront à nous faire remonter en Ligue 1 »

Jacques Un abonné du club de Caen

Une arrivée judicieuse ? Une plus-value pour l'effectif ? Patrice Garande se questionne : « Je n'ai pas de réticence, mais une interrogation sur son niveau. Il va falloir attendre quelques matchs pour voir s'il sera capable d'apporter ce qu'on attend de lui. » Entré en jeu à la 70^e minute lors de la

première rencontre de championnat opposant Caen au Paris FC (défaite 0-2), samedi, M'Vila a fait battre les cœurs des supporters du Stade Malherbe. Ils étaient plus de 16 000 inconditionnels à avoir assisté à la première rencontre sous pavillon Mbappé. Tous attachés à l'identité de leur équipe.

« C'est un club très important en Normandie avec des supporters fabuleux qui ont un sentiment d'appartenance. Cette saison, nous avons battu le record d'abonnements (11 000) », affirme Patrice Garande. Un « peuple malherbiste » qui ne veut pas d'un acheteur étranger et s'offre le droit de rêver avec ce nouvel actionnaire de renommée mondiale. « J'espère que Mbappé et son clan arriveront à nous faire remonter en Ligue 1 », nous raconte Jacques, un abonné intercepté à la sortie du stade. Avant de penser à la promotion en première division, qu'il n'a plus connue depuis 2019, Malherbe va d'abord devoir disputer 33 rencontres de championnat. À commencer par un déplacement à Pau, ce vendredi. ■

À Lucerne, l'Orchestre du festival trouve ses maîtres

Christian Merlin Envoyé spécial à Lucerne

La manifestation suisse fête les 20 ans de l'académie et a invité Daniel Barenboïm.

Dix ans déjà que Claudio Abbado n'est plus. Entre le lac des Quatre-Cantons et le mont Pilate, dans la salle de Jean Nouvel dotée d'une des plus belles acoustiques, le Festival de Lucerne, dont le chef milanais fut l'âme, reste le rendez-vous obligé des amoureux de musique orchestrale. À la mort d'Abbado, son directeur, Michael Haefliger, s'est posé la question du sort de l'Orchestre du festival, réunion de solistes d'élite qui se reformait une fois par an pour le magnétisme de son chef. Et il a choisi de continuer. Depuis huit ans, Riccardo Chailly en est le directeur musical, le noyau dur de musiciens « abbadiens » voyant arriver quelques nouveaux venus, notamment de la Scala de Milan, dont Chailly est le chef.

Il est aussi vain de vouloir remplacer quelqu'un que difficile de lutter contre le souvenir ! Chailly apporte son art exigeant et sa personnalité de maestro tendu vers le meilleur résultat possible. Mais nous avons toujours eu quelques doutes sur l'adéquation entre sa volonté de contrôle et un orchestre de pilotes de Formule 1, voire de pur-sang, dont il ne faut pas tenir les rênes trop serrées. Impression confirmée lors du concert d'ouverture de l'édition 2024. L'énigmatique et monumentale *Symphonie n° 7* de Mahler fut certes impressionnante, mais on y a entendu quelque chose de forcé. Trop peu de place pour respirations, tensions et détentes,

dans cette approche volontariste qui fatiguerait presque à force d'être toujours à fond. Au point d'entendre quelques accidents dans les cuivres.

Écoute mutuelle

Impression spectaculairement confirmée, par contraste, le lendemain, lorsque le même orchestre fut dirigé pour la première fois par Klaus Mäkelä. Depuis quelques années, l'Orchestre du festival donne davantage de programmes, ce qui permet de s'ouvrir à des invités. Nouvelle trophée au tableau de chasse du Finlandais. Dans un programme romantique composé de l'ouverture *Les Hébrides*, de Mendelssohn, et de la *Symphonie n° 2* de Schumann, encadrant le *Concerto pour piano* de Grieg par Leif Ove Andsnes, Mäkelä a conquis l'orchestre. Comprenant aussitôt à qui il avait affaire, il fut très peu directif, faisant confiance jusqu'à cesser parfois de diriger, ce qu'un chef ne fait d'ordinaire qu'avec un orchestre qu'il connaît très bien.

De son geste souple, cette fois sans baguette, il donne juste les impulsions nécessaires pour que les pupitres épousent le flux de musiques qu'il aborde par leur versant solaire, en donnant à chaque phrase une vie interne. Le son redevient chaud, l'orchestre respire de nouveau collectivement et trouve les équilibres que permet l'écoute mutuelle, les solos se déploient au lieu d'être assénés. Le tout dans une approche na-



L'Orchestre du Divan sous la direction de Daniel Barenboïm, le 18 août, à Lucerne.

tuelle et apollinienne, résumé par le jeu d'Andsnes, sans pathos ni sensiblerie. Mäkelä à Lucerne, le début d'une nouvelle aventure ? On le souhaiterait sans réserve, si l'on ne lui reprochait déjà sa suractivité ! En attendant, il revient à Lucerne le 5 septembre, cette fois avec l'Orchestre de Paris...

Autre anniversaire : les 20 ans de l'académie fondée par Pierre Boulez. Fête endeuillée par le décès récent du compositeur Wolfgang Rihm, qui avait succédé à Boulez à sa tête, et à qui Riccardo Chailly a rendu un hommage émouvant en dirigeant son très prenant

Erster Gesang. L'occasion de mettre en valeur l'activité essentielle de ce haut lieu de la création contemporaine, que Rihm a su faire évoluer en restant fidèle à la mission imaginée par Boulez : créer une passerelle entre les compositeurs et les interprètes, entre l'utopie de l'œuvre et sa réalisation concrète. Ainsi, Lucerne marche sur deux jambes, puisque l'on peut y entendre sans transition une œuvre de Lisa Streich, compositrice en résidence, pour violon et piano mécanique, et la *Septième* de Beethoven.

Une *Septième* qui restera dans les mémoires pour une dimension symbo-

lique qui excède le champ de la pure critique musicale, car elle était l'occasion de retrouvailles avec l'Orchestre du Divan et Daniel Barenboïm. Voir ce dernier à ce point diminué serre le cœur, mais on préfère retenir, outre sa vision musicale toujours ancrée dans la culture germanique, la puissance du message : un homme épuisé physiquement ne se lasse pas de transmettre l'universalité de la philosophie des Lumières à de jeunes musiciens israéliens et arabes réunis. Essentiel. ■

Festival de Lucerne (Suisse), jusqu'au 15 septembre. www.lucernefestival.ch

Des « Contes d'Hoffmann » assez confus

Menée par un trio français à Salzbourg, l'œuvre d'Offenbach laisse une impression de lourdeur.

Markus Hinterhäuser est le plus francophile des directeurs de festivals internationaux. Depuis qu'il est en fonction, les noms Crebassa, Desandre, Devieille, Pascal, Pichon sont en haut de l'affiche à Salzbourg. Cette année, avec Marc Minkowski à la direction, Mariame Clément à la mise en scène et le ténor Benjamin Bernheim dans le rôle principal, il y avait de quoi être d'autant plus chauvin que ce brillant trio était au service d'un chef-d'œuvre de l'opéra français : *Les Contes d'Hoffmann*, le testament d'Offenbach. Si l'on est sorti franchement déçu de la première, c'est peut-être d'abord par rapport à nos attentes olympiques. Mais pas seulement.

Cette œuvre est un merveilleux terrain de jeu pour tout metteur en scène. Mariame Clément est partie d'une idée judicieuse mais risquée : pour cet entrecroisement de récits, elle fait de Hoffmann un cinéaste en tournage, qui confond fiction et réalité. Christoph Marthaler s'y est déjà cassé les dents ici même dans *Falstaff*, l'an dernier. Car une idée pertinente sur le papier ne fait pas nécessairement un spectacle abouti sur le plateau. Certains va-et-vient entre acteurs et personnages sont astucieux dans l'acte d'Antonia, tout comme le choix de représenter Olympia comme un personnage réel et non un automate. Mais, assez vite, la méthode devient un procédé, le fil de la narration se distend, la confusion s'installe. Et quand Mariame Clément passe à la comédie, la vulgarité prend le relais.

S'impose alors une impression de lourdeur, que la direction de Marc Minkowski ne vient pas corriger. Ce passionné des *Contes d'Hoffmann*, à qui l'on

est si reconnaissant de jouer l'édition critique, aussi complète que possible, enflamme les élan lyriques et savoure les couleurs romantiques des flûtes et des cors du Philharmonique de Vienne. Mais, dans les grandes scènes d'ensemble, sa baguette pèse des tonnes, encourage les décibels des Wiener au lieu de les canaliser, sans parler d'une mise en place vacillante.

Aplomb et homogénéité

Libéré de ses obligations salzbourgeoises le temps de chanter à la cérémonie de clôture des JO de Paris, Benjamin Bernheim était de retour à temps pour assurer le rôle-titre. Il le fait avec son style et son élégance proverbiaux, un peu écrasé toutefois par la mise en scène et la direction. Chapeau bas à Kathryn Lewek, qui, conformément à l'édition originale, chante les trois rôles féminins avec un aplomb et une homogénéité de premier ordre. Une présence qui manque cruellement à Christian Van Horn, devenu la basse à tout faire de l'opéra français sur les grandes scènes, alors qu'il n'a guère le rayonnement des quatre diables. Du rayonnement, Kate Lindsey en a au point d'être ovationnée pour l'émotion avec laquelle elle incarne Nicklausse et la Muse, alors que sa projection est à peine audible dans l'immense Festspielhaus, surtout avec un orchestre aussi épais. Les gros plans d'Arte, qui a capté le spectacle, corrigeront peut-être cette impression tenace d'un dispositif qui ne permet pas aux personnages d'exister. ■

C. M. (SALZBOURG)

Les Contes d'Hoffmann, au Festival de Salzbourg (Autriche), jusqu'au 30 août. Disponible sur Arte.tv.

Il reste une quinzaine de tours, ce dimanche 12 octobre 2003, sur l'ovale de Fort Worth du comté de Denton, dans l'État du Texas. C'est la dernière manche de la saison du championnat IndyCar. Le circuit de 2,41 km possède deux virages inclinés à 24 degrés. Gil de Ferran a réalisé la pole position en 23" 503. C'est dire que cette piste est diablement rapide. L'une des plus rapides de l'année. Les monoplaces flirtent avec les 380 km/h. À ces vitesses, le moindre écart est proscrit. Les pilotes le savent mais une fois sangles et casqués, dans leur cockpit, ils oublient tout. Comme souvent dans cette discipline américaine, les courses réservent leurs lots de surprises et de rebondissements. Cette seizième manche n'y fait pas exception. Au 98^e passage, Felipe Giaffone part à la faute, laissant des débris sur la piste que Gil de Ferran ne peut éviter. Contraint de s'arrêter au stand, le Brésilien prend soin de faire le plein de méthanol. Il reprend la piste au milieu du peloton et profite alors de l'aspiration pour économiser le carburant et effectuer ainsi un dernier ravitaillement éclair. C'est ainsi que de Ferran se retrouve propulsé en tête.

À 17 tours de la fin, placés dans le top 5, Helio Castroneves et Tony Kanaan s'accrochent. La course est rapidement relancée. Quatre pilotes se tiennent dans un mouchoir de poche pour le rush final : Gil de Ferran, Scott Dixon, Tomas Scheckter et Kenny Bräck. Les monoplaces s'allègent en fin d'épreuve, on a l'impression que la course s'accélère. Qui va l'emporter ? Bien malin celui qui peut le dire. Gil de Ferran est dans la position la plus inconfortable car les trois poursuivants peuvent bénéficier de l'aspiration. Encore faut-il trouver l'ouverture sur ce circuit court. Une seule trajectoire est permise. En sortir revient à jouer à la roulette russe.

Et si Bräck faisait le hold-up ? Il n'a jamais eu froid aux yeux. Pendant longtemps, les Suédois ont vu en lui le digne successeur du regretté Ronnie Peterson, décédé le lendemain du Grand Prix d'Italie 1978, à Monza, des suites d'un monstrueux carambolage à la première chicane. Après le karting, Bräck avait gravi les échelons du sport automobile jusqu'à accéder aux portes de la Formule 1. S'il parvenait à décrocher un test au volant de la Williams-Renault, il n'a jamais réussi à être titularisé. Par contre, le milieu sait que le Suédois est aussi rusé que féroce. En 1996, il est en lice jusqu'à la dernière course à Hockenheim pour remporter le titre de F3000, l'antichambre de la Fl. Jörg Müller compte un avantage de trois petits points. Sur la piste allemande, les deux pilotes se livrent un duel comme jamais la discipline n'en avait connu. Bräck prend le commandement que lui ravit Müller dans une manœuvre audacieuse à l'extérieur, à l'entrée du stadium. Müller prend si facilement le large que les spectateurs pensent que la course est entendue. Le Suédois revient. Au 19^e tour, alors qu'ils approchent de la deuxième chicane, il repère un attardé devant eux. Jugeant que Müller va devoir lever le pied, il le laisse prendre un peu de distance, ce qui lui ouvre la voie pour mieux négocier la sortie de la chicane et prendre la meilleure trajectoire sur la longue courbe prise à 280 km/h. Les deux monoplaces sont au coude-à-coude. Jusqu'à la dernière chicane. La feinte vers la gauche que Bräck exécute est certes agressive mais personne ne l'aurait considérée comme inacceptable. Ce qui s'ensuit reste un fait de course. Le Suédois reste au milieu de la piste. L'Allemand se retrouve tassé quand celle-ci s'incurve graduellement vers la gauche. Personne n'entend lever le pied, et quand ils atteignent le point de freinage, Müller met une roue dans l'herbe et part en travers. Sa voiture s'envole sur le pneu arrière gauche de la Lola de Bräck et passe au-dessus de son adversaire avant d'atterrir brutalement sur l'échappatoire. Bräck poursuit sa course mais les commissaires lui passent le drapeau noir pour conduite prétendument dangereuse. Refusant de céder aux injonctions de la direction de course, il sera disqualifié.

Faute de place en Fl, le Suédois prend le chemin de l'exode vers l'Amérique et l'IndyCar. Il ne le regrettera pas. En 1998, intégré à l'écurie A.J. Foyt, il remporte le championnat IRL (Indy Racing League) et rate de peu la victoire à Indianapolis. L'année suivante, profitant de la panne d'essence de Robby Gordon dans le dernier tour, il inscrit son



Dix-huit mois après son crash, Kenny Bräck renoue avec la compétition à l'occasion des 500 Miles d'Indianapolis, en 2004, où il signe le tour de qualification le plus rapide du mois de mai. REUTERS

Kenny Bräck, éparpillé façon puzzle

Sylvain Reisser

Chaque jour, « Le Figaro » raconte l'histoire d'un pilote sauvé miraculeusement d'un accident de course. L'espoir du sport automobile suédois des années 1990 désintègre sa monoplace sur l'ovale du Texas en 2003. Il encaisse 214 G de décélération.



Le pilote suédois a vécu l'un des pires crashes qu'il connus la discipline, sur le Speedway du Texas, le 12 octobre 2003.

CAPTURE DAILYMOTION

nom au palmarès des 500 Miles d'Indianapolis, l'une des courses les plus prestigieuses du monde.

Nous voici donc le 12 octobre 2003. Les quatre pilotes poussent leurs moteurs au maximum. Les voitures sont lancées à près de 360 km/h. Derrière de Ferran, Dixon ne cache pas son impatience. Il se décale de temps en temps pour se montrer dans les rétroviseurs de son adversaire. Une manœuvre d'intimidation bien connue en sport automobile. Bräck fait de même avec Scheckter. Il ne reste plus que douze tours. Le quatuor s'est regroupé dans l'une des lignes droites. Bräck est mieux sorti que le Sud-Africain du virage précédent. Il est à sa droite puis prend son aspiration. Les deux monoplaces sont au coude-à-coude. On ne mettrait pas une feuille de papier à cigarette entre les deux voitures. À l'amorce du virage 3, en une fraction de seconde, la course bascule. La roue avant gauche de la Dallara de Bräck éperonne la roue arrière droite de celle de Scheckter. Instantanément, les deux voitures sont projetées vers la droite et le muret de protection. Celle de Bräck est catapultée dans les airs et tape à la verticale un poteau et le grillage de protection installé au-dessus du muret et proté-

geant les gradins de spectateurs. L'impact est d'une violence inouïe. Personne n'avait encore vu un tel choc en sport automobile. Au contact du grillage, la monoplace se désintègre entièrement. Des morceaux de la coque en carbone s'éparpillent sur la piste façon puzzle. Les quatre roues se sont détachées. L'une d'entre elles reste accrochée au grillage avec une partie du bras de suspension. Le moteur s'est également désolidarisé de la coque. Il est retrouvé à plusieurs dizaines de mètres de l'impact. De la monoplace, il ne reste rien. Si, la cellule monocoque faisant office de cockpit et dans laquelle le pilote est prisonnier. Ce bloc de carbone virevolte sur la piste puis s'immobilise dans un nuage de fumée. Dans les gradins, le public retient son souffle. Le pilote ne bouge pas. Comment peut-on survivre à un tel accident ? Immédiatement sur les lieux, le personnel médical découvre que Bräck a non seulement survécu mais qu'il est conscient et peut s'exprimer. Par contre, il ne se souvient de rien. Il a souvent été admis qu'il avait encaissé une décélération de 214 G au moment de l'impact. Il est à ce jour le pilote qui a résisté à la force centrifuge la plus élevée jamais enregistrée. Cela lui a valu d'entrer au Guinness des records. À titre de comparaison, l'accident d'Ayrton Senna à Imola en 1994 était équivalent à une chute libre de 30 mètres (86 G). Certains spécialistes ont estimé que le corps du Suédois ne pouvait pas avoir encaissé autant de G. Quant à Scheckter, il est sorti indemne

de l'accrochage. Sa monoplace a glissé le long du muret puis s'est immobilisée. Le pilote a pu quitter le cockpit sans aide extérieure. La course sera finalement remportée par Gil de Ferran devant Scott Dixon et Dan Wheldon. Ce dernier devait décéder huit ans plus tard dans un effroyable carambolage impliquant quinze voitures sur l'ovale de Las Vegas.

Il est à ce jour le pilote qui a résisté à la force centrifuge la plus élevée jamais enregistrée

Sorti miraculeusement vivant de ce qui reste de la voiture, Bräck est cassé de partout. Il est transporté à l'hôpital de Dallas dans un état grave. La cellule monocoque en carbone a parfaitement résisté car le diagnostic aurait pu être pire. Il souffre de fractures au sternum, au fémur, à la cuisse droite, au bas du dos et aux chevilles. Il n'y a pas de temps à perdre. Dans la soirée de dimanche, Brian Eastridge, chirurgien traumatologue, et Charles Reinhart, chirurgien orthopédiste, effectuent une opération à la cuisse et aux chevilles. L'intervention du dos suit quelques jours plus tard. D'autres se succèdent quelques semaines après. Au terme d'une longue période de convalescence, le pilote suédois recouvre toutes ses capacités. Dix-huit mois après son crash, il renoue avec la compétition à l'occasion des 500 Miles d'Indianapolis. Il n'a pas perdu la main, signant le tour de qualification le plus rapide du mois de mai. Devenu père d'un garçon, il a dû penser qu'il était temps de profiter de la vie. Aussi a-t-il remis sa combinaison et son casque. Mais sans quitter complètement le monde de la compétition, en créant une structure chargée de promouvoir et coacher de jeunes pilotes suédois. Ce programme a soutenu Marcus Ericsson, devenu pilote Fl et vainqueur des 500 Miles d'Indianapolis 2022, mais aussi le champion du monde de rallycross Timmy Hansen. Enfin, ce guitariste aguerri a également été, de 2015 à 2023, pilote d'essai et de développement de McLaren. On le voit encore régulièrement participer à des épreuves de voitures anciennes au volant d'une Ford GT40. ■

Retrouvez demain : Romain Grosjean, le phénix de Bahrain

BIO EXPRESS

21 mars 1966
Naissance à Arvika, Suède.

1998
Champion du championnat Indy Racing League.

1999
Victoire aux 500 Miles d'Indianapolis.

12 octobre 2003
Accident sur le Texas Motor Speedway.

2009
Champion du X Games Rally.

Le mot à trouver est : REFLEX.



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



« Pachinko », la poignante épopée de Sunja

Constance Jamet

Cette série sur une famille sud-coréenne exilée au Japon poursuit, avec sa saison 2, sa formidable traversée du XX^e siècle.

Deux ans après avoir ébloui par sa délicatesse et son souffle, l'adaptation de *Pachinko*, roman-fleuve de Min Jin Lee sur les tribulations d'une famille coréenne dans le Japon du XX^e siècle, reprend sur Apple TV+. « Avec un cadre historique plus ample et présent, davantage de personnages mais toujours avec cette exigence intimiste : le poids de cette seconde saison doit rester les battements de cœur de Sunja, notre héroïne et mère courage qui met tout en œuvre pour que ses enfants aient une meilleure vie qu'elle sans avoir à tirer le diable par la queue », analyse la scénariste américaine Soo Hugh. Elle braque les projecteurs sur le destin méconnu des Zainichi, ces Coréens venus s'installer dans l'archipel du Soleil-Levant durant l'occupation de la Corée par les forces nippones.

Deux chronologies s'entremêlent : les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale au Japon à l'arrière des lignes de combat (un point de vue rare dans nos fictions occidentales) et le Tokyo de 1989 alors que la crise financière se profile.

Traumas familiaux

Au printemps 1945, Sunja (Kim Min-ha) et ses fils subissent dans leur taudis d'Osaka le froid, la faim, les bombardements américains. L'intensification des raids force Sunja à accepter l'aide de son éphémère amant de jeunesse, le riche négociant, lié aux yakuzas, Koh-Hansu. Celui-ci exfiltre la petite famille à la campagne dans une rizière. Koh-Hansu peut enfin côtoyer le fils né de sa brève liaison avec Sunja, Noa. Mais, après quatorze ans d'absence, ses retrouvailles avec son ex-dulcinée sont glaciales. Les compromis et la survie sont aussi au cœur des



Kim Min-ha campe Sunja, une mère courage. APPLE TV+

préoccupations de Salomon. Le petit-fils de Sunja, trader éduqué aux États-Unis, peine à faire carrière. Les préjugés et les moqueries sur ses origines l'entravent. Sunja, désormais âgée et jouée par l'actrice oscarisée de *Minari*, Youn Yuh-jung, s'agace des fragilités du jeune homme. Elle qui a traversé la guerre !

Avec ce regard croisé, *Pachinko* poursuit son exploration des traumas familiaux, des non-dits et de la quête d'identité. S'y ajoute la mémoire réprimée de 1939-1945, qui remonte à la surface : celle des survivants irradiés de Hiroshima et Nagasaki, celle des tortures, celle des Zainichi discriminés. Dans ce récit de reconstruction, survient aussi la partition de la Corée, qui rend un retour au pays impossible et certains adieux définitifs.

Dans ces tourments affleure une pointe d'humour. Le fils cadet de Sunja, Mozasu, est un chenapan, peu porté sur les études,

contrairement à son grand frère. Son innocence est un baume, comme ces idylles détonantes. « *L'amour est un élément clé et spirituel de la résilience. L'être humain est programmé pour s'échapper. Aucun de nos protagonistes n'y échappe, surtout en cette saison de collision entre le passé et le présent. Ce n'est pas pour rien que la chanson de notre générique est l'd Wait A Million Years des Grass Roots* », souligne Soo Hugh. Le créateur de cette série cultive toutefois une part d'ambivalence sur la relation entre Sunja et Koh-Hansu. « *S'agit-il d'un grand amour rédempteur qui transcende tout ou de quelque chose de primal et d'impulsif ? Je ne suis pas sûre qu'ils portent le même tendre regard sur leurs affinités électives.* » ■

« Pachinko » Sur Apple TV+ Notre avis : ●●●○

TF1

21.10
L'humour à la plage
Divertissement

Prés. : Kev Adams. 2h05. Inédit. Kev Adams a réuni des humoristes dans le cadre de Saint-Juan-les-Pins pour un gala avec, au programme, des duos étonnants, des sketches, de la musique, de la danse et d'autres surprises encore.

23.15 Maxime Gasteuil : Retour aux sources, nouveau spectacle.

CANAL+

21.07
Le Dernier Jaguar
Film. Aventures

Fra/Can/Ita. 2024. Réal. : Gilles de Maistre. 1h38. Avec Lumi Pollack. Huit ans après son départ, une adolescente retourne dans la forêt amazonienne pour porter secours à un jaguar qui fut jadis son meilleur ami.

22.45 Jeff Panadoc : À la poursuite de Jean-Marc. Film. Comédie.

C8

19.46 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Victor
Film. Drame. EU. 2015. Réal. : Brandon Dickinson. 1h39. Avec Patrick Davis. Inédit. Un adolescent venu de Puerto Rico, arrivé à New York en 1962 et tombé sous la coupe des gangs et dans la dépendance à la drogue trouve la force de se relever.

22.49 Enquête sous haute tension.

france.5

20.06 Sardine Run, le plus grand festin de l'océan. Documentaire.

21.00 Monsieur Klein
Film. Drame. Fra/Ita. 1976. Réal. : Joseph Losey. 1h59. Avec Alain Delon, Jeanne Moreau. À Paris, en 1942. Confronté avec un homonyme juif, un traquant cynique se retrouve pris dans un terrible engrenage.

22.59 C dans l'air. Magazine.

france.2

21.10
Capitaine Marleau
Série. Policière

Fra. 2019. Saison 3. Avec Corinne Masiero, Jeanne Balibar, Benjamin Biolay. Une voix dans la nuit. Une auditrice est abattue alors qu'elle se confie en direct à la radio. Marleau, chargée de l'enquête, comprend que l'animatrice de l'émission ne dit pas tout.

22.47 Capitaine Marleau. Série. Policière. L'arbre aux esclaves.

arte

20.55
Code 7500 : Un avion en détresse

Film. Thriller
Aus/EU/Fra/Al/Aut. 2019. Réal. : Patrick Volitrah. 1h25. Avec Joseph Gordon-Levitt. Lors d'une prise d'otages dans un Airbus, un pilote est confronté à un cruel dilemme.

22.20 Meurtres à Sandhamn : Enquête 8. Série. Policière.

W9

19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Enquête d'action
Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h50. Gendarmes des autoroutes : tolérance zéro contre les chauffards ! Sur l'A7 et l'autoroute du Soleil, des centaines de milliers de véhicules s'y croisent et les forces de l'ordre surveillent de nombreux points.

23.00 Enquête d'action. Magazine.

RMC
DÉCOUVERTE

19.20 Chercheurs d'opale. Doc. 2 ép.

21.10 Nazca : le mystère des lignes du désert
Documentaire. Fra. 2022. Réal. : Hélène Maucourant. 1h15. Au Pérou, dans la vallée de Nazca, on peut voir depuis le ciel de gigantesques figures représentant des animaux stylisés.

22.25 Les plus grands mystères de l'Histoire. Documentaire.

france.3

21.12
La carte aux trésors
Jeu

Prés. : Cyril Féraud. 2h14. Le Périgord noir : Dordogne. Inédit. La zone de jeu s'étend entre les vallées de la Dordogne et de la Vézère, depuis Lascaux au nord, jusqu'à Biron au sud, en passant par Limeuil, Sarlat et La Roque-Gageac.

23.26 La carte aux trésors. Jeu. Prés. : Cyril Féraud. L'Alsace.

6

21.10
C'est quoi ce papy ?
Film. Comédie

Fra. 2021. Réal. : Gabriel Julien-Laferrrière. 1h55. Avec Chantal Ladesou. Inédit. Une mamie fait une chute et devient amnésique. Ses petits-enfants ont l'idée d'organiser les retrouvailles avec son amour de jeunesse.

23.05 C'est quoi cette mamie ? Film. Comédie. Avec Chantal Ladesou.

TMC

19.35 Burger Quiz. Jeu.

20.45 Les visiteurs en Amérique
Film. Comédie. Fra/EU. 2001. Réal. : Jean-Marie Poiré. 1h40. Avec Jean Reno. Le duc Thibault de Maffette et son écuyer sont propulsés au XXI^e siècle, aux États-Unis.

22.25 Les visiteurs : La Révolution. Film. Comédie. Avec Christian Clavier.

HISTOIRE

19.55 Fiasco. Documentaire.

20.50 Mille et une Égyptes
Documentaire. Ita. 2018. Réal. : Sandra Canning. 1h15. 3 épisodes. L'Égypte ancienne était basée sur la structure familiale dans chaque strate de sa société, comme le montrent les très stables dynasties royales.

22.05 Mille et une Égyptes. Documentaire. Les pyramides.

À LA DEMANDE

SERIES

Fenris

Quand elle apprend que son père a perdu la raison, Emma, une jeune biologiste spécialiste des loups, revient dans son village natal près de la frontière suédoise en compagnie de son fils Léo. Sur place, elle apprend qu'un jeune garçon a disparu dans la forêt. Comme l'enfant s'intéressait aux loups, les plus folles rumeurs commencent à circuler. Mais Emma ne croit pas un instant à la thèse de l'attaque de loups. Peu à peu, elle se met à soupçonner une vaste conspiration. Pourtant, un indice vient bientôt la faire douter, et craindre pour la sécurité de son propre fils. De superbes paysages scandinaves servent d'écrit à cette enquête policière paranormale, qui joue délicieusement avec les nerfs du spectateur.

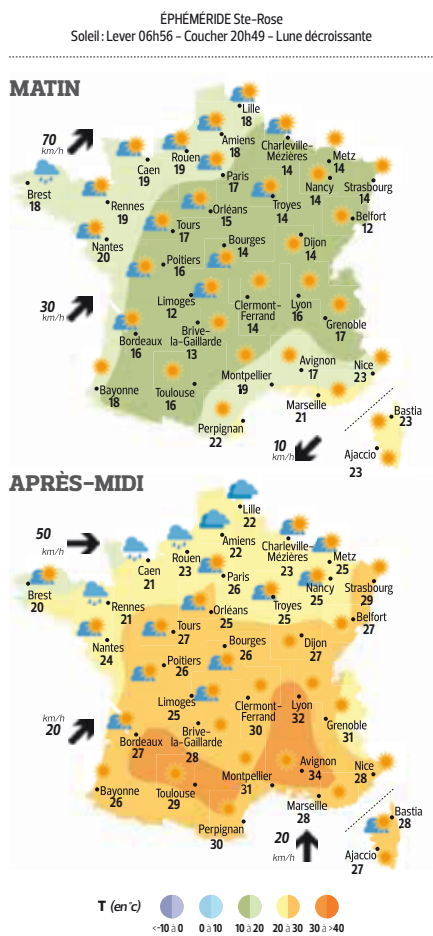
LE FIGARO TV

Disponible sur

| | |
|---------|---------------|
| TNT IDF | CANAL+ |
| 34 | 126 / 136* |
| TF1+ | |
| 468 | 345 |
| 203 | 305 |

Aussi sur LeFigaro.fr et l'App TV

*si non-réception satellite (ii) également accessible sur myCANAL



LE TEMPS AILLEURS...

| | | |
|------------------|-----------------|----------------|
| ALGER 22/30 | AMSTERDAM 18/22 | ATHÈNES 25/36 |
| BARCELONE 24/29 | BELGRADE 20/33 | BERLIN 17/30 |
| BERNE 13/27 | BRUXELLES 18/22 | BUDAPEST 16/32 |
| COPENHAGUE 18/20 | DUBLIN 11/18 | LISBONNE 20/28 |
| LONDRES 17/22 | MADRID 21/36 | PRAGUE 14/30 |
| RABAT 18/24 | ROME 23/34 | TUNIS 21/31 |

SAMEDI 18/24

DIMANCHE 13/20

LUNDI 12/21

la chaîne météo lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201

LIVE 24/24

Sur L'APPLI GRATUITE

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisables à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Vous pouvez à tout moment vous désabonner en envoyant un courrier aux limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé Grégoir, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de possibles offres ciblées, cochez cette case ☐ Vous pouvez à tout moment saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro>

Les droits des États, enjeu d'une bataille sans fin contre Washington



Adrien Jaulmes Envoyé spécial à Eagle Pass

Le Texas est en première ligne dans cet affrontement qui voit s'opposer les prérogatives des autorités locales à celles du gouvernement fédéral. Et qui porte les germes d'une sécession.

De hautes grilles d'acier barrent l'accès au parc Shelby. À l'autre extrémité de la pelouse jaunée sous la chaleur de l'été texan, une rangée de conteneurs forme un deuxième rempart le long du Rio Grande, le fleuve frontière avec le Mexique. Cette muraille multicolore est renforcée sur la rive par des rouleaux de barbelés à lames de rasoir appelés « concertinas ». Le parc et sa rampe à bateaux sont à présent fermés au public, à l'exception des joueurs de golf qui poursuivent leurs balles en voiturette au beau milieu de ces fortifications.

Ce dispositif a été mis en place par la Garde nationale du Texas en janvier dernier pour empêcher les migrants clandestins d'entrer sur le territoire américain. Il a aussi pour effet d'empêcher la police des frontières d'accéder à la frontière qu'elle est censée contrôler.

Le parc Shelby est devenu l'épicentre d'une mini-crise constitutionnelle, opposant le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, au gouvernement fédéral. Ou, plus précisément, à l'Administration démocrate de Joe Biden.

L'immigration clandestine a fait resurgir un sujet de tension historique entre le Texas et les autorités fédérales. Au cours de l'hiver dernier, Eagle Pass a vu une vague sans précédent de migrants illégaux traverser le Rio Grande. Au cours de la semaine qui a précédé Noël 2023, plus de 22 000 clandestins ont franchi le fleuve pour demander asile, procédure utilisée par les migrants pour entrer et rester sur le territoire américain. La petite ville

de 26 000 habitants se voit presque submergée par ce flux humain.

Le 10 janvier, Gregg Abbott, le gouverneur du Texas, ordonnait à la Garde nationale de dérouler une triple rangée de « concertinas » sur la rive du parc Shelby. Deux jours plus tard, les autorités mexicaines alertaient leurs homologues américains : une femme et ses deux enfants étaient coincés dans l'eau contre les barbelés. La police des frontières a tenté de les secourir, mais s'est vu interdire l'accès au parc par la Garde nationale du Texas. Les corps de la mère et de ses enfants ont été repêchés le lendemain.

La police des frontières accuse Abbott. « Les politiques du gouverneur du Texas sont cruelles, dangereuses et inhumaines, et le mépris flagrant du Texas pour l'autorité fédérale en matière d'immigration pose de graves risques. »

Le Texas accuse en retour l'agence fédérale de faciliter le passage des migrants. « L'Administration Biden a coupé à plusieurs reprises les barbelés installés par le Texas pour empêcher les passages illégaux, ouvrant ainsi les vannes aux immigrants clandestins », dénoncent les autorités texanes.

L'affaire devient nationale. Le Texas porte plainte contre l'État fédéral, responsable, selon la Constitution américaine, de la politique étrangère et du contrôle des frontières extérieures de l'Union. Abbott accuse le président américain de ne pas faire respecter les lois.

Un tribunal donne raison au Texas, mais ne s'es-

time pas habilité à juger l'État fédéral. La cour d'appel fédérale pour le 5^e circuit, à La Nouvelle-Orléans, penchant souvent en faveur des États contre le gouvernement, rend aussi un jugement favorable. La Cour suprême des États-Unis se saisit alors de cette question qui touche au cœur du principe fédéral. Sans se prononcer sur le fond, elle se contente d'affirmer que les agences fédérales ont bien le droit de couper les barbelés pour accéder à la frontière.

Et l'opération Lone Star continue de défier Washington. Greg Abbott avait mobilisé la Garde nationale du Texas et déployé cette force de réservistes le long de la frontière avec le Mexique dès mars 2021, accusant l'Administration démocrate de ne pas faire le nécessaire face à l'immigration clandestine. Lone Star

« Il n'est pas concevable de voir une nouvelle sécession, mais il est à craindre que certaines personnes en colère se sentent justifiées de recourir à la violence. Nous avons une longue tradition dans ce domaine au Texas, et beaucoup trop d'armes disponibles »

Jeremi Suri

Professeur à l'université du Texas

(« l'étoile solitaire », le surnom du drapeau du Texas) a reçu l'appui des autres gouverneurs républicains, dont presque tous ceux des États du Sud, qui ont apporté leur soutien public à Abbott. L'autre volet de l'opération consiste à envoyer par bus les migrants clandestins vers les grandes villes démocrates du Nord et de l'Est, afin de leur faire comprendre la situation des États frontaliers.

Eagle Pass est devenu un lieu de contentieux politique. Après Elon Musk, venu visiter la ville, coiffé d'un chapeau de cow-boy noir, Donald Trump s'y est rendu en février dernier. L'ancien président a été reçu par Abbott dans le parc Shelby, et il a été salué par la Garde nationale comme s'il était encore le chef de l'État.

« Tout le monde s'est mis à s'intéresser à Eagle Pass », raconte Gerardo Quiroz, le conservateur du musée historique de la ville. Installé dans l'ancienne caserne de Fort Duncan, il est voisin du parc Shelby. « Personne ne sait qui a donné le nom de ce général confédéré au parc », dit Quiroz. Surnommé « le général invain-

cu », Jo Shelby avait commandé une brigade de cavalerie à l'ouest du Mississippi. Il opérait contre l'Union dans l'Arkansas et le Missouri, et comptait parmi ses subordonnés les frères Jesse et Frank James.

Après la reddition de la Confédération à Appomattox, Shelby avait refusé la défaite. Plutôt que de se rendre, il avait traversé le Rio Grande à Eagle Pass avec ses cavaliers pour aller offrir ses services à l'empereur du Mexique Maximilien, placé sur le trône par Napoléon III. Selon une légende, reprise plus tard par les historiens de la Confédération, Shelby aurait enroulé le drapeau confédéré autour d'une pierre pour le faire disparaître dans le fleuve, afin d'éviter qu'il ne tombe entre les mains ennemies. La scène est représentée sur une grande toile placée dans l'entrée du musée. « Le tableau a été peint dans les années 1980, et il était accroché à la mairie jusqu'à ce que l'on décide il y a deux ans de le mettre au musée », dit Gerardo Quiroz.

Le défi lancé par le Texas à l'État fédéral avec les barbelés du parc Shelby n'est pas le premier. L'année précédente, une affaire similaire avait éclaté à propos des bouées, elles aussi barbelées, posées sur ordre d'Abbott au centre du Rio Grande pour barrer le passage aux clandestins. Depuis l'élection de Joe Biden, le procureur général du Texas, Ken Paxton, a multiplié les procédures pénales contre l'État fédéral. Paxton avait déjà déposé des plaintes contre trois États ayant certifié l'élection de Joe Biden, soutenant la thèse véhiculée par Trump d'une vaste fraude.

Le procureur se présente régulièrement comme un défenseur des droits des Texans face aux empiétements du pouvoir central, et invoque le 10^e amendement de la Constitution, qui stipule que les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis, ni interdits par elle aux États membres, relèvent de leur prérogative.

Depuis son adoption, en 1791, cet amendement est l'une des sources de tensions récurrentes de l'histoire américaine. La rivalité entre les tenants d'un État central fort, les fédéralistes, et ceux défendant les droits des États est la plus ancienne ligne de fracture de la république. L'amendement est invoqué à propos de la question de l'esclavage, servant au Sud à justifier son droit à maintenir un système servile, puis celui de faire sécession, qui avait été invoqué au nom du « droit des États ». Dans le Sud, on préfère toujours appeler la guerre de Sécession la « guerre entre les États ».

Ni la guerre qui s'est ensuivie ni la restauration de l'Union n'ont mis fin à cette tension.

Le Texas est sans doute parmi les États de l'Union celui qui cultive la plus cette revendication. Après avoir fait sécession

Un soldat de la Garde nationale du Texas patrouille sur les toits d'une barrière de conteneurs, le long du Rio Grande, dans le parc Shelby, à Eagle Pass, le 20 mars. Cette zone à la frontière du Mexique est devenue, avec l'afflux de migrants clandestins, l'épicentre d'une mini-crise constitutionnelle.

BRANDON BELLGETTY IMAGES VIA AFP

avec le Mexique pour conserver l'esclavage en 1836, le Texas était devenu une république indépendante avant de rejoindre les États-Unis en 1846. Puis avait de nouveau fait sécession d'avec l'Union, toujours pour préserver l'esclavage.

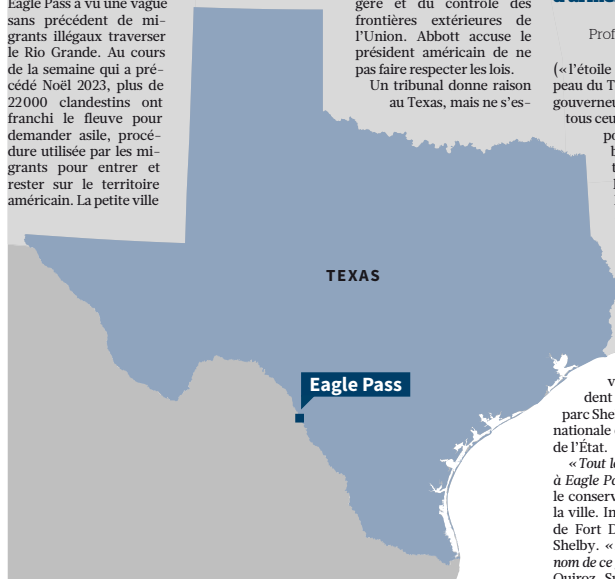
Cent cinquante ans plus tard, le Texas s'enorgueillit toujours de son histoire singulière, et cultive volontiers son identité propre. Le Lone Star flotte souvent à côté ou en dessous du drapeau fédéral. Parfois, il est le seul.

Le 10^e amendement est régulièrement invoqué pour s'opposer aux lois fédérales, qu'elles touchent à l'immigration, à la réglementation du travail, au contrôle des armes à feu, à la sécurité sociale ou à l'assurance-maladie : chacune est dénoncée comme une violation des « droits des États ».

« La revendication du droit des États vise surtout à permettre aux États du Sud comme le Texas de refuser des réglementations fédérales, sur l'environnement ou le droit du travail », analyse Jeremi Suri, professeur d'histoire et de science politique à l'université du Texas à Austin. « Elle est aussi à géométrie variable, car ses partisans sont sur certains sujets favorables à l'intervention de l'État fédéral, comme pour interdire l'avortement. Mais, surtout, nous ne sommes plus en 1861 : le Texas est étroitement dépendant de l'État fédéral dans de nombreux domaines et possède sur son sol le plus grand nombre de bases militaires. Abbott agit surtout pour des raisons politiques, mais il donne un exemple dangereux, puisque des gens peuvent le prendre au sérieux et se sentir encouragés à ne pas respecter les lois », estime Suri.

« Il n'est pas concevable de voir une nouvelle sécession, mais il est à craindre que certaines personnes en colère se sentent justifiées de recourir à la violence, ajoute le professeur. Nous avons une longue tradition dans ce domaine au Texas, et beaucoup trop d'armes disponibles. Si je ne pense pas que l'on assiste à une nouvelle guerre civile, une recrudescence de la violence au sein de notre société est, hélas, assez envisageable. »

Retrouvez demain :
Cette autre Amérique dans laquelle le passé n'est pas passé



« Faire un jardin, c'est faire œuvre de civilisation »

L'ÉTÉ DU FIGARO

La vie sans écrans 5/6

FRANÇOIS CASSINGENA-TRÉVEDY

Comment échapper à l'appel des smartphones? Qu'il s'agisse de tenter une déconnexion estivale, de repenser notre rapport aux écrans ou de fuir le tumulte du monde, plusieurs personnalités nous invitent cette semaine à renouer avec les joies que procurent le silence, la nature, la philosophie, la littérature, l'art et la conversation. Le frère François Cassingena-Trévedy* vit dans le Cantal, où il partage ses journées entre la traite des vaches et la traduction de Virgile. Dans un livre à paraître, il dit avec poésie son amour pour la vie des champs.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Martin Bernier

LE FIGARO. - Après avoir longtemps vécu dans les abbayes bénédictines, vous êtes parti marcher en Auvergne, un voyage que vous racontez dans votre *Cantique de l'infinistère*, puis vous vous êtes installé seul dans le Cantal. Avez-vous conçu ce départ comme une fuite? FRANÇOIS CASSINGENA-TRÉVEDY. - Je ne récus pas le mot de fuite. La fuite, du reste, peut être noble. La *fuga mundi* fait partie du langage monastique depuis toujours, tout comme l'anachorèse, la fuite au désert. Comme le dit le Christ à ses disciples, vous êtes « dans le monde » sans être « du monde ». D'ailleurs, dans le Cantal, on est dans un autre monde, un autre monde : un monde rural profond qui ressemble à une île ou à un château fort. J'ai fait mon anachorèse dans la solitude cantalienne, mais sans « rompre en visière à tout le genre humain » (Molière, *Le Misanthrope*)! Canoniquement, je suis toujours rattaché à ma communauté monastique de Ligugé. Je pratique toutefois un monachisme singulier, qui prend la forme d'une simple présence dans la montagne et parmi ses habitants. Présence : ce mot chaleureux en dit assez pour moi, et pour l'avenir de l'Eglise.

Je connais l'Auvergne depuis plus de cinquante ans, car je passais mes vacances au Mont-Dore quand j'étais enfant. J'ai tout de suite épiqué sa mystique par la beauté du paysage : le massif des monts Dore, la majesté du Sancy et la paysannerie environnante. À l'époque, celle-ci, très profonde, fascinait l'enfant que j'étais. Aujourd'hui encore, je me sens beaucoup d'affinités avec ce monde rural, pas arriéré du tout, mais simple, solide, laborieux. Je connais tous les paysans autour de chez moi dans un vaste rayon, je vais traire les vaches quasiment tous les jours, je rends service dans les fermes et y partage divers travaux : réparation des clôtures, nettoyage des tracteurs, raclage de la bouse, distribution du foin. Je vis avec la nature qui « est là, qui t'invite et qui t'aime », comme dit l'un de nos poètes. Mais attention, rien là qui ressemble à une idéologie rêvée ni à un truc baba cool!

Quand vous n'êtes pas en train de traire les vaches, vous traduisez Virgile. Le rapport à la nature et à l'agriculture est-il quelque chose de propre aux Anciens que nous aurions renié?

Evidemment. Le premier texte de prose littéraire latine que l'on possède, c'est le traité de Caton sur l'agriculture, écrit au II^e siècle av. J.-C. La civilisation romaine a accordé une place centrale à la ville, *urbis*, mais il y a toujours eu à Rome ce souvenir des origines agricoles, des vieux Romains qui tiraient la charrue avant qu'on aille les chercher pour en faire des consuls. Les Romains sont des réalistes : ils ont le sens pratique et l'amour de la terre, et nombre d'auteurs latins ont traité de l'agriculture - Caton,

Varron, Columelle, Virgile, Plinius l'Ancien, Palladius. Je suis en train de traduire *Les Géorgiques*, et, pour moi, Virgile est un père spirituel : je pense que *Les Géorgiques* ont joué un rôle moteur dans mon anachorèse. J'ai découvert Virgile à 13 ans, en même temps que la vie paysanne auvergnate. Il y avait des bergers, des vachers, la neige, les saisons, la chasse ; ce texte m'a parlé et suscité toujours en moi une immense émotion.

Comment conjuguez-vous vos activités manuelles et intellectuelles?

Ces activités se nourrissent-elles mutuellement? Mon expérience concrète de la vie paysanne s'accompagne de souvenirs littéraires, mais elle n'a rien de dilatoire. Je vis avec mes références culturelles instinctives, parfois même inconscientes, et puis quand je lis des textes, j'observe, j'entends une espèce de stéréophonie entre expérience et culture. Notre rapport à la nature n'est-il pas toujours médiatisé par nos lectures? Il existe aussi, bien sûr, une culture proprement

paysanne, faite de sagesse, de savoir-faire, de courage, de patience. Et puis nous avons une culture régionale! L'Auvergne a donné de grands écrivains comme Pascal, Teilhard de Chardin, Alexandre Vialatte et Henri Pourrat.

Vous qui allez volontiers aider vos voisins dans leurs fermes, diriez-vous que le travail des champs rend les travaux collectifs et l'entraide indispensables? Que la terre, quelque part, unit les hommes?

Là où je suis, les exploitations sont de taille raisonnable et d'esprit traditionnel ; il ne s'agit pas d'une agro-industrie gigantesque. Les fermes élèvent entre 70 et 200 vaches allaitantes et laitières. Le climat est rude ; cette année, la fenaison a été difficile car il pleuvait tous les trois jours. Il y a bien sûr du matériel, nous n'en sommes plus à la faucille ou à la faux. Les machines sont souvent possédées en commun par les paysans, avec le système de la Cuma (*coopérative d'utilisation des matériels agricoles*, NDLR). C'est une vie difficile, et je suis bel et bien témoin de toutes les contraintes qui pèsent sur ce monde : contrôles, paperasseries, tracasseries diverses. Mais ce qui m'intéresse, décidément, c'est l'humanité vivante. Dans le Cantal, j'exerce un ministère presbytéral très riche, avec une « option préférentielle » affichée pour les paysans. Et ils me le rendent bien puisque beaucoup me demandent de célébrer des baptêmes, des mariages, des enterrements, et surtout parce qu'ils m'aiment profondément comme un ami et comme l'un des leurs. Et Dieu sait que je les aime! Ici, les églises se remplissent pour les enterrements. On pourrait le regretter, mais je trouve que c'est intéressant et providentiel : cela veut dire que les anciens nous rassemblent. Et à l'occasion des enterrements, la parole ajustée que l'on prononce touche les cœurs. Il y a quelque temps, j'ai célébré les obsèques d'un paysan qui avait 90 ans, quatre cents personnes sont venues y assister... Sans compter qu'avant de préparer une cérémonie, ou après, je vais traire les vaches, donc les gens ont l'habitude de me voir en combinaison. Ma combinaison agricole est mon habit religieux.

À vous lire, on a le sentiment qu'on n'est jamais aussi humain qu'au milieu des bêtes...

Oui, et comment! Je vis au rythme des bêtes. Je connais toutes les vaches autour de moi par le dessous, par leurs pis, par leurs humeurs, leurs couleurs, leur race. Chez moi, il y a de magnifiques vaches salers, ces vaches rouges qui sont les reines du Cantal, mais aussi des montbéliardes, des prim'holstein, des brunes des Alpes, des ferraillades. Et puis il y a des moutons, des chiens de ferme, des chats, des oiseaux. Je vis dans un univers animal, et je crois que cela modifie profondément le tempérament humain ; ça l'attendrit, ça l'épaissit, ça le rend plus enfantin et plus rond. Dans l'Evangile de saint Marc, il est écrit qu'au moment de la tentation le Christ était « avec les anges et les bêtes » : j'aime bien cette expression. Je ne vois pas les anges, mais il y a des choses angéliques qui se passent dans les journées, des instants de grâce, de lumière et de joie pour toujours.

Vous parlez aussi de votre amour de la terre nue, vierge de toute culture. En quoi vous émeut-elle?

La terre nue est une terre bien travaillée, dont on a arraché toutes les mauvaises herbes avant d'y faire des plantations ; une terre qui attend, qui va se revêtir plus tard de couleurs. Les fleurs et les légumes vont pouvoir s'y développer sans être étouffés. Je ne laisse pas croître chez moi les mauvaises herbes. Le travail de la terre, c'est comme le travail du style, et sans doute comme celui de la vie même. Faire un jardin floral et potager, c'est faire œuvre de civilisation. L'on met de l'ordre pour que la beauté s'épanouisse. Au fil des mois, je vois se succéder primevères, tulipes, jacinthes, iris, lupins, glaieuls, roses trémières. Je m'émerveille et veille sur tout cela.

En observant la campagne qui vous entoure, vous voyez aussi les limites de la terre qu'un seul homme peut travailler en une journée... La nature nous rappelle-t-elle aussi cette notion de limite? Le paysage qui m'environne est pour l'essentiel un paysage d'estives d'une immensité époustouflante. Quand vient l'été, on voit les prés de fauche, les balles rondes, les bottes carrées ; un peu de culture fourragère aussi, du métell, du maïs. Face à « ces pâtis semés d'animaux » (Rimbaud), l'on mesure l'importance du travail des paysans. Non loin de chez moi, une montagne s'appelle « le mont Journal », dénomination qui vient de la superficie qu'un paysan pouvait faucher jadis en une journée. Les espaces énormes du Cézaillier, respiration

du cœur autant que du regard, renvoient l'homme à sa finitude et l'ouvrent silencieusement à l'infini.

Comment caractériseriez-vous votre rapport au temps à la campagne?

À vrai dire, je dispose d'un temps somptueux. Par bonheur (car c'est un luxe bien plus qu'une ascèse), je n'ai ni voiture ni télé. Je travaille beaucoup de mes mains et de mes pieds pour les nécessités quotidiennes. Et puis, surtout, dans la maison, j'entends le temps. L'horloge, âme de celle-ci, induit un rapport à la fois rigoureux et chaleureux au temps : son pouls est régulier et son cœur de cuivre est un soleil. Ce temps-là, quel temps royal! Et puis il y a les saisons : l'éveil laborieux du printemps, les lents crépuscules d'été, l'approche de l'hiver. Les fleurs, les arbres, les hommes, les jours, les tâches font ensemble une vaste horloge : l'on ne saurait vivre heureux sans rites ni sans rythmes.

« Je vis dans un univers animal, et je crois que cela modifie profondément le tempérament humain ; ça l'attendrit, ça l'épaissit, ça le rend plus enfantin et plus rond »

À vous écouter, on a l'impression que le secret d'une vie réussie, c'est à la fois l'amour des petites choses et d'une grande chose : l'attachement aux tâches simples et l'aspiration à quelque chose qui nous dépasse... Comment tout cela s'articule-t-il? Les petites choses sont comme les barreaux d'une échelle ; elles nous aident à monter vers le Royaume. Ce sont d'humbles méditations. Le mystère de Dieu, indicible et transcendant, filtre à travers ces choses ordinaires, à travers les fleurs du jardin, à travers la neige qui tombe, les courgettes qui grossissent, la traite des bêtes, et bien sûr à travers les rencontres et les relations humaines qui sont la médiation par excellence. Notre vie devrait avoir trois qualités, être à la fois simple, belle et féconde. Une vie empreinte de frugalité, emplie de beauté sous toutes ses formes - celle qui vient de la nature, de la culture, des amitiés, des affections - et puis féconde : même si on est moine ou prêtre, même si l'on n'est pas marié, la vie a vocation à la fécondité.

Tout cela n'a rien à voir avec des idées d'idéologie. Je ne cherche ni à en recevoir ni à en fabriquer. Je n'ai que l'expérience, le contact, le toucher, la vie avec sa fragilité, ses ombres et ses lumières. J'épouse étroitement le tempérament rural qui ne secrète aucune idéologie mais vit au jour le jour, dans une mystique obscure et atavique du travail. Comme les bêtes travaillent, comme la terre travaille, l'homme travaille, il « fait son train », comme on dit dans le Cantal. J'aime beaucoup cette expression. Chacun fait son train comme il peut, avec ce qu'il est, avec ce qu'il a, avec ce qu'il aime, avec ce qu'il souffre tout bas, avec ce qu'il espère, et c'est cela, la vie.

Oh! Je ne suis pas idéaliste. Il ne faut pas se voiler les yeux sur les problèmes que traversent aujourd'hui nos campagnes : la désertification, le vieillissement de la population, les déserts médicaux. Un simple exemple : dans la localité de Condat, il y avait jadis trois mille habitants ; aujourd'hui, il n'y en a plus que mille. Les anciens évoquent comment ça se passait avant : dans mon village, il y avait trois cafés, deux commerces. Aujourd'hui il n'y a plus qu'un petit café qui ouvre le samedi soir à cinq heures et demie. La désertification des campagnes, c'est un drame qui nous interroge. Et par quoi a-t-on remplacé l'ancien monde? Par de l'hypercommunication qui isole et rend les gens fous. C'est la marche inexorable d'une civilisation artificielle qui fait peur et qui tue.

C'est pourquoi, comme j'écris Montherlant dans *Le Maître de Santiago*, j'ai ressenti cette « soif d'un immense retrempe ». Je vis en somme dans une désolation bienheureuse. Quand je me trouve sur le vaste plateau du Cézaillier, seul au milieu des bêtes, en n'entendant rien que les alouettes et les grillons, je me dis que c'est le paradis. Cet enracinement dans l'espace, dans le temps et dans l'humanité simple et vraie donne une telle assise! Je crois que si chacun de nous pouvait rayonner autour de lui la gentillesse, l'accueil et la simplicité, fût-ce dans un tout petit monde, la face du grand monde serait changée. ■

* Normalien, docteur en théologie et moine, François Cassingena-Trévedy a notamment écrit « Propos d'altitude » (2022) et « Sermons aux oiseaux » (2023). Il publie à la rentrée « Paysan de Dieu » (Albin Michel, 4 septembre 2024).



COLLECTION PERSONNELLE

Les fleurs, les arbres, les hommes, les jours, les tâches font ensemble une vaste horloge : l'on ne saurait vivre heureux sans rites ni sans rythmes

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, FI),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Threard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour l'an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestre : 415 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM partou de l'Écosse européen
sous le numéro PU 011/001. Eurofinition : P101 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
16 pages
Édition 2 Economie
6 pages
Sur certains éditions
Supplément 3
Magazine 100 pages
Club TV 60 pages
Supplément 5 Madame
16 pages

Le 8 juillet dernier, J.K. Rowling a hoqueté en buvant son thé vert. La nomination dans le nouveau gouvernement britannique de la travailliste Anneliese Dodds, ancienne secrétaire d'État fantôme, c'est-à-dire de l'opposition, pour les Femmes et les Égalités, l'a exaspérée. « Elle ne sait pas définir une femme ! », a grincé l'écrivain sur Twitter en exhumant une interview de la BBC de mars 2022. Dans laquelle Anneliese Dodds se voit demander par la journaliste « Qu'est une femme pour le Labour ? » et répond d'une façon embrouillée : « Alors... vous avez la définition biologique, la définition juridique, tout ce genre de choses », ajoutant même : « Ça dépend du contexte. » Cette position fuyante, épinglée par l'auteur de *Harry Potter*, traduit celle d'une partie de la gauche britannique, gênée, et pas qu'aux entournures, par la question de la transidentité.

En avril 2023, Keir Starmer - l'actuel premier ministre - a ainsi déclaré que « 99,9 % des femmes n'ont pas de pénis ». Les autres ? Des femmes trans, nées dans un corps d'homme. Trois mois plus tard, Starmer décrit les femmes comme « des femmes adultes ». Exit les femmes trans. Le 21 juin dernier, J.K. Rowling a déploré dans le *New York Times* que le Labour - auquel elle a donné 1 million de livres en 2008 - ait « abandonné les femmes ». Craignant de perdre le soutien de l'écrivain, le parti lui a alors proposé une rencontre. Celle-ci n'a pas eu lieu, la rupture semble actée. J.K. Rowling, figure féministe reconnue, est méfiante, attentive à ce que le mot « femme » continue de désigner « une classe biologique observable avec des traits sexospécifiques ».

Pour elle, distinguer un groupe « femmes », formé d'individus dont le corps plus ou moins similaire les fait passer par les mêmes expériences plus ou moins agréables - règles, grossesse, ménopause, agressions -, est nécessaire. Afin, notamment, de façonner des politiques de protection comme l'interdiction de certains lieux aux hommes : vestiaires, toilettes... « Si le sexe n'est pas une réalité, il n'y a pas d'attraction pour les personnes du même sexe. Si le sexe n'est pas une réalité, la réalité vécue par les femmes dans le monde est effacée », écrit l'auteur sur Twitter. Dans le même temps, elle encourage les femmes à refuser cette seule identité. Un féminisme au croisement de Beauvoir et Colette.

Enfant, Joanne - elle ne prendra le second prénom Kathleen qu'en 1997, à la publication du premier *Harry Potter* - n'a pas été élevée comme une petite fille. Dans le documentaire *Une année avec J.K. Rowling*, (2007), on peut la voir aux côtés de sa sœur Dianne. « Toi, se souvient Joanne, tu avais toujours droit à des habits roses. Et moi à du bleu. » Leurs parents « voulaient un garçon », ils l'auraient appelée « Simon John ». Cette éducation, peu genrée dit-on de nos jours, lui donne une grande liberté. Dans laquelle s'enracine néanmoins un féminisme précoce, lié à la figure de son père.

Peter Rowling est l'un de ces pères dont les filles se défient. Autoritaire, distant, il empêche sa femme de « cuisiner certains plats », se souvient (cruellement) J.K. Rowling. Pendant « très longtemps », la jeune fille le craint mais cherche en parallèle - « ça va souvent de pair » - à obtenir son approbation. En 2003, alors qu'ils ne se parlent plus depuis des années - la mort d'Anne Rowling en 1990 a creusé la distance -, Peter Rowling vend son édition originale de *Harry Potter* et la coupe de feu chez Sotheby's pour 48 000 dollars. J.K. le lui a offert le jour de la Fête des pères. Avec un dessin tracé de sa main, et cette signature : « Beaucoup d'amour de la part de ton premier-né ».

Qui peut dire de quoi procède l'engagement féministe ? D'un être à l'autre, l'origine varie. Chez J.K. Rowling, il naît d'expériences désagréables. Un père tout-puissant, décevant. Une « grave agression sexuelle » subie durant sa vingtaine, a-t-elle raconté sur son blog en

Le féminisme de J.K. Rowling inspiré par Colette et Simone de Beauvoir

Alice Devey et Madeleine Meteyer

L'auteur de « Harry Potter » a deux Françaises comme auteurs de chevet. Elles inspirent sa vision de la femme d'aujourd'hui.



2020. Puis un mariage court et violent avec le journaliste portugais Jorge Arantes, qui l'aurait battue à plusieurs reprises - auprès du *DailyMail*, lui s'est borné à reconnaître, en 2020, « une grosse claque dans la rue ». Une vie incertaine de mère célibataire. Autant de faits qui lui ont enseigné les risques encourus par les femmes. La nécessité de se prémunir en se montrant coriace.

En 2022, J.K. Rowling a fondé sa propre organisation de soutien et d'accueil aux femmes victimes de violences sexuelles, Beira's Place. À ses détracteurs qui pointaient le fait qu'elle y refuse le personnel trans, elle a fait cette réponse : « En tant que survivante d'agression sexuelle, je sais à quel point il est important, dans ce moment où elles sont aussi vulnérables, que les victimes puissent avoir la possibilité de recevoir des soins faits sur mesure pour les femmes et dispensés par des femmes. » Pour elle, la définition est limpide : hors cas rares, une femme est cet être doté de deux chromosomes X.

Qu'est-ce qu'une femme ? Cette question qui a troublé la travailliste Anneliese Dodds troublait déjà Simone de Beauvoir, une des références de Rowling. En 1949, Beauvoir avait tenté d'en esquisser une définition dans *Le Deuxième Sexe*. En 1100 pages, la philosophe questionne ce

« En tant que survivante d'agression sexuelle, je sais à quel point il est important, dans ce moment où elles sont aussi vulnérables, que les victimes puissent avoir la possibilité de recevoir des soins faits sur mesure pour les femmes et dispensés par des femmes »

J.K. Rowling

que chaque science - biologie, histoire, sciences sociales, psychanalyse - a établi sur le sujet. Il en ressort une série de phrases à clés. « Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il y a dans l'espèce humaine des femelles. » Pourtant, « la féminité est aussi dite en péril ». Sur ce constat, Beauvoir établit que « tout être humain femelle n'est pas donc nécessairement une femme ». Alors, où réside la féminité ? Dans « les ovaires » ? Dans un « jupon à frou-frou » ?

À la lecture du *Deuxième Sexe*, on comprend que Beauvoir, peinant à for-

muler ce qu'est la femme, préfère dire ce qu'elle n'est pas. « Ni une matrice, ni un éternel féminin », explique l'agréée de lettres Eliane Lecarme-Tabone, qui a commenté *Le Deuxième Sexe*, chez Folio. Elle affirme que ce que l'on considère comme féminin n'est pas lié à une nature donnée et immuable, mais est l'effet d'une construction historique et sociale. » En d'autres termes, la femme possède une définition évolutive selon la société et l'histoire dans lesquelles elle s'inscrit. C'est le début du genre dont parle notre époque.

Pour autant, Beauvoir ne rejette pas la nature. Et c'est pour ça que Rowling peut puiser dans son œuvre, la citer. Elle aime cette phrase de la philosophe : « L'oppresser ne serait pas si fort s'il n'avait de complices parmi les opprimés. » Comme Rowling, Beauvoir reconnaît les différences biologiques entre les sexes, mais elle refuse « l'idée qu'elles constituent pour elle un destin figé ». En bref, on ne naît pas femme dans le sens « on n'est pas du genre féminin » dès le berceau, on peut choisir de l'adopter ou non. « On a là avec Le Deuxième Sexe une application existentialiste de la formule "l'existence précède l'essence". C'est une œuvre de lutte contre le naturalisme et le binarisme. Un livre d'émancipation », explique Marine Rouch, auteur d'une thèse sur Beauvoir.

« Beauvoir a écrit : "Je suis une femme, je voudrais être un homme, je voudrais être tout", rappelle l'académicienne Danièle Sallenave. C'est-à-dire avoir les libertés, les initiatives, les modes de vie de l'homme. » Et Rowling ? « J'ai trouvé mon propre sentiment d'altérité et mon ambivalence à l'égard du fait d'être une femme, reflétée dans le travail d'écrivaines et de musiciennes qui m'ont rassurée (...). C'est bien de ne pas se sentir rose, frou-frou et docile dans sa tête ; c'est normal de se sentir confus, sombre, à la fois sexuelle et non sexuelle. » Comme Beauvoir, qui, dans les années 1970, rejoint le Mouvement de libération des femmes (MLF), Rowling s'engage, fait des dons à des associations qui soutiennent les femmes, les familles monoparentales.

Quand on lui demande quelles sont ses influences féministes, outre le roman *Emma*, de Jane Austen, l'histoire d'une célibataire décidée à le rester, J.K. Rowling cite, on l'a dit, Beauvoir. Mais également l'écrivain Colette. L'auteur de *Chéri*, née en 1873, morte en 1954. Une singularité, une égoïste, aux dires mêmes de ses admirateurs, une nostalgique de la vie campagnarde, traditionnelle. Des suffragettes, Colette a dit qu'elles méritaient « le fouet et le harem ». Beauvoir, qui l'admira d'abord, la méprisait ensuite pour son « horreur des idées générales » de l'engagement.

Si Colette sert de référence féministe, c'est que son existence constitue, elle, « un précis d'émancipation », considère Emmanuelle Lambert, auteur d'une biographie de l'écrivain chez Gallimard. « Elle s'est émancipée par le travail, elle a divorcé, elle a choisi d'avoir un enfant à 40 ans. Dans son œuvre, elle a abordé des thèmes chers à la question féministe : la sexualité insatisfaisante dans le mariage, l'avortement, la maternité, la maîtrise du corps. » Portée sur la provocation, Colette dansait par ailleurs dévêtue et embrassait son amante sur scène.

Pour Rowling, elle est cette écrivain « sensuelle », devant laquelle elle s'« incline » (*Oprah Magazine*, 2002.) L'auteur qui, quand elle avait 11 ans, lui a appris qu'un corps s'oublie, qu'on peut être par instants un « hermaphrodite mental ». Une pure pensée.

Mais la Britannique connaît les limites d'une telle boussole. Colette n'est pas de celles qui guident. Plutôt de celles qui entretiennent la confusion - formidable pour la création, inconfortable à vivre. « Elle me dirait probablement où me perdre, parce qu'elle était ce genre de femme. » Or J.K., elle, a le désir d'une vie ordinaire. Votre image du bonheur ? lui demandait, en 2007, le journaliste James Runcie. « Une famille heureuse. » Devant ce mot, Colette frémissait.

Le féminisme de J.K. Rowling se caractérise à la fois par l'impossible oubli du corps féminin, générateur d'expériences communes et donc, espère-t-elle, de solidarité. Et par une exhortation à l'émancipation, laquelle permet de transgresser les normes : être dotée d'un utérus n'implique pas le port de chaussures Jimmy Choo, pas même de devenir mère. Un croisement entre le féminisme dit universaliste, « établissant qu'une femme est un homme comme un autre, mais pas tout à fait du point de vue du vécu », analyse l'essayiste Sami Bissani. Et le féminisme différencialiste « qui considère qu'il y a un vécu opprimé de la femme, historique, qui perdure et qu'il faut par la différence des sexes lutter pour atteindre une forme d'égalité ».

Contre un féminisme intersectionnel, selon lequel les combats des minorités sont tous intriqués et la lutte contre le patriarcat liée, dans le cas qui nous occupe, à celle pour les droits des personnes trans. Depuis qu'elle a pris la parole sur ce thème, J.K. Rowling ne parle plus que de ça. Faisant craindre à ses admirateurs une nouvelle carrière, loin de la littérature. ■

Retrouvez demain :
J.K. Rowling : y a-t-il une vie après « Harry Potter » ?

LE FIGARO

économie



SANTÉ
LES PÉNURIES
DE MÉDICAMENTS PERSISTENT
AU CŒUR DE L'ÉTÉ **PAGE 22**

TÉLÉVISION
PUBLIC SÉNAT
RECRUTE
CLAIRE CHAZAL **PAGE 24**



Le boom des voitures de luxe

Alors que le marché du premium est en panne dans le monde entier, les marques les plus chères ne connaissent pas la crise. **PAGES 20 ET 21**



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO, RAPISAN JOHN / VIEWFINDER, LIANGSONG/DAVID J. REE, CHEFFZ / CHÈRE, BRANDON WOYSHIS ET HANAFUJIAN - STOCK.ADOBE.COM

> FOCUS

L'EUROPE A SÉCURISÉ SES STOCKS DE GAZ POUR L'HIVER

L'Union européenne est déjà prête à affronter les frimas de l'hiver. Ses réserves de gaz naturel sont pleines à 90%, avec plus de deux mois d'avance sur l'échéance fixée au 1^{er} novembre. Globalement, l'Union européenne est en ligne avec l'année passée, lors de laquelle ses pays membres avaient atteint 90% de remplissage dès le 18 août. «Le stockage de gaz est clé dans la sécurité énergétique de l'Europe, il permet de couvrir jusqu'à un tiers de la demande de gaz en hiver», rappelle Bruxelles. Ces stocks sont en effet essentiels en cas de forte demande ou de rupture d'approvisionnement. Après l'invasion de l'Ukraine et la réduction drastique des approvisionnements russes, Bruxelles avait adopté, en juin 2022, un cadre législatif contraignant les pays de l'Union à atteindre collectivement un taux de remplissage de leurs stockages de gaz de 90% au 1^{er} novembre de chaque année. Depuis, la dépendance à la Russie s'est considérablement réduite grâce notamment au gaz naturel liquéfié (GNL) acheminé par bateau, principalement depuis les États-Unis, et à la montée en puissance de l'approvisionnement par gazoduc en provenance de la Norvège. Si les besoins en gaz de l'Europe sont sécurisés pour l'hiver, les prix restent en revanche instables et varient selon les aléas géopolitiques. Or, contrairement à l'électricité, le gaz ne bénéficie plus d'un tarif réglementé en France. La plupart des offres, y compris celles à destination des particuliers, sont donc très sensibles à l'évolution des cours sur le TTF néerlandais, la principale Bourse d'échange en Europe.

HERVÉ ROUSSEAU

Soutenue par les JO, l'activité repart à la hausse en France

Pour la première fois depuis avril, l'activité du secteur privé en France est repartie à la hausse. L'indice PMI Flash, publié jeudi par l'agence S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB), atteint 52,7 - soit son plus haut niveau en 17 mois -, contre 49,1 en juillet. Une bonne nouvelle sachant qu'un indice supérieur à 50 est synonyme d'expansion de l'activité, alors

qu'il indique une contraction quand il est inférieur à 49.

Les JO «sont très probablement à l'origine du fort redressement au mois d'août du secteur des services», analyse Norman Liebke, économiste à la HCOB. Car ce sont bien les services qui tirent l'activité à la hausse, passant de 50,1 en juillet à 55 en août, leur plus haut niveau depuis 27 mois. Les entre-

prises du privé évoquent un rebond de la demande, tandis que les nouvelles affaires ont connu leur plus forte expansion depuis 16 mois.

Mais, si le rebond global a de quoi réjouir, il pourrait n'être qu'éphémère et retomber une fois les JO terminés. Car, côté production manufacturière, l'indice s'est, à l'inverse, rétracté au mois d'août, passant de 44,9 à 42,1 en un mois.

Un résultat reflétant la forte baisse de la demande en biens manufacturés depuis mai 2020. Alors que l'emploi est reparti à la baisse dans le secteur privé, et malgré la croissance de 0,5% du PIB au troisième trimestre, «les perspectives s'annoncent bien sombres pour les entreprises françaises dans l'année à venir», conclut Norman Liebke.

LOUISE DARBON

L'HISTOIRE

L'Espagne bannit les contrats des démarcheurs souscrits au téléphone

«Allô, monsieur Pérez, c'est la compagnie d'électricité. Nous vous avons préparé une offre spéciale pour vous faire réaliser des économies très conséquentes. Je vais vous enregistrer, vous n'avez qu'à dire "oui" quand je vous demanderai si vous êtes d'accord.» Ce genre d'échanges devrait bientôt disparaître en Espagne.

Le gouvernement va interdire la signature de contrats d'électricité ou de gaz par téléphone. La pratique, très répandue des deux côtés des Pyrénées, est dénoncée de longue date par les associations de consommateurs. Elle permet que des clients mal informés, souvent âgés, signent oralement des contrats dont ils méconnaissent les clauses, changent de

fournisseur sans même s'en rendre compte et finissent par payer des factures gonflées de prestations inutiles. Théoriquement, ce type de démarchage était déjà interdit en Espagne. Depuis 2022, la loi établit le droit du consommateur à «ne pas recevoir d'appels de communication commerciale non désirés».

Mais elle n'empêchait pas la souscription téléphonique de services, une faille dans laquelle s'engouffrent les commerciaux les moins scrupuleux. Le gouvernement veut désormais interdire, par voie réglementaire, la souscription téléphonique «sauf quand l'appel est à l'initiative ou à la demande du consommateur».

Auquel cas la conversation devra être enregistrée dans son intégralité et inclure toute l'information sur le contrat proposé. ■

MATHIEU DE TAILLAC
(À MADRID)



Le FMI propose de taxer le minage de cryptomonnaie, trop énergivore

C'est une piste inédite pour réduire les émissions de carbone dans le monde. Dans un article publié sur son blog le 15 août, le Fonds monétaire international (FMI) propose de taxer le minage de cryptomonnaie. Les premières monnaies numériques, comme le bitcoin, par exemple, reposent sur ce mécanisme qui sollicite des serveurs et consomme une quantité d'énergie considérable, en majorité à partir de sources non renouvelables.

Le minage est le processus utilisé pour valider les transactions et sécuriser le réseau d'une cryptomonnaie. Des ordinateurs résolvent des équations complexes à cet effet, rendant le procédé extrêmement gourmand en puissance de calcul. En 2023, le réseau bitcoin à lui seul aurait consommé environ 110 à 150 térawattheures (TWh), selon le Cambridge Centre for Alternative Finance. Cela équivaut quasiment à la consommation électrique annuelle de pays comme la Suède

ou l'Argentine. Et son poids ne cesse de grimper. En 2022, les centres de données liées à l'intelligence artificielle, tout aussi énergivores, et le minage de cryptomonnaie ont représenté 2% de la demande mondiale d'électricité. Selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie et du FMI, ce chiffre va grimper à 3,5% en 2027. Soit «la consommation actuelle du Japon, cinquième consommateur d'électricité au monde», décrypte le FMI. L'institution, qui n'a pas de pouvoir décisionnaire, préconise donc une taxe de 0,047 dollar par kilowattheure, qui passerait ensuite à 0,089 dollar en tenant compte de l'impact de la pollution atmosphérique. Celle-ci se traduirait par une augmentation de «85% du prix moyen de l'électricité» pour l'industrie du minage de cryptomonnaie, selon le FMI, qui table sur une augmentation des recettes publiques annuelles de «5,2 milliards de dollars à l'échelle mondiale».

C.G.

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES FANTÔMES
DE L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE 8/9
PAGE 23

LA SÉANCE

DU JEUDI 22 AOÛT 2024

CAC 40
7524,11 -0,01%

DOW JONES
40726,80 -0,40%

ONCE D'OR
2420,00 (2320,00)

PÉTROLE (Brent)
77,330 (76,060)

EUROSTOXX 50
4885,63 +0,01%

FOOTSE
8288,00 +0,06%

NASDAQ
19632,98 -0,97%

NIKKEI
38211,01 +0,68%



L'étonnante vigueur du marché des voitures

Valérie Collet

Alors que les ventes de véhicules stagnent sur tous les continents, les marques les plus chères profitent de l'essor des

Les voitures de luxe affichent une santé éclatante, dans leur bulle de richesse. L'inflation, la hausse des taux de crédit, les désordres géopolitiques n'ont pas de prise sur leur succès. Alors que les ventes d'automobiles connaissent un coup de frein sur tous les continents, les Rolls, Bentley, Ferrari, Lamborghini... affichent des immatriculations records.

Il est vrai que leurs acheteurs appartiennent à une petite catégorie de la population mondiale en plein essor : les très riches, ceux qui disposent chacun d'un montant disponible (hors résidence principale) de plus de 1 million de dollars. Leur nombre progresse d'année en année : ils étaient 16,5 millions en 2016 et 22,8 millions en 2023. Le montant global de leur patrimoine a progressé de 4,6 % par an pendant cette période pour atteindre 86 800 milliards de dollars, selon le rapport annuel sur la richesse dans le monde publié en juin par Capgemini. Et les plus fortunés d'entre eux, les ultrariches, dont le patrimoine dépasse 30 millions de dollars (soit 1 % de cette population privilégiée), s'offrent sans compter des voitures d'exception : ils composent des collections comme d'autres le font avec des œuvres d'art.

Ces voitures dont la ligne varie, du bolide de course à la décapotable chic en passant par la confortable anglaise digne

des Royals ou même le 4 × 4, coûtent des centaines de milliers, et jusqu'à des millions d'euros. Les ateliers de ces maisons ne les produisent pas par dizaines de milliers d'exemplaires par an, contrairement aux Mercedes ou aux Audi. Le luxe cultive la rareté qui justifie son prix. D'ailleurs, l'ancien patron de Fiat Chrysler et de Ferrari, Sergio Marchionne, expliquait lui-même que la marque au cheval cabré devait produire toujours un véhicule de moins que la demande et s'en tenir à cette équation. Le meilleur moyen de garantir le « pricing power » (capacité à relever les prix) de ces voitures. Un principe appliqué par toutes les marques de luxe dans l'automobile.

Assemblées à la demande

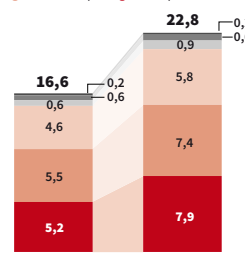
Quel que soit leur style, les voitures de luxe sont assemblées à la demande et il faut généralement compter plus de six mois, voire plus d'un an, pour recevoir sa commande. Et ce même si la fabrication se compte en journées. L'attente fait partie du processus d'achat si particulier dans l'univers du luxe. Bugatti, la marque italienne et alsacienne, ne fabriquera ainsi que 250 exemplaires de Tourbillon, sa toute nouvelle voiture dont la production débutera en 2026. La puissance de ce bolide de près de 4 millions d'euros pièce atteindra 1800 chevaux afin de grimper à 445 km/heure en vitesse de pointe. Ses finitions en font une œuvre d'art. Tous les

Les millionnaires dans le monde

Nombre de millionnaires* par grandes zones géographiques, en millions

* HNW : personnes détenant plus de un million de dollars d'actifs liquides (sans compter leur résidence principale et leurs biens de consommation)

● Afrique ● Amérique latine
● Moyen-Orient ● Europe
● Asie-Pacifique ● Amérique du Nord



Source : Capgemini

exemplaires ont déjà été réservés. Pour entretenir cette image d'exclusivité, Rolls-Royce est allé plus loin encore : la mythique marque britannique a décidé il y a deux ans de lancer quatre modèles de

cabriolets, produits chacun à... un exemplaire. L'Arcadia, la troisième de la série, a été dévoilé en mai dernier. C'est le cabriolet le plus cher au monde. Conçu tout spécialement pour un client asiatique, il avoisinerait les 30 millions d'euros. Propriété du groupe BMW, Rolls-Royce continue à séduire les nouveaux fortunés. La marque a annoncé avoir vendu 6032 voitures en 2023, onze de plus qu'en 2022, pourtant la meilleure année depuis sa naissance, en 1904 !

Même stratégie pour les italiennes. Au premier semestre, Lamborghini, griffe du groupe Volkswagen tout comme Bentley, a écoulé 5518 exemplaires de ses Revuelto (son premier hybride rechargeable, à partir de 507 000 euros), Urus (250 000 euros), Huracan (260 000 euros)... Pendant la même période, Ferrari a livré 7 000 véhicules, essentiellement des Purosangue - un SUV coupé à plus de 380 000 euros - et des Roma Spider, des berlines décapotables à 250 000 euros pièce. Pour les deux sociétés, ce sont des ventes records, qui reflètent l'essor de ce marché. Mais ces volumes n'ont rien à voir avec ceux de Porsche, qui a vendu l'an passé 320 000 voitures - beaucoup trop pour faire partie de l'élite du luxe.

Les marges opérationnelles dégagées par Ferrari et Lamborghini font elles aussi rêver : respectivement 29,9 % et 28,2 % du chiffre d'affaires. C'est sans comparaison avec la rentabilité opérationnelle de

groupes grand public comme Volkswagen (6,3 %) ou même Stellantis (10 % au premier semestre). Et cela se traduit dans la valorisation boursière : unique société de luxe automobile cotée, Ferrari affiche une capitalisation de 83 milliards d'euros, contre 44 milliards pour Stellantis.

Trouver le bon équilibre

Néanmoins, chacun de ces constructeurs de luxe s'efforce de trouver le bon équilibre entre exclusivité et rentabilité à une période où tous amorcent une transition coûteuse vers l'électrique. Ferrari et Lamborghini ont investi lourdement dans la transformation de leur outil de production. Les grandes marques ajoutent généralement une pincée d'hybridation à leurs modèles les plus emblématiques, et réservent le 100 % électrique à leurs SUV.

En outre, la notoriété et l'exclusivité ne garantissent pas le succès des griffes élitistes. Maserati, la seule marque de luxe de la galaxie Stellantis, peine à atteindre les objectifs ambitieux fixés il y a deux ans par son patron, Carlos Tavares, qui visait alors plus de 15 % de marge opérationnelle. Celle-ci se traînait à 6 % l'an dernier. Au premier semestre, le groupe a reconnu que sa marque au trident avait enregistré une perte opérationnelle de 82 millions d'euros, avec un chiffre d'affaires et des livraisons diminués de moitié. Les derniers modèles lancés peinent à faire leurs preuves. Interrogée en juillet sur une

Le grand blues des marques premium, pénalisées par la fin de l'eldorado chinois

Les marques premium comme Mercedes, Audi, BMW, Tesla et même Porsche avaient réussi à passer entre les gouttes de l'orage qui gronde sur le marché mondial de l'automobile. Pendant longtemps, ces marques prestigieuses dominées par les groupes allemands avaient réussi à surfer sur la réputation de la qualité du « made in Germany ». Patatras. Désormais, ces maisons prestigieuses souffrent aussi du ralentissement des ventes. Toutes ou presque ont trebuché au premier semestre. Audi, la marque chic du groupe Volkswagen, affiche un recul de 8,2 % de ses ventes en volume sur les six premiers mois. Elle a même annoncé début juillet la restructuration de son usine belge située près de Bruxelles, dédiée à la production de deux gros SUV électriques haut de gamme, le Q8 e-tron (à partir de 89 000 euros) et le Q8 Sportback e-tron (91 700 euros). Sur les 3 000 salariés du site, 1 400 verront leur emploi supprimé. La fermeture de l'usine tout entière est aussi envisagée. La marque

aux anneaux a revu à la baisse ses objectifs de marge pour l'année. Elle vise une fourchette de 6 % à 8 %, contre jusqu'à 10 % précédemment. Un niveau très en deçà de ce que les marques premium revendiquent habituellement.

En panne de nouveautés

Les autres stars allemandes sont tout aussi mal en point. Porsche, la marque sportive de Volkswagen introduite en Bourse en septembre 2022, a elle aussi abaissé ses prévisions de chiffre d'affaires et de marge. Porsche, qui est dirigé par le patron du groupe Volkswagen, a vendu moins de voitures au premier semestre (-7 % en volume) et vise désormais une marge située entre 14 % et 15 % sur l'ensemble de l'année.

Une troisième étoile allemande, Mercedes, a aussi corrigé sa feuille de route. Son chiffre d'affaires a reculé au premier semestre et son bénéfice net a fondu de 16 % au deuxième trimestre. Mercedes compte remonter la pente grâce à un re-

bond de ses ventes dans le luxe, au cours de la seconde partie de l'année, en s'appuyant sur le « lancement de nouveaux modèles sur le segment haut de gamme », a déclaré Ola Källenius, PDG du groupe. Notamment avec ses modèles tout terrain (à plus de 170 000 euros, sans compter le malus) aux airs de baroudeurs appréciés des urbains. Quant au groupe BMW, si ses ventes résistent mieux, son résultat net a baissé de 8,6 % au deuxième trimestre.

Il n'y a pas qu'en Allemagne que les marques premium traversent une mauvaise passe. Tesla aussi. Le pionnier des véhicules électriques est désormais obligé de tailler dans ses prix pour écouler les véhicules produits dans ses usines. Ces rabais ont contribué à faire baisser sa marge au deuxième trimestre. Les analystes attendaient 16,3 %, mais Tesla s'en est tenu à 14,6 %. Le plus bas niveau pour un trimestre en 5 ans. Son bénéfice net a chuté de 45 % entre avril et juin par rapport à l'an dernier, à 1,48 milliard de dollars. Tesla est en panne de nouveautés, si

l'on fait exception de son Cybertruck produit à petite échelle et dont les ventes ne pourront jamais avoir lieu en Europe en raison de sa configuration trop anguleuse pour satisfaire aux standards de sécurité. Elon Musk cherche la martingale avec les robots taxis dont la présentation est promise à l'automne.

« Une année de transition »

Toutes ces marques chics ont un point commun, elles ont largement misé sur la Chine, où elles jouissaient d'une image d'exclusivité et de réussite sociale. Les groupes allemands y réalisent un tiers de leur chiffre d'affaires et au moins autant de leurs bénéfices. Mais ces dernières années, ils ont assisté à la montée en puissance des constructeurs chinois sur le marché des « véhicules à nouvelle énergie » (électriques et hybrides rechargeables) sans parvenir à préserver leur part de marché gagnée jusque-là avec des voitures thermiques. Mercedes a vu ses ventes reculer de 35 % en Chine au pre-

mier semestre. Auparavant premier marché de Porsche, l'empire du Milieu est même repassé en deuxième position, derrière les États-Unis.

Pour un grand nombre de ces constructeurs souvent associés à l'univers du luxe qu'ils côtoient avec leurs véhicules les plus chers (certains modèles dépassent 200 000 euros), les difficultés en Chine se doublent d'un manque de nouveaux modèles dans leur panoplie. Porsche a averti les investisseurs que 2024 serait « une année de transition », marquée par une baisse des marges et le changement de cinq modèles, dont le Taycan, véhicule électrique dont les ventes ont chuté de 50 % au premier semestre avant l'arrivée de sa nouvelle version. Tesla a aussi prévenu au début de l'année qu'il ne ferait pas d'étincelles cette année.

Les dirigeants de ces marques premium tentent de se rassurer : la progression continue du nombre de riches dans le monde - ils sont déjà 22,8 millions - leur donne confiance pour l'avenir. ■ V.C.

De gauche à droite :
Rolls-Royce Arcadia Droptail;
Hybride Bugatti Tourbillon;
Ferrari Purosangue.



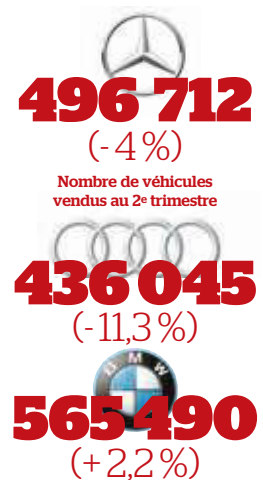
ROLLS-ROYCE, BUGATTI, FERRARI

de luxe

ultra-riches.

éventuelle cession de Maserati, la directrice financière du groupe, Natalie Knight, avait répondu qu'« il pourrait y avoir une évaluation à l'avenir pour déterminer quelle est la meilleure maison pour Maserati ». Stellantis a rapidement rétrogradé en affirmant dans un communiqué son « engagement inébranlable en faveur de l'avenir brillant de Maserati en tant que marque de luxe unique parmi les quatorze marques de Stellantis ».

Autre marque dans la tourmente, la célèbre Aston Martin, la préférée de James Bond. En faillite en 2020, elle a été reprise en main par le milliardaire canadien Lawrence Stroll. Désormais, le dirigeant vise l'ultra haut de gamme, un segment en croissance. Mais au premier semestre, Aston Martin a creusé sa dette à 1,19 milliard de livres et le nombre de livraisons a chuté de 32 %, à 1998 unités. Adrian Hallmark, l'ex-PDG de Bentley, prendra la tête d'Aston Martin en septembre pour tenter de lui redonner tout son lustre. Engagé auparavant dans l'électrification de la gamme, Lawrence Stroll a décidé de mettre la pédale douce sur le passage à l'électrique. « Les acheteurs de voitures de luxe restent très attachés au vrombissement de leur moteur. Ils les achètent pour cela, rappelle Thomas Morel, consultant spécialisé dans l'automobile chez McKinsey. Ce qu'ils concèdent avec les SUV pour la vie de tous les jours, ils ne sont pas prêts à l'accepter avec les supercars. » ■



L'« exit tax », ce mécanisme fiscal que Lucie Castets veut rétablir

Amélie Ruhmann

La candidate de la gauche à Matignon veut revenir à la version originelle de cet impôt visant à lutter contre l'exil fiscal. Au risque de raviver les débats sur son efficacité.

« Il y a eu une méprise. » Après avoir dessiné les contours d'une possible taxation des Français établis à l'étranger, Lucie Castets, toujours aspirante au poste de premier ministre, calme le jeu. Interrogée dans les colonnes de *Libération* jeudi, la candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon a indiqué son souhait de « rétablir l'« exit tax » telle qu'elle existait avant d'être très affaiblie par Emmanuel Macron », et non de créer un nouvel impôt. C'est ce que prévoyait déjà le programme de l'alliance de gauche pour les législatives. Mais l'imbricolage provoqué par la directrice des finances et des achats de la ville de Paris en dit long sur l'incompréhension que suscite cet impôt « anti-exil fiscal » instauré en 2011 sous Nicolas Sarkozy. En quoi consiste-t-il ? Comment a-t-il évolué ? Le *Figaro* fait le point.

L'« exit tax » cible les résidents français qui possèdent des parts dans des sociétés, françaises ou étrangères, lorsqu'ils transfèrent leur domicile hors de France. Dans la version initiale du texte, seuls les exilés qui détenaient des titres dont la valeur est supérieure à 1,3 million d'euros ou qui possèdent 1 % du capital d'une entreprise sont concernés. Ces derniers sont redevables d'une taxe de 30 % sur les plus-values latentes, c'est-à-dire théoriques, appliquée sur la valeur prise par leur patrimoine entre le moment où ils l'acquissent et leur départ de France. En théorie, l'« exit tax » est exigible immédiatement, même si les titres n'ont pas encore été cédés. Dans la pratique, les contribuables bénéficient d'un sursis de paiement qui court jusqu'à la vente effective des titres. Et si les « exilés fiscaux » ne vendent pas leurs titres durant les quinze ans suivant leur départ, ils en sont exonérés.

Le principe a émergé en 1998

Le fonctionnement de la taxe est aussi complexe que son objectif est simple : freiner les velléités des patrons et des Français détenteurs de titres d'aller s'installer à l'étranger pour échapper à une taxation sur les plus-values en France. Le principe a émergé dès 1998, année où une première version de l'« exit tax » avait été votée au Parlement. Six années plus tard, la Cour de justice des communautés européen-



Lucie Castets, le 24 juillet, chez elle, à Paris. JOEL SAGET / AFP

nes, ancêtre de la Cour de justice de l'UE, avait sonné le glas de cette innovation fiscale tricolore : la mesure, arguait Luxembourg, contrevient à la liberté d'établissement proclamée par Bruxelles. Mais Paris n'avait pas dit son dernier mot. En 2011, l'« exit tax » re-fait son apparition au Palais Bourbon. Elle figure dans la grande réforme sarkozyste de la réforme patrimoniale. C'est vraiment une mesure de droite, certes, mais assez efficace pour calmer la fronde ouverte par le bouclier fiscal (voté en 2007, supprimé en 2011) et l'allègement du barème de l'impôt sur la fortune.

Le dispositif fait peu neuve dès 2014. Pour rappel, seules les participations excédant un certain pourcentage ou ayant une certaine valeur sont visées par le régime de l'« exit tax ». Les deux références sont revues sous François Hollande. Ainsi, le pourcen-

tage de participation remonte de 1 % à 50 % et ne concerne plus que les Français majoritaires au sein du capital d'une société. En revanche, la valeur cumulée des parts ou actions est rabaisée de 1,3 million d'euros à 800 000 euros. Autre durcissement d'importance, il faut désormais attendre plus longtemps pour se voir exonéré de la taxe : les exilés fiscaux n'y échappent qu'à condition de conserver leurs titres au moins quinze ans après leur départ.

Un an après son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron fait part de son hostilité vis-à-vis de l'« exit tax » dans *Forbes*. Elle ne rapporterait pas assez, et pire, dissuaderait l'installation d'entreprises en France, rebutes par la perspective de se voir imposer en cas de départ. Le président appelle donc à sa suppression pure et simple. Mais les députés font de la résistance.

Un dispositif remanié, baptisé « taxe anti-abus » lui succède. Les principes de fond restent les mêmes, mais les assujettis sont exonérés de taxe dès deux ans, si les titres ne sont pas vendus dans ce délai. Cinq ans, lorsque la valeur de l'opération est supérieure à 2,57 millions d'euros. Certes, seuls les transferts de résidence fiscale intervenant à partir du 1^{er} janvier 2019 peuvent profiter de cet allègement. Mais il s'agit bien d'un assouplissement, voire d'un véritable détricotage du dispositif original.

Problèmes de recouvrement

L'obsession du NFP pour un retour de l'« exit tax » version 2011 est-elle justifiée ? Dans un pays déjà recordman des impôts, ce mécanisme se révèle assez peu efficace. L'« exit tax », même avant 2018, ne rapportait pas des sommes mirobolantes à l'État. En 2013, *Les Échos* révélaient quelque 1,4 milliard d'euros de plus-values latentes qui avaient été déclarées au titre de l'« exit tax », par seulement 128 contribuables français ayant quitté le pays en 2011. Ce qui signifie... 53 millions d'euros pour l'État en 2011, et 115 millions en 2013 et 2014, selon le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Christian Eckert.

Il n'en reste pas moins vrai qu'en théorie, l'« exit tax » aurait pu et pourrait rapporter beaucoup plus. En 2017, le conseil des prélèvements obligatoires avait estimé que les recettes de la taxe auraient pu culminer à 800 millions d'euros en 2016, si tous les revenus visés avaient été effectivement imposés. Car le problème de cette taxe, c'est son recouvrement : pour ne rien manquer, le fisc français devrait s'astreindre à passer au crible toutes les opérations de reventes d'actions sur une myriade de marchés durant de longues années. D'où, peut-être, le souhait exprimé par Lucie Castets de « renforcer les moyens » du fisc français « à l'image du fisc américain ». En attendant, la candidate du NFP à Matignon devra se contenter d'un rendement modéré : selon les calculs de l'Institut Montaigne, d'obédience libérale, « en considérant l'évolution de la base imposable du PPU », le rétablissement de l'« exit tax » dans sa version initiale ne devrait pas rapporter plus de 67 millions par an aux caisses de l'État. ■

Impôt participatif : comment l'État pourrait laisser les Français fléchir l'argent de leurs contributions

Julie Ruiz Perez

Dans le « pacte d'action » envoyé aux présidents de groupe de partis représentés à l'Assemblée (hors Rassemblement national), le nouveau chef de file des députés Ensemble, Gabriel Attal, propose deux mesures pour « une démocratie revitalisée et une plus grande souveraineté populaire ». L'une d'entre elles est une proposition fiscale qui ouvre la porte à la « possibilité de fléchir une partie de son impôt sur le revenu ou une contribution additionnelle sur une mission du budget de l'État librement choisie ». Un souci du « consentement à l'impôt » qui s'inscrit dans la ligne politique premier ministre démissionnaire.

L'an dernier, alors qu'il était encore ministre délégué au Budget, celui-ci avait mis en place une plateforme en ligne, « En avoir pour mes impôts », qui permettait non seulement aux Français de connaître le prix des politiques publiques (10986 euros par élève pour une année au lycée, 2600 euros pour un accouchement, etc.), mais qui offrait aussi un volet consultatif, offrant la possibilité aux participants de don-

ner leur avis sur les politiques publiques qui mériteraient plus de moyens.

Si le document envoyé par le chef du gouvernement ne donne pas plus de détails, il est probable que Gabriel Attal s'inspire des propositions en ce sens qui ont émergé à droite comme à gauche - depuis des années au moment de voter le budget. Depuis 2021, par exemple, la députée socialiste et pilier de la commission des finances à l'As-

« Le but caché de l'impôt participatif de Gabriel Attal c'est une augmentation déguisée des impôts ! Il annonce "une contribution additionnelle sur une mission du budget de l'État librement choisie" »

Éric Ciotti Président de LR et chef de file des élus ralliés au RN

semblée, Christine Pirès Beaune, soumet à chaque examen de projet de loi de finances un amendement qui vise à faire adopter l'idée d'un « budget participatif » à l'échelle du pays à partir

d'une fraction des recettes de l'impôt sur le revenu.

Concrètement, « les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu auront la possibilité d'affecter 5 % de l'impôt dû à une mission budgétaire. Ce choix devra se faire au moment de la déclaration de revenus, au printemps, le contribuable devra cocher la case du projet de son choix », détaille l'exposé des motifs de l'amendement déposé l'an dernier. Ce dernier avait finalement été rejeté, en raison notamment de l'opposition des députés macronistes en commission des finances.

À droite, l'idée mise en avant par Gabriel Attal pourrait en séduire certains. Avant de passer dans le camp de l'ancienne majorité, Éric Woerth, transfuge des Républicains (LR), avait défendu une mesure très similaire à celle ébauchée par la députée socialiste au nom du renforcement du consentement à l'impôt. D'autres, toujours à droite de l'échiquier, rejettent complètement l'idée. C'est le cas d'Éric Ciotti, président du parti LR et chef de file des élus ralliés au Rassemblement national, qui a pris position sur X (ex-Twitter). « Le but caché de l'impôt participatif de Gabriel Attal c'est une augmentation déguisée des impôts ! Il

annonce "une contribution additionnelle sur une mission du budget de l'État librement choisie". Au lieu d'inventer des usines à gaz fiscales, baissions massivement impôts et charges ! », s'exclame-t-il.

Certains mécanismes existants permettent déjà aux contribuables de financer les causes qui leur tiennent à cœur, en bénéficiant d'une réduction d'impôt. Aujourd'hui, si un contribuable choisit de faire un don à une association reconnue d'intérêt général par l'État, il peut prétendre à une réduction d'IFI (impôt sur la fortune immobilière) égale à 75 % du montant des dons dans la limite de 50 000 euros et à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Cette réduction peut être plus importante pour certaines entités précises comme, par exemple, la Fondation du patrimoine. Au global, ces mécanismes fiscaux sont assez utilisés par les Français, qui sont une majorité à donner à des associations. En 2024, « la majorité des Français (55 %, stable versus 2023) et 83 % des hauts revenus (tendance en hausse de 3 points) ont déjà donné ou projettent de le faire en 2024 », explique un rapport paru en mars dernier. ■



Des centaines de produits sont en rupture de stock, selon la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France.

Les pénuries de médicaments persistent au cœur de l'été

Marie Bartnik

Les ruptures sont cependant sans comparaison avec celles de l'hiver.

Se rendre à la pharmacie ordonnance en main et repartir bredouille en direction d'une seconde officine est devenu monnaie courante. Les mois d'été ne font pas exception à la règle. Les ruptures de médicaments en juillet ou en août sont certes bien moins nombreuses qu'en hiver, quand les épidémies saisonnières atteignent leur pic. Mais des médicaments courants n'en manquent pas moins à l'appel. Et leur recherche est d'autant plus ardue que les pharmacies ouvertes au mois d'août sont moins nombreuses.

Père d'un enfant de 8 ans souffrant d'allergies alimentaires, Corentin peut en témoigner. Il lui a fallu visiter trois pharmacies parisiennes en juillet pour trouver la boîte de stylos d'adrénaline injectables que son fils doit toujours emporter avec lui. Et deux encours, quelques semaines plus tard, pour dégouter du Zithromax, un antibiotique destiné à soigner son otite externe. Ce dernier médicament fait l'objet de « tensions d'approvisionnement », constate l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Il en est de même d'une cinquantaine de références de médicaments depuis le début du mois de juillet. C'est le cas de la clarithromycine, utilisée en première intention pour soigner la coqueluche, en recrudescence depuis le début de l'année. En tension depuis début juillet, l'approvisionnement de ce médicament ne s'est pas amélioré.

Un peu plus d'une vingtaine de médicaments ont même été déclarés en rupture de stock depuis le début de l'été. Ainsi de la Mycostatine, un antifongique, de certaines formes du Claventin, un antibiotique, ou encore des stylos d'adrénaline Anapen,

destinés aux patients allergiques. Dans ce dernier cas, l'ANSM a été prévenue par le laboratoire Bioprojet, qui le fabrique, d'une « rupture d'approvisionnement » liée à un transfert de site de production. Le retour à la normale n'est pas attendu avant le premier trimestre 2025. En attendant, les médecins sont appelés à prescrire un stylo injecteur d'une autre marque. Enfin, certains médicaments comme l'Ozempic, destinés aux diabétiques de type 2 mais détournés de leur usage afin de perdre du poids, manquent dans les officines de façon chronique.

Hausse constante de la demande mondiale

« Des centaines de produits, au total, sont en rupture », note Philippe Besset, le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF). Nous sommes toujours en tension sur un grand nombre d'antibiotiques, notamment l'Augmentin et l'amoxicilline. Il y a des difficultés particulières à proximité des plages. Mais la demande étant également moins forte, nous arrivons en général à gérer ses tensions et à remplacer un médicament manquant par un autre. »

Globalement, la situation s'est même « sensiblement améliorée », estime Emmanuel Déchin, le délégué général de la chambre syndicale de la répartition pharmaceutique, dont le rôle consiste à approvisionner les pharmacies en médicaments. Nous ne sommes pas dans une période de forte consommation de médicaments, donc nous parvenons à reconstituer nos stocks – même si nous n'y sommes pas encore complètement. »

Après deux hivers marqués par d'importantes pénuries, les grossistes répartiteurs sont plutôt « optimistes » pour l'hi-

ver 2024-2025. L'ANSM prépare déjà le prochain plan destiné à assurer l'approvisionnement des pharmacies françaises lors de la prochaine saison froide.

Au cours de l'hiver 2022-2023, les ruptures de médicaments ont été principalement dues à une forte hausse de la consommation, liée à une triple épidémie de Covid, de grippe et de bronchiolite. Les laboratoires ont peine à adapter assez vite leur production. Échaudées par ces ruptures, les pharmacies qui en avaient les moyens ont, au cours de l'hiver suivant, passé directement commande auprès des laboratoires pharmaceutiques, sans passer par les grossistes répartiteurs. Ces stocks accumulés dans les officines ont engendré des ruptures ailleurs. « L'ANSM a demandé en novembre 2023 aux laboratoires produisant des médicaments génériques de passer à nouveau par les grossistes répartiteurs, pour 80 % de leur production. Mais le mal était fait : les médicaments achetés par les grosses pharmacies à l'automne ont manqué tout l'hiver », explique Emmanuel Déchin.

Cela ne devrait plus se produire cette année. Outre des obligations de stocks imposés aux laboratoires pharmaceutiques, l'ANSM a d'ores et déjà demandé que les pharmacies soient exclusivement approvisionnées par les grossistes répartiteurs pour certains antibiotiques sensibles, comme l'amoxicilline pédiatrique.

Reste que des ruptures devraient encore être observées ici ou là. Du fait d'une hausse constante de la demande mondiale, à laquelle les industriels peinent à répondre, « je crains que nous soyons entrés dans une période dans laquelle l'approvisionnement en médicaments ne sera jamais totalement confortable », déplore le délégué général. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 22 AOÛT

| LE CAC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|--------|-------|------------|-----------|--------|--------|--------------------|--------|-------|------------|-----------|--------|--------|--|--|--|--|--|--|--|
| | BOUR | %VAR. | -HAUT BOUR | -BAS BOUR | %CAPEN | SEMI | | BOUR | %VAR. | -HAUT BOUR | -BAS BOUR | %CAPEN | SEMI | | | | | | | |
| ACCOR | 36,05 | +0,7 | 36,16 | 35,8 | 0,167 | +4,19 | LMVH | 678 | -0,12 | 685,6 | 678 | 0,04 | -7,58 | | | | | | | |
| AIR LIQUIDE | 165 | -0,34 | 166,38 | 164,62 | 0,065 | -6,31 | MICHELIN | 35,37 | +0,2 | 35,57 | 35,32 | 0,103 | +8,96 | | | | | | | |
| AIRBUS | 138,88 | -0,16 | 139,96 | 138,62 | 0,061 | -0,64 | ORANGE | 10,75 | -0,25 | 10,265 | 10,165 | 0,121 | -1,25 | | | | | | | |
| ARCELOMITTAL SA | 20,63 | -1,1 | 20,94 | 20,63 | 0,27 | -19,65 | PERNOD RICARD | 125,45 | +0,52 | 125,9 | 124,6 | 0,148 | -2,147 | | | | | | | |
| AXA | 33,59 | +0,36 | 33,77 | 33,43 | 0,083 | +1,9 | PUBLICIS GROUPE SA | 95,02 | -0,02 | 95,76 | 95 | 0,097 | 0,12 | | | | | | | |
| BNP PARIBAS ACT A | 61,08 | -0,16 | 61,54 | 60,89 | 0,106 | -2,41 | RENAULT | 43,05 | +0,02 | 43,35 | 42,77 | 0,15 | +6,65 | | | | | | | |
| BOUYGOS | 31,62 | -0,09 | 31,91 | 31,62 | 0,075 | -7,33 | SAFRAN | 196,1 | -0,23 | 197,95 | 196,1 | 0,055 | -22,98 | | | | | | | |
| CAPGEMINI | 183,05 | +0,16 | 183,9 | 182,1 | 0,071 | -3,02 | SAINT GOBAIN | 76,92 | +0,21 | 77,28 | 76,6 | 0,103 | +5,39 | | | | | | | |
| CARREFOUR | 14,135 | +0,39 | 14,165 | 14,045 | 0,118 | -14,67 | SANOFI | 99,01 | +0,09 | 99,52 | 98,77 | 0,06 | +0,31 | | | | | | | |
| CREDIT AGRICOLE | 13,6 | -0,15 | 13,95 | 13,52 | 0,066 | +5,82 | SCHNEIDER ELECTRIC | 225,85 | +0,09 | 227,7 | 225,75 | 0,085 | -24,24 | | | | | | | |
| DANONE | 60,86 | -0,9 | 60,94 | 60,22 | 0,181 | -3,72 | SOITE GENERALE | 21,25 | -0,19 | 21,43 | 21,9 | 0,188 | -1,155 | | | | | | | |
| DASSAULT SYSTEMES | 34,4 | +0,09 | 34,64 | 34,34 | 0,045 | -22,23 | STELLANTIS NV | 14,746 | -0,94 | 14,942 | 14,718 | 0,037 | -30,26 | | | | | | | |
| EDENRED | 37,99 | -1,04 | 38,27 | 37,63 | 0,125 | -29,83 | STMICROELECTRONICS | 27,915 | -0,68 | 28,32 | 27,915 | 0,125 | 38,3 | | | | | | | |
| ENGIE | 15,485 | +0,03 | 15,57 | 15,48 | 0,106 | -2,72 | TELEPERFORMANCE | 104,8 | +1,85 | 104,8 | 102,9 | 0,137 | -20,64 | | | | | | | |
| ESSILOR LUXOTTICA | 214 | +0,56 | 215,7 | 212,8 | 0,056 | +17,84 | THALES | 148,3 | +0,07 | 148,9 | 147,6 | 0,072 | -10,71 | | | | | | | |
| EUROFINS SCIENT | 51,68 | -0,23 | 52,18 | 51,66 | 0,101 | -12,38 | TOTALENERGIES | 61,62 | -0,82 | 61,99 | 61,48 | 0,086 | -0,03 | | | | | | | |
| HERMES INTL | 2199 | +0,18 | 2218 | 2195 | 0,027 | +14,6 | UNILEAL-RODAMCO-WE | 71 | -0,62 | 71,74 | 70,6 | 0,201 | +6,1 | | | | | | | |
| HERNIG | 259,8 | +0,6 | 262,55 | 258,7 | 0,257 | -34,89 | VEOLIA ENVIRON. | 29 | -0,31 | 29,3 | 28,96 | 0,119 | -1,54 | | | | | | | |
| L'OREAL | 392,25 | +0,45 | 393,8 | 390,35 | 0,042 | -12,96 | VINCI | 105,9 | +0,28 | 106,7 | 105,55 | 0,079 | -6,86 | | | | | | | |
| LEGEND | 97,96 | +0,08 | 98,56 | 97,78 | 0,116 | +4,1 | VIVENDI SE | 9,804 | +0,53 | 9,832 | 9,76 | 0,124 | +1,32 | | | | | | | |

| LES DEVISES | | | MONNAIE | | | 1 EURO = | | | L'OR | | | VEILLE | | | 31/12 | | |
|-------------|--|--|----------------------|--|--|----------|-----|--|----------------------|--|--|-----------|--|--|---------|--|--|
| AUSTRALIE | | | DOLLAR AUSTRALIEN | | | 1,655 | AUD | | Lingot 100g | | | 717551C | | | +19,36% | | |
| CANADA | | | DOLLAR CANADIEN | | | 1,513 | CAD | | Lingot 100g | | | 718751C | | | +19,32% | | |
| GBR | | | LIVRE STERLING | | | 0,8494 | GBP | | Lingot 50g | | | 3599,26C | | | +19,29% | | |
| HONG KONG | | | DOLLAR DE HONG KONG | | | 8,6814 | HKD | | Lingot ONCE (31,10g) | | | 2443,94C | | | +19,25% | | |
| JAPON | | | YEN | | | 162,64 | JPY | | Lingot 10g | | | 728,75C | | | +19,04% | | |
| SUISSE | | | FRANC SUISSE | | | 0,949 | CHF | | Lingot 2,5g | | | 189,18C | | | +18,18% | | |
| ETATS-UNIS | | | DOLLAR | | | 1,125 | USD | | 20F-NAPOLÉON | | | 447,73C | | | +19,37% | | |
| TUNISIE | | | DINAR TUNISIEN | | | 3,37 | TND | | 20F-SUISSE | | | 442,73C | | | +19,37% | | |
| MAROC | | | DIRHAM | | | 11,103 | MAD | | SOVERAIN | | | 559,81C | | | +19,37% | | |
| TURQUIE | | | NOUVELE LIVRE TURQUE | | | 37,7855 | TRY | | KRUGGERAND | | | 2387,8C | | | +19,37% | | |
| EGYPTE | | | LIVRE EGYPTEENNE | | | 52,81 | EGP | | 50 PESOS | | | 2.851,07C | | | +19,37% | | |
| CHINE | | | YUAN | | | 7,9491 | CNY | | 10 DOLLARS | | | 1166,82C | | | +19,37% | | |
| INDE | | | ROUPIE | | | 93,478 | INR | | 20 DOLLARS | | | 2332,64C | | | +19,37% | | |
| ALGERIE | | | DINAR ALGERIEN | | | 146,59 | DZD | | | | | | | | | | |

Les avions-écoles Elixir partent à la conquête des États-Unis

Véronique Guillermand

La start-up française, qui a signé 330 commandes et lettres d'intention, prévoit d'ouvrir un site d'assemblage en Floride.

Entre un jeune avionneur n'em-pêche pas de voir grand. Elixir Aircraft se prépare à changer de dimension, après avoir bouclé en février 2024 un financement de 40 millions d'euros, afin d'assurer son développement pour les quatre ans à venir. Et ce auprès d'un pool d'investisseurs dont Bpifrance via son fonds d'amorçage, la société privée de capital-risque Innovacon ou encore la région Aquitaine.

Le petit constructeur d'avions légers biplaces de nouvelle génération, destinés notamment aux écoles de pilotage, prévoit d'ouvrir deux usines d'ici à 2026 : la première, d'une capacité de production de 400 appareils par an, sur l'emprise de l'aéroport de La Rochelle, qui accueillera les activités industrielles, les essais en vol et le centre de livraison ; la seconde à Sarasota (Floride), où seront expédiés les avions en kit afin d'y être assemblés. L'investissement immobilier est porté par le groupe Capstone, Elixir préférant réserver ses moyens au « développement industriel ». L'ouverture de ces deux sites entraînera la création de 500 emplois d'ici à cinq ans, dont 50 postes cette année à La Rochelle, où l'entreprise emploie 150 personnes.

Aux États-Unis, la société a déjà enregistré 200 commandes et pré-commandes – notamment auprès des écoles de pilotage Sierra Charly Academy et Cirrus Aviation –, qui doivent être confirmées dès l'obtention de la certification de son avion, espérée en 2025. Le marché américain est prioritaire : il est le premier au monde pour l'aviation générale avec plus de 230 000 petits appareils en service et 1600 écoles de pilotage. Elixir est désormais à la tête d'un carnet de commandes de 330 appareils, dont 80 signés pour 110 avions fin juillet, pendant le salon AirVenture d'Oshkosh, dans le Wisconsin.

De quoi mesurer le chemin parcouru depuis 2015, année de la création d'Elixir Aircraft. « Dès le départ, le parti pris a été de produire en France un avion haut de gamme, doté d'un cockpit digital et d'écrans tactiles, mais compétitif pour un budget serré », résume Arthur Léopold-Léger, PDG et cofondateur de la start-up. Le design, élégant, cache une optimisation poussée de la conception basée sur une technologie issue du monde de la voile de compétition, le « carbon oneshot » (en une seule pièce), pour simplifier les structures.

Il faut seulement 900 références de pièces et de systèmes pour construire l'appareil, contre 16 000 pour Cessna, par exemple, explique la société. Les ailes sont d'un seul tenant et les aéros-structures en fibre de carbone (pièces de fuselage) ne comportent que neuf éléments. Au total, « l'avion est, avec 400 kg, léger, plus simple et plus rapide à assembler, et moins coûteux à entretenir », résume le PDG.

L'Elixir, développé en deux versions (100 et 140), est, en outre, économique à exploiter avec un coût horaire annoncé de 40 euros, sur la base de 500 heures de vol annuelles, contre 150 à 170 euros pour un avion des an-

nées 1970 et 1980. Et il promet d'être frugal grâce à son Rotax, un moteur thermique à quatre temps, alimenté par de l'essence sans plomb, mis au point par le constructeur autrichien éponyme. Au total, l'avion brûle 70 % de carburant de moins qu'un appareil ancien, et réduit d'autant ses émissions polluantes. « L'objectif d'ici à cinq ans est de lancer une version 100 % compatible avec des carburants d'aviation durables (SAF) et, à plus long terme, de faire voler nos avions avec de l'hydrogène liquide », précise Arthur Léopold-Léger. Des travaux sur la version hydrogène sont menés en partenariat avec la DGAC (Direction générale de l'aviation civile), Safran, Daher et Air liquide.

L'avionneur a patiemment franchi toutes les étapes : vol d'un prototype en août 2017, première certification spécifique à l'aviation légère (CS-23) obtenue en mars 2020, auprès de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), puis premières livraisons (25 appareils), notamment à l'Airbus Flight Academy, l'école de pilotage du géant européen de l'aéronautique. Après cette phase de production quasi artisanale, la société a engagé une industrialisation à plus grande échelle, embarquant une centaine de sous-traitants.

« L'objectif d'ici à cinq ans est de lancer une version 100 % compatible avec des carburants d'aviation durable (SAF) et, à plus long terme, de faire voler nos avions avec de l'hydrogène liquide »

Arthur Léopold-Léger
Cofondateur et PDG d'Elixir

Elixir accélère afin de prendre la vague du renouvellement attendu des flottes d'avions-écoles, composées de vieux Cessna et autres Piper notamment, dont l'âge moyen tourne autour de 48 ans. « Ces avions sur lesquels se forment 95 % des futurs pilotes sont lourds, âgés, gourmands en carburant et bruyants », souligne le PDG d'Elixir. Sur les 230 000 petits avions destinés à la formation dans le monde, 160 000 ont été conçus avant 1980 et doivent être remplacés dans les prochaines années. D'autant que le besoin en formation de pilotes s'accroît. Dans leur dernière étude de marché, Airbus et Boeing estiment que les compagnies aériennes auront besoin de recruter plus de 620 000 nouveaux pilotes dans les vingt ans à venir.

Elixir vise 15 % de ce marché mais aussi celui des propriétaires privés, qui est très dynamique. Sur les quelque 4000 avions privés qui se sont vendus en 2023, dans le monde, 3000 sont des avions légers (-12 %). La jeune société estime que son appareil est également adapté à la formation de pilotes militaires et qu'il pourrait aussi être employé pour réaliser des vols de surveillance de feux de forêt. ■



ELIXIR AIRCRAFT

La conception du biplace repose sur une technologie issue du monde de la voile de compétition, le « carbon oneshot » (en une seule pièce).

Jérôme Kerviel : séisme à la Société générale, et onde de choc pour toute la finance

Danièle Guinot

Le nom du trader est entré dans l'histoire. Ses prises de risque inconsidérées ont mis en péril la banque française en 2008. Elle ne s'en est jamais complètement remise.

Comme un air de déjà-vu. Au printemps dernier, on apprenait que deux traders de la Société générale basés à Hongkong avaient été licenciés un an plus tôt pour avoir pris des paris risqués et non autorisés sur les marchés, qui auraient tardé à être découverts. Cet « incident », comme l'a banalisé Slawomir Krupa, le directeur général de la Société générale, n'a pas fait perdre un euro à la banque. Mais il a fait ressurgir le fantôme de l'affaire Kerviel, qui a traumatisé la Société générale en 2008. D'autant que, ironie de l'histoire, les deux traders de Hongkong travaillaient, comme Jérôme Kerviel en son temps, pour l'équipe Delta One, spécialisée dans les opérations sur des produits dérivés. « Au bout de seize ans, je peux enfin passer la main, a commenté, provocateur, l'ancien trader sur X (ex-Twitter). Félicitations aux deux vainqueurs et bonne chance à eux dans leur mandat ! »

Le fantôme de l'affaire Kerviel hante toujours les tours de la Société générale. Et, dans les services d'inspection de toutes les banques d'investissement du monde, c'est le croque-mitaine qu'on redoute de trouver sous les bureaux des salles de marché. Le petit trader français n'était pourtant ni le premier ni le dernier à franchir la ligne. Mais l'ampleur de sa fraude, associée à sa relative simplicité, a fait que le nom de Jérôme Kerviel est devenu, un matin de janvier 2008, en quelques heures et pour longtemps, connu de tous les Français et de tous les professionnels de la finance.

Il a fait tomber une banque de son piédestal. « Le choc a été monstrueux, car il a touché la Société générale au cœur de ce qu'elle savait faire de mieux, les produits structurés qui lui faisaient gagner beaucoup d'argent », se souvient un expert. Star mondiale des marchés financiers dans les années 2000, cette banque était un peu le Goldman Sachs français, grâce, surtout, à sa science des produits dérivés.

Tout a basculé en janvier 2008. À l'occasion d'un contrôle, le service de gestion des risques détecte un risque anormal sur une très grosse position prise sur des contrats à terme par le trader Jérôme Kerviel. Ces produits financiers complexes font l'objet d'opérations de gré à gré entre banques. Les responsables des risques questionnent le trader de 31 ans, découvrent qu'il a réalisé des faux pour dissimuler ses opérations. Pendant tout un week-end, nuit et jour, une vingtaine de personnes triées sur le volet passent au crible les transactions réalisées par Jérôme Kerviel. Bilan effarant : il a accumulé pour 50 milliards d'euros de positions spéculatives, couvertes par des transactions entièrement fictives ! Le montant est stratosphérique, supérieur aux fonds propres de la banque, de quoi la faire sauter.

« Le système financier marche sur la tête et perd de vue sa finalité »

Nicolas Sarkozy Président de la République, le 27 janvier 2008

Les autorités financières, Banque de France et Autorité des marchés financiers, sont prévenues. Pas l'Elysée. Pas tout de suite, car l'affaire doit rester secrète. La crise des « subprimes », ces prêts immobiliers à risques américains qui mettront la finance mondiale à genoux en 2008 et 2009, commence à gronder ; les marchés sont extrêmement nerveux. Du lundi 21 au mercredi 23 janvier, un trader de la Société générale est chargé dans le plus grand secret de céder les positions insensées du portefeuille de Kerviel. Un travail de liquidateur. Ce qui a sûrement amplifié la chute des Bourses européennes ces jours-là. L'opération se solde par une perte de 4,9 milliards d'euros pour la Société générale ! Le groupe rend le scandale public dans un communiqué le jeudi 24 janvier à 8 heures du matin. « Il y a eu un grand silence. Tout le monde était sonné, se souvient un ancien de la



Jérôme Kerviel arrive au tribunal correctionnel de Paris, pour son procès en 2012.

salle des marchés. Personne ne connaissait Jérôme Kerviel. Rapidement, quel qu'un a trouvé sa photo dans l'annuaire interne et elle a commencé à circuler via les e-mails. »

L'affaire sidère la France entière et déchaine les passions. Le président de la République Nicolas Sarkozy fustige « un système financier qui marche sur la tête et perd de vue sa finalité » pour réaligner « des profits gigantesques... (ou) des pertes gigantesques en quelques heures ». Les clients de la Société générale ont peur pour leur argent, et ils sont souvent agressifs en agence. Quant aux salariés de la banque, ils sont traumatisés et le resteront longtemps. En témoin, leur colère lorsque la brasserie implantée au pied des tours de la Société générale, où Jérôme Kerviel avait l'habitude de déjeuner, décide, pour s'amuser, de baptiser « escalope de veau Kerviel » son plat préféré. Une initiative vite retirée de la carte.

La banque rétablit sa situation financière en réussissant une augmentation de capital presque héroïque. Mais la déflagration décapite pratiquement toute la direction. Nicolas Sarkozy avait réclamé la tête du PDG, mais Daniel Bouton ne cède que la direction générale en mai 2008, au directeur financier Frédéric Oudéa, et la présidence un an plus tard seulement. Une grande partie de l'état-major et tous les responsables de la banque de financement et d'investissement (BFI), dont son patron, Jean-Pierre Mustier, quittent le groupe en 2008. « Les meilleurs managers ont été décimés au moment où la Société générale avait le plus besoin d'eux, car elle devait aussi faire face à la crise financière, qui l'a fortement affectée, avance Jérôme Legras, responsable de la recherche chez Axiom AI. Ces départs l'ont affaiblie. Elle manquait de boussole. »

« L'affaire Kerviel a mis fin à une ère de prospérité à la Société générale. À partir de là, elle a commencé à perdre de sa superbe », abonde un observateur. Durant les années qui suivent, la Société

générale fait profil bas. « Le groupe est alors entré dans une longue période de doute et de stagnation », avance un analyste. La banque n'a semble-t-il plus de stratégie claire. Elle revoit ses activités de marché, en supprimant les plus risquées. Elle s'impose une cure d'amaigrissement. Ses effectifs sont passés de 162 440 en 2009 à 126 000 en 2023. En quelques clics, en quelques « trades », Jérôme Kerviel a participé à reléguer sa banque en deuxième ligue. Seize ans après, celui qui est directeur général depuis mai 2023, Slawomir Krupa, successeur d'Oudéa, ne pense plus à ce fantôme. Mais il s'est attaqué au chantier titanesque de la restauration de la rentabilité de sa banque, en engageant une vaste révision du portefeuille d'activités et en multipliant les cessions.

L'affaire Kerviel avait révélé les graves dysfonctionnements dans les contrôles de la Société générale. Mais c'est tout le secteur qui a dû prendre des mesures. Les régulateurs bancaires ont ensuite « renforcé leur surveillance et sont aujourd'hui beaucoup plus attentifs à toutes les questions opérationnelles », souligne Jérôme Legras. Désor-

mais, les départements de contrôle des risques occupent une place prépondérante dans tous les établissements. Les procédures de validation des transactions ont été renforcées. Des structures spécifiquement destinées à traquer les sources potentielles de fraudes ont été mises en place un peu partout. Des contrôles permanents sont prévus pour les activités les plus risquées. La sécurisation des systèmes informatiques a été renforcée. Côté management, les traders doivent prendre régulièrement des vacances de dix jours consécutifs, au minimum, afin de permettre aux équipes en place de débusquer de possibles opérations frauduleuses. Jérôme Kerviel ne prenait pas de vacances et personne n'avait donc pu accéder à ses portefeuilles. « Les banques ont dépensé des fortunes et consacré des centaines d'heures de travail au renforcement des contrôles », relève Jérôme Legras.

En France, l'histoire de la fuite en avant frauduleuse du petit trader isolé n'a pas convaincu tout le monde. Malgré la condamnation de Jérôme Kerviel à de la prison ferme et au dédommagement de la banque, il est resté une autre version, celle du pot de terre contre le pot de fer

24 janvier 2008

La Société générale révèle avoir été victime d'une énorme fraude.



Siège de la Société générale dans le quartier d'affaires de la Défense, à Paris.

C'était bien le moins. L'affaire Kerviel, c'est l'histoire d'un petit trader, d'un homme seul qui a mis en danger une banque de grande réputation, et a provoqué un séisme dont les répliques ont été ressenties dans le tout le système. Quelle conclusion devait en tirer le petit épargnant sinon que tout le système était en réalité très fragile ? Le scandale a été le premier ébranlement de la confiance, confirmé peu de temps après par la crise, bien plus grave et dévastatrice, des subprimes. De Kerviel à Lehman Brothers, l'année 2008 a installé l'image des « banques-casinos », nourrissant aussi un puissant mouvement en faveur d'une séparation des activités de marchés et des activités de banque de dépôt.

En France, l'histoire de la fuite en avant frauduleuse du petit trader isolé n'a pas convaincu tout le monde. Malgré la condamnation de Jérôme Kerviel à de la prison ferme et au dédommagement de la banque (4,9 milliards d'euros ramenés à 1 million d'euros en appel), il est resté une autre version, celle du pot de terre contre le pot de fer. La sanction pour le quidam, l'impunité pour l'institution. Sur la scène politique, sans surprise, c'est Jean-Luc Mélenchon qui s'est emparé de la cause. Kerviel. Il a fait du trader un invité de marque à la Fête de l'Humanité en 2014. Grandiloquent comme toujours, il a osé le parallèle avec l'affaire Dreyfus : « Quand Dreyfus a été accusé à tort, il y a eu un débat dans la gauche. (...) Jaurès hésite. Comme moi. Au début, j'ai eu un réflexe, j'ai hésité. Et puis j'ai fait le même raisonnement que le grand Jaurès. » Le crédit d'impôt dont avait bénéficié la Société générale en 2009 au regard de ses pertes exceptionnelles, pour un montant de 2,2 milliards d'euros, a été contesté pendant des années. « Comment admettre que, lorsqu'une banque fait une erreur, ce soit le contribuable qui paie ? », avait lancé François Hollande, en 2010. L'affaire Kerviel n'a pas seulement traumatisé la Société générale. Elle a participé au sentiment de défiance vis-à-vis d'un système économique si facilement accusé par ses grands détracteurs de fonctionner à la connivence, à la collusion, à la privatisation des profits et à la nationalisation des pertes. En somme, un épisode d'un débat économique français apparemment sans fin. ■

Retrouvez demain :
La grande peur du patronat français face au « syndrome France Télécom »

Au printemps dernier, Christopher Baldelli était reconduit dans ses fonctions de président-directeur général de la chaîne Public Sénat, pour une durée de trois ans. En poste depuis 2021, l'ex-patron de RTL et directeur général de France 2 s'était attelé, durant son premier mandat, à une profonde refonte de la grille et du site internet.

Les résultats sont là. « Nous sortons d'une très belle saison. Elle est même historique. La chaîne n'a jamais été aussi forte depuis 2017 », souligne-t-il. La méthode de calcul des audiences ayant changé entre-temps, impossible de remonter plus loin. « L'audience de Public Sénat affiche une nouvelle hausse de 10 % en un an et elle est en progression constante depuis trois ans. Chaque mois, nous touchons en moyenne 25 millions de Français », indique le PDG. La chaîne compte également plus de 1 million d'abonnés sur les réseaux sociaux, hormis sur TikTok, où elle n'est pas encore.

Plusieurs éléments expliquent cette embellie. Notamment le renouvellement quasi complet de la grille et l'accueil positif du public pour les nouveaux programmes, à l'instar de la quotidienne « Sens public », présentée par Thomas Hugues, qui génère les plus grosses progressions d'audience. Au-delà de cette locomotive, un autre phénomène concourt aux bonnes performances de la chaîne. « Le rôle du Parlement n'a jamais été aussi important sous la Ve République. Nous sommes dans un moment historique. Et, évidemment, une chaîne comme Public Sénat, qui dispose d'une expertise du travail parlementaire, profite d'une visibilité et d'un intérêt accru », analyse le dirigeant.

Les questions au gouvernement, diffusées chaque mercredi, ont ainsi suscité plus d'intérêt cette saison. « Entre la loi sur l'immigration, débat largement mené au Sénat, les élections européennes, la dissolution du gouvernement, puis les législatives, l'année a été dense, fait remarquer Christopher Baldelli. Notre



« Nous sortons d'une très belle saison. Elle est même historique. La chaîne n'a jamais été aussi forte depuis 2017 », déclare Christopher Baldelli, président-directeur général de la chaîne Public Sénat.

CAPA PICTURES/PUBLIC SÉNAT/CHRISTEL SASSO

Public Sénat achève une saison record et recrute Claire Chazal

Caroline Salié

Reconduit pour trois ans à la tête de la chaîne, Christopher Baldelli espère en accroître encore la notoriété. Public Sénat va aussi devenir le partenaire télé du « Grand Jury RTL-Le Figaro ».

grille nous permet de traiter parfaitement cette actualité, avec une matinale, beaucoup d'émissions parlementaires et une prime au direct sur les projets de loi structurants, comme celui des retraites au printemps dernier. C'est ainsi que nous remplissons notre mission, en nous adressant aux citoyens et en les éclairant.

Public Sénat n'est jamais dans l'idéologie ni dans les partis pris.

Si la grille ne sera pas bouleversée à la rentrée, deux surprises attendent toutefois les téléspectateurs de Public Sénat. Dès la fin août, la chaîne devient le partenaire télé de l'émission politique hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le

Figaro ». « En tant qu'ancien patron de RTL et ayant longtemps présidé à cette émission, j'étais évidemment très enthousiaste à cette idée », avoue Christopher Baldelli.

Par ailleurs, l'antenne accueillera une grande figure du paysage audiovisuel. « Claire Chazal va nous rejoindre

pour animer l'émission littéraire « Au bonheur des livres », présentée auparavant par Guillaume Durand. La culture est une passion chez elle. Et si nous voulons augmenter notre audience, nous devons recruter des gens connus et estimés du public, comme Claire Chazal ou Thomas Hugues, aux côtés de jeunes talents. Je pense que son arrivée ainsi que le partenariat autour du « Grand Jury » constituent une forme de reconnaissance, le signe que Public Sénat est une chaîne qui compte. »

Un budget inchangé

Pour son second mandat, Christopher Baldelli ambitionne en outre de mettre davantage en valeur le travail des parlementaires. Le PDG réfléchit à une nouvelle émission tournée plus particulièrement sur les nombreuses études prospectives menées au Parlement. « Les citoyens ont besoin d'être éclairés sur les grands enjeux d'avenir, qu'ils soient technologiques, scientifiques, environnementaux... », insiste Christopher Baldelli.

Le budget de Public Sénat, lui, reste inchangé. Il est « stable depuis neuf ans, malgré un contexte de forte inflation. La gestion de la chaîne est très exigeante et nous avons également développé nos ressources propres. » Ces dernières représentent un peu moins de 10 % du budget global de la chaîne, qui s'élève à 18,7 millions d'euros. « Quand se pose parfois la question de l'efficacité du service public et de son coût, Public Sénat, de ce point de vue, est exemplaire », souligne le PDG.

Cet automne, un sujet devrait agiter la chaîne. L'Arcom, qui vient de réattribuer 15 fréquences télé et de faire entrer dans le jeu deux nouveaux acteurs, Daniel Kretnitsky et Ouest-France, à la place de C8 et NRJ12, se penchera sur les enjeux de la numérotation. Certains verraient d'un bon œil un regroupement des chaînes d'info au sein d'un même bloc. Dans cette perspective, le canal 13, partagé par Public Sénat et LCP pourrait faire l'objet de convoitises... « C'est un sujet sensible, reconnaît Christopher Baldelli. Nous sommes déjà à proximité d'autres chaînes d'info. Le canal 13 nous convient très bien. » ■

LES FOLLES CROYANCES DE LA SILICON VALLEY 5 / 6

Bâtir une cité idéale, le rêve contrarié de magnats de la tech

Chloé Woitier

Des figures du secteur ont acheté pour 1 milliard de dollars de terres en Californie afin de créer ex nihilo une ville nouvelle. Mais leur utopie se heurte à la réalité.

Rejoindre le comté de Solano depuis la Silicon Valley est un voyage en soi. Sous réserve que l'autoroute 101, dorsale routière traversant le cœur battant de la tech américaine, ne soit pas embouteillée, il faut compter une heure et demie d'un trajet alternant voies rapides, traversée de la baie de San Francisco par ses ponts mythiques et routes départementales pour enfin atteindre cette région rurale. Le décor change du tout au tout. L'urbanisme triomphant laisse place à des champs dans de vastes étendues semi-désertiques, glaciales l'hiver, étouffantes l'été. C'est ici, dans cette aride diagonale du vide entre capitale politique (Sacramento) et économique (San Francisco) du nord de la Californie, que des milliardaires de la tech ont jeté leur dévolu pour bâtir ex nihilo leur cité idéale de 400 000 habitants.

Pendant six ans, Reid Hoffman, fondateur de LinkedIn, l'incontournable figure du capital-risque Marc Andreessen, Lauren Powell Jobs (veuve de Steve Jobs) ou Patrick et John Collison, cofondateurs de la solution de paiements Stripe, ont ainsi apporté leurs capitaux pour racheter en toute discrétion plus de 200 km² de terres agricoles, soit deux fois la surface de Paris, pour 800 millions de dollars. Ils ont agi toutes ces années cachés derrière une mystérieuse écran aux motivations in-

connues, que le New York Times finira par démasquer à l'été 2023.

Oubliez le fantasme d'une ville futuriste robotisée, guidée par la data et l'intelligence artificielle. La vision du Tchèque Jan Sramek, 38 ans, ancien trader chez Goldman Sachs à l'origine de cette grande opération montée grâce à ses réseaux personnels dans la Silicon Valley, est bien plus terre à terre. « Tous les habitants vivront à moins de 10 minutes à pied de rues commerçantes, et les enfants pourront aller tout seuls à l'école », clame celui qui a endossé le rôle de PDG du projet California Forever. Espaces verts, pistes cyclables, transports publics efficaces, immeubles bas, le tout alimenté par des énergies renouvelables avec un foncier accessible : California Forever est la transposition d'un écosystème européen dans une région où le quotidien tourne autour de l'automobile.

Sur le papier, le projet a de quoi séduire. « Vivre dans la région de San Francisco n'est pas facile », rappelle le sociologue Olivier Alexandre, auteur du livre *La Tech. Quand la Silicon Valley refait le monde* (Seuil). Outre des loyers astronomiques qui ont fait exploser le nombre de sans-abri et de monstrueux embouteillages, « la ville est minée par la crise des opiacés, les écoles publiques sont de bas niveau et les bons établissements scolaires affichent complet ». Le manque criant de logements, dû à des lois d'ur-



DESIGNED BY SYTELAB URBANSTUDIO © CMC

banisme votées il y a des décennies qui limitent sciemment la construction, est une problématique bien identifiée. California Forever pense s'épargner tous ces problèmes en bâtissant son utopie à partir de zéro.

Rancœurs et oppositions politiques

Mais l'enthousiasme de Jan Sramek se heurte à l'incrédulité des acteurs locaux du comté de Solano. Est-ce bien sérieux de vouloir bâtir une métropole verte dans une région qui manque cruellement d'eau ? Combien cela va coûter et qui paiera pour la construction des infrastructures pour éclairer, chauffer, gérer les déchets et permettre à ces centaines de milliers d'habitants de circuler ? Les manières de California Forever ont aussi provoqué une forte défiance. Personne à Solano n'a oublié que cette société a traîné en justice des agriculteurs du coin qui refusaient de lui vendre leurs terres. Accusant ces derniers de s'entendre pour faire monter les enchères, elle leur réclamait 500 millions de dollars de dommages et intérêts. De quoi nourrir les rancœurs et les oppositions politiques. « C'est un Disneyland de

carton-pâte qui ne verra jamais le jour », cinglait l'an passé le député local John Garamendi.

Il faut dire que les magnats de la tech californienne ont oublié un détail majeur dans leur plan : la loi. Même s'ils sont propriétaires du sol, leur projet ne pourra voir le jour sans le feu vert des autorités (comté, État, agences fédérales...), ce qui signifie de très longues années d'études de faisabilité. Et un gigantesque obstacle se dresse devant leur ambition : une législation locale datant des années 1980 interdit tout développement urbain en dehors des villes déjà existantes du comté. Pour la faire tomber, California Forever doit remporter un référendum local. S'il échoue, son rêve s'arrêtera net.

L'organisme a donc sorti les grands moyens ces derniers mois pour tenter de gagner le cœur des électeurs avant le vote fixé à novembre 2024. Fonds de centaines de millions de dollars pour ouvrir des centres de soins, rénover les centres-villes, financer la formation des habitants au numérique, aider à l'accès à la propriété, créer 15 000 emplois bien rémunérés... Rien n'est trop beau pour vaincre les résistances de ce terri-

La future cité idéale en Californie pourrait être dotée d'espaces verts, de pistes cyclables, de transports publics efficaces et d'immeubles bas.

toire délaissé. À ces promesses s'ajoute l'embauche de lobbyistes qui ont travaillé pour des figures politiques californiennes majeures.

Las. Annoncé perdant dans plusieurs sondages, California Forever a pris, fin juillet, la décision de décaler le référendum à 2026. « Jan Sramek a compris que son calendrier était irréaliste, indique le comté de Solano. Nous le mettons au défi. Montrez-nous comment vous apporterez de l'eau, comment vous résoudrez les problèmes de transports, et comment financer ces milliards de dollars d'infrastructures sans augmenter les impôts. Nous prendrons le temps qu'il faut pour prendre une décision éclairée. » Le député démocrate John Garamendi, lui, jubile : « L'usine à rêves California Forever a fermé ses portes pour de bon. » ■

Retrouvez demain :

Les techno-optimistes ou l'accélération sans entrave de l'innovation